

ÉTATS-UNIS APRÈS LA PRÉSIDENTIELLE

DROITE SÉDITIEUSE



ET

NOUVELLE GAUCHE



● BIRMANIE ● INDE ● RUSSIE ● POLOGNE ●

● MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD – APRÈS 10 ANS DE LUTTES ●

● L'EXPÉRIENCE DU PARTI D'ACTION COMMUNISTE DE SYRIE ●

● LINCOLN, MARX, L'ESCLAVAGE ET LA GUERRE CIVILE ●

inprecor sur le web :
<http://www.inprecor.fr>

Aux abonné(e)s !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse. Alors... réabonnez vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECEI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :
PECEI-INPRECOR, 27 Rue Taine,
75012 Paris, France

Tél. : 33/0 1 49 28 54 87 ou ...88

E-mail : inprecor@wanadoo.fr

Directeur de publication, gérant :
Jan Malewski

Rédacteur en chef : Jan Malewski

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0921 I 88313.

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,
93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies
prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

janvier-février 2021 n° 681/682

Birmanie (Myanmar)

Contre l'ordre militaire, solidarité avec le peuple birman Comité internationale de la IV^e Internationale 3

Inde

Les paysans se soulèvent contre le régime Modi Umar Shahid 5

Notes de lectures

D. TANURO, *Trop tard pour être pessimiste ! Écosocialisme ou effondrement* Didier Epszajn 8

États-Unis

• Le détournement de l'élection ? Cela aurait pu arriver... David Finkel 9

• Une victoire à l'arraché ou comment la faiblesse de la démocratie américaine renforce la droite trumpiste Jasson Perez 11

• La guerre de cinq ans de Bernie Sanders, comment il a perdu et où la gauche va après Matt Karp 17

États-Unis & Histoire

Lincoln, Marx, l'esclavage et la guerre civile Serge Aberdam 27

Russie

• Le retour de Navalny et la stratégie de la gauche russe Ilya Budraitskis, Ilya Matveev et Kirill Medvedev 33

• La majorité de Poutine en déclin ? Ilya Budraitskis et Ilya Matveev 35

Pologne & Femmes

Conseil consultatif de la Grève nationale des femmes : « Suppression des dispositifs limitant l'avortement » interview de Karo Akabal, Monika Frenkiel et Nadia Oleszczuk 37

Notes de lectures

J.P. GAUDILLIÈRE, C. IZAMBERT, P.A. JUVEN, *Pandémopolitique, réinventer la santé en commun* Philippe Michaud 40

Moyen-Orient et Afrique du Nord

Dix ans après le début des soulèvements populaires, ce n'est qu'un début Joseph Daher 41

Syrie & Histoire

Le Parti d'action communiste : une expérience et un riche héritage politique Joseph Daher 47

**Vous pouvez acheter vos livres et revues
et même vous abonner à **inprecor** sur internet :
www.la-breche.com**

Librairie La Brèche

27 Rue Taine, 75012 Paris (métro Daumesnil), tél: 01 49 28 52 44
ouverte du mardi au samedi de 12h à 20h et le lundi de 14h à 20h

Abonnement

(6 ou 11 numéros)

- France - DOM-TOM - Europe - Afrique 30 EUR (6 mois) 55 EUR (1 an)
- Autres destinations 39 EUR (6 mois) 71 EUR (1 an)
- Pli fermé 50 EUR (6 mois) 90 EUR (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 EUR (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 EUR, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé nouveaux abonnés ; 12 EUR, pour 3 mois)
- *Lecteurs solidaires* (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 EUR)
- ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE POUR LA DIFFUSION À PRIX RÉDUIT (1 an, 40 EUR)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville : Pays :

Tél./Fax : E-mail

• Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECEI", à adresser à Inprecor-PECEI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

• Virements bancaires à "PECEI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
IBAN : FR76 3007 6020 4415 7185 0020 094 BIC : NORDFRPP

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous !

Contre l'ordre militaire, solidarité avec le peuple birman !

Déclaration du Comité international de la IV^e Internationale

L'armée birmane (*Tatmadaw*) occupe sans discontinuer le cœur du pouvoir depuis 1962 – elle ne l'a pas conquis à l'occasion du putsch du 1^{er} février 2021. Celui-ci n'est pas non plus le produit d'une simple lutte entre fractions militaires, comme ce fut le cas dans le passé, même s'il sert les ambitions politiques du chef d'état-major Min Aung Hlaing, qui atteint cette année l'âge de la retraite. Le putsch constitue dans une large mesure un « *coup d'État préventif* » face à une situation politique devenue hors contrôle. La Birmanie est secouée par une crise socio-économique et politico-institutionnelle profonde qui reflète l'ampleur des bouleversements en cours dans la société, ainsi que l'impact de la crise sanitaire due à la Covid-19 dont la gestion par le régime a été catastrophique.

N'ayant pas pris la mesure de ces bouleversements, l'état-major de *Tatmadaw* ne s'attendait probablement pas à l'immense mouvement de désobéissance civile, initialement largement spontané, que le putsch a suscité. La précédente mobilisation massive contre la dictature militaire, portée notamment par le mouvement étudiant et les fonctionnaires, remonte à 1988 ; le régime l'avait alors écrasée dans le sang. Aujourd'hui, la mobilisation semble encore plus ample. Presque toutes les couches sociales sont actives dans la dissidence, ainsi que la plupart des composantes (nationalités) de l'Union de Birmanie, pluriethnique. Fait nouveau par rapport à 1988, elle s'est rapidement dotée d'un cadre spécifique d'action, le Comité de désobéissance civile (CDM).

À la suite des élections de 2015, largement emportées par la Ligue nationale pour la démocratie (LND) d'Aung San Suu Kyi, un accord de partage (très inégal) du pouvoir avait été conclu l'année suivante entre l'armée et Suu Kyi, censé initier une « *transition démocratique pacifique* ». Le putsch du 1^{er} février sanctionne l'échec de cette transition. Cependant, durant cette période, la société civile a pu se renforcer et acquérir une expérience nouvelle, amplifiant une dynamique initiée une décennie auparavant, à la suite de l'ouverture économique du pays, avec le



développement du salariat industriel, souvent constitué de jeunes femmes, de syndicats (en particulier dans le secteur de la confection, tourné vers l'exportation), d'associations et ONG, d'une presse critique ou de la tenue d'élections. Des liens de solidarité internationale se sont noués, le combat pour les droits sociaux et démocratiques a gagné en légitimité. À noter cependant que la LND a tenté d'orienter ces mouvements à son profit sur le seul terrain électoral et que son gouvernement a adopté des lois restreignant les libertés.

Le conflit entre Aung San Suu Kyi et l'armée ne s'est pas avant tout noué sur des questions d'orientation politique générale. Les militaires soupçonnent certes Pékin d'avoir financé la campagne électorale de la LND. Ils ont combattu et combattront probablement des mouvements nationaux qui ont reçu une aide de la Chine. Cependant, ils doivent composer avec leur grand voisin qui investit massivement dans le pays, développe des infrastructures, en particulier pour la construction d'un port en eau profonde dans la région de Rakine (Arakan). La Birmanie revêt, pour Xi Jinping, une importance stratégique : elle constitue un « *corridor* » lui permettant d'accéder à l'océan Indien, en contournant le détroit de Malacca qui pourrait lui être fermé en cas de conflit régional.

Le drame de 2017 nous confirme que la crise entre le LND et l'état-major ne s'est pas

jouée sur cette question, bien au contraire. Sous l'égide du général Min Aung Hlaing, militaires et paramilitaires se sont attaqués aux Rohingyas, une population en majorité musulmane qui a subi un véritable massacre, afin de faciliter l'implantation des intérêts chinois et indiens sur leur territoire. L'extrême violence des persécutions a provoqué l'exode massif de 730 000 membres de cette communauté. Loin de dénoncer les tueries, Aung San Suu Kyi – hier prix Nobel de la paix ! – a mené campagne, y compris dans l'arène internationale, pour défendre bec et ongles le régime génocidaire, perdant tout crédit démocratique et humanitaire. En effet, tout comme le noyau du régime militaire, Suu Kyi épouse l'ethno-nationalisme bamar (peuplement majoritaire de la Birmanie) et n'a manifesté aucune considération pour les Rohingyas dont elle refusait même de prononcer le nom. Dans l'épreuve, les Rohingyas n'ont de plus reçu aucun soutien des Nationalités de l'Union.

De fait, le bras de fer entre Aung San Suu Kyi et Min Aung Hlaing s'est noué sur le terrain institutionnel. Le compromis de 2016 n'avait pas réglé la question de la réforme constitutionnelle. La Constitution de 2008 accorde à l'armée 25 % des sièges (désignés par l'état-major et non pas élus) au Parlement comme au Sénat. Il faut au minimum 75 % des votes pour la modifier. Les législateurs non élus, avec leurs alliés, sont

Birmanie (Myanmar)

à même de bloquer tout amendement qui irait à l'encontre de leurs intérêts. Par ailleurs, si la présidence de l'État revient de droit à une personnalité civile, la junte a introduit dans la Constitution une clause spécialement rédigée pour qu'Aung San Suu Kyi ne puisse pas accéder à ce poste : les personnes ayant un conjoint ou des enfants de nationalité étrangères (c'est son cas) ne peuvent le briguer. Elle n'était ainsi cheffe d'État que « *de fait* », en tant que Conseillère, et non en titre.

Lors des élections libres de novembre 2020, la LND a emporté un succès écrasant (83 % des voix), aux dépens du parti des militaires. Forte de ses succès électoraux successifs, Suu Kyi était en mesure d'exiger le déblocage de la situation institutionnelle, ce que l'état-major et Min Aung Hlaing ont refusé, alors qu'aucun amendement à la Constitution ne pouvait être adopté contre leur volonté grâce au quota de sièges non élus dont ils bénéficiaient au Parlement. De plus en plus illégitime, la junte a eu recours au coup d'État préventif.

Signe des temps nouveaux, la résistance au putsch a immédiatement pris une dimension massive. Les jeunes sont à nouveau à la pointe du combat, y compris la jeunesse scolarisée préuniversitaire. Cette génération – la *Gen Z* – est très différente de celle qui a porté la mobilisation de 1988. Particulièrement ouverte au monde, maîtrisant les modes modernes de communication, très inventive et réactive, elle intègre les mêmes formes d'action que ses homologues dans la région, en particulier en Thaïlande, du théâtre de rue au symbole des trois doigts pointés vers le ciel, en référence à la série de livres et films *Hunger Games*. Le changement de période est ici particulièrement manifeste, le pays ayant été longtemps maintenu isolé par le régime militaire.

De même, personnels soignants, fonctionnaires, enseignant-es, journalistes, salarié-es du public et du privé, éboueurs, pompiers, entrepreneur-es et commerçant-es, sont entrés en dissidence. Toute la société est concernée. La confédération des syndi-

cats de Myanmar (CTUM) a appelé à la grève générale le 8 février et touche de nombreuses entreprises contrôlées par l'armée. Le mouvement s'est étendu à la paysannerie, déstabilisée par le flux d'investissements étrangers. Des communautés locales s'opposent à des projets miniers ou à la construction de barrages. Notons, parmi les composantes qui jouent un rôle particulièrement significatif dans cette mobilisation, la *Gen Z*, les anciens de la génération 88 et le mouvement syndical qui coopèrent au sein du Comité de désobéissance civile (CDM). Prônant une non-violence active, elles mènent en parallèle aussi bien des grèves que des actions « *fluides* » ou des rassemblements massifs. Le CDM aide notamment à organiser la solidarité envers les grévistes qui se retrouvent sans revenus. Autre composante de la résistance, la LND dont les cadres sont systématiquement ciblés par la répression. Les mobilisations en pays bamar se font souvent sous les drapeaux de la Ligue et le portrait d'Aung San Suu Kyi.

Des mouvements de dissidence se produisent aussi dans la plupart des nationalités. Sans faire confiance à Suu Kyi, ethnonationaliste bamare, elles voient dans le coup d'État un danger accru d'intervention militaire à leur encontre. Puisque la question d'une réforme de la Constitution est à l'ordre du jour, elles avancent leurs propres revendications, soulevant la question d'un véritable fédéralisme. Les droits des nationalités sont un enjeu clé pour l'avenir de l'Union birmane.

La génération des officiers supérieurs à la tête de l'armée n'a pas la même formation que celle sur laquelle s'appuyait auparavant la dictature birmane. Elle dirige deux grands conglomérats dont les bénéfices dépendent des échanges régionaux, piliers du « *capitalisme khaki* », ainsi que du trafic lucratif de jade et autres pierres précieuses, de la drogue et du bois. Elle pensait probablement (à raison) que ses voisins asiatiques, les chambres de commerce et les transnationales s'accommoderaient du coup d'État. Cependant, la puissance du mouvement de désobéissance est telle que les partenaires économiques de la Birmanie doivent (à quelques exceptions près comme la Chine) en tenir compte. Les transnationales, notamment, craignent de faire face à des campagnes de boycott, comme par le passé.

La junte a testé la répression policière, qui a fait cinq victimes. Elle a arrêté plus de 700 personnes (1). Elle a montré ses muscles en faisant sortir l'armée des casernes. Cela n'a fait que radicaliser la contestation. Il semble qu'elle joue maintenant la montre, espérant que le mouvement s'épuise, du fait

du terrible appauvrissement de la population. Elle cherche à diviser l'opposition (cooptant certaines personnalités à un gouvernement civil). Elle noue aussi des accords avec quelques représentants de nationalités. L'extension géographique du capitalisme de clientèle lui permet de coopter des membres des élites locales. Elle promet des élections (sous contrôle) pour amadouer les gouvernements étrangers. On ne peut cependant exclure qu'elle opte, un jour, pour une répression massive, sanglante.

Dans ces conditions difficiles, la IV^e Internationale affirme sa totale solidarité avec le grand mouvement de désobéissance civile en cours, dont elle salue l'ampleur, l'engagement et le dynamisme.

Elle exige la libération sans condition de toutes et tous les prisonnier-es politiques.

Elle soutient les nationalités dans la défense de leurs droits.

Elle réclame l'abrogation de toutes les lois liberticides (notamment en cybersécurité) qui permettent à la répression de se déployer sans entraves ; la protection des manifestant-es et des grévistes ; le respect des libertés d'expression et de presse, de la liberté syndicale et associative...

La participation de la Birmanie aux organisations internationales, à commencer par l'ASEAN, doit être suspendue jusqu'à ce que des élections démocratiques aient eu lieu et qu'un gouvernement civil ait été constitué, libéré de toute tutelle militaire.

L'armée possède deux immenses conglomérats, le Myanmar Economic Corporation (MEC) et le Myanmar Economic Holdings Limited (MEHL). Toute coopération avec ces conglomérats doit être interrompue et les avoirs à l'étranger de membres de la junte et leurs alliés doivent être gelés. Les produits des industries contrôlées par les militaires doivent être boycottés.

Les conditions d'une vaste réforme constitutionnelle doivent être réunies. Un simple retour à la situation d'avant le 1^{er} février n'a pas de sens : l'armée était déjà au cœur du pouvoir, elle pouvait et pourrait à nouveau bloquer toute transition démocratique.

L'expérience régionale (Thaïlande...) et internationale montre que la tendance générale au durcissement de régimes autoritaires se heurte à des révoltes populaires à même d'emporter des victoires significatives. Le peuple birman a immédiatement reçu le soutien de l'informelle Alliance du thé au lait, active à Hong Kong, Taïwan, en Birmanie et Thaïlande. L'heure est à l'affirmation d'un nouvel internationalisme solidaire ! ■

Déclaration adoptée à l'unanimité
le 24 février 2021

1. Le dimanche 28 février, la police anti-émeute et les soldats ont tiré de façon souvent indiscriminée sur la population en de nombreux points du territoire, tuant, selon le quotidien birman *The Irrawaddy*, au moins 13 personnes et en blessant gravement bien d'autres (bilan provisoire). Il s'agit d'une action concertée visant à briser le mouvement de désobéissance civile. Une nouvelle vague d'arrestations est en cours : plus de 830 personnes seraient détenues ou recherchées. Le lundi 1^{er} mars, les arrestations se sont poursuivies, mais l'armée ne semble pas avoir renouvelé les attaques intenses de la veille, face aux manifestant-es construisant des barricades pour protéger leurs quartiers. Un nouveau cap a été franchi dans la répression.

Les paysans se soulèvent contre le régime Modi

Par
Umar Shahid*

Une nouvelle phase de la lutte des paysans indiens s'est ouverte le 26 janvier 2021. En franchissant les barricades de police et en balayant tous les obstacles, les agriculteurs ont réussi à entrer dans le Fort Rouge et à y brandir les drapeaux de leur syndicat. Le Fort Rouge est une relique de l'ère moghole, considérée comme un symbole de pouvoir en Inde. Chaque année, « le jour de l'Indépendance » (15 août), le Premier ministre indien hisse le drapeau national indien et prononce un discours depuis ses remparts. Cette année, le jour de la République, le monde a vu une scène différente. Le centre de New Delhi est devenu un champ de bataille entre les paysans et les forces de sécurité. De violents affrontements ont également été observés et, selon les rapports, ces affrontements ont fait un mort et de nombreux blessés. En raison de ces affrontements, les paysans indiens ont organisé une marche vers le Parlement le 1^{er} février et leurs dirigeants ont également condamné la violence.

Un paysan a déclaré au *Guardian* : « Nous protestons depuis six mois mais le gouvernement n'a pas pris la peine de nous écouter, nos ancêtres s'en sont pris à ce fort plusieurs fois dans l'histoire. C'était un message pour le gouvernement et nous pouvons le refaire encore et encore si nos demandes ne sont pas satisfaites ».

Contre la marchandisation de l'agriculture

Les paysans protestent contre trois lois agricoles : la loi sur le commerce des produits agricoles, l'accord sur la garantie des prix et des services agricoles et la modification de la loi sur les produits essentiels. Ces lois visent à marchandiser le secteur agricole en éliminant les Comités de commercialisation des produits agricoles (1). Il s'agit de soumettre les prix des produits agricoles à la merci des forces du marché. Le projet de loi réduit également la capacité des paysans de



contester les contrats devant les tribunaux, ce qui vise à « augmenter les investissements dans les entrepôts frigorifiques ». Cela encourage la constitution de stocks et accorde des avantages injustes aux grands capitalistes.

L'objectif fondamental des APMC était de veiller à ce que tous les produits agricoles soient déposés puis vendus aux enchères sur un marché public, poursuivant ainsi les « programmes de régulation du marché des produits agricoles » apparus depuis l'indépendance. Ces lois garantissaient un prix de soutien minimum (MSP) pour les récoltes des agriculteurs, fixé par le gouvernement. Grâce aux APMC, une partie plus importante de la population indienne en a bénéficié également. La Food Corporation of India (FCI) est le plus grand acheteur et distributeur étatique de céréales alimentaires ; elle achète chaque année 15 % à 20 % de la production de blé et 12 % à 15 % de la production de riz de l'Inde. Elle fournit de la nourriture – par le biais de divers programmes sociaux gérés par le gouvernement – à un prix subventionné aux couches les plus pauvres de la société. La différence entre le MSP et le prix subventionné est financée par le gouvernement. Ce n'est pas une coïncidence si les États du Pendjab et de l'Haryana ont été l'épicentre de l'actuel mouvement

paysan. L'État du Pendjab est la plus grande zone d'approvisionnement de la FCI et, alors que ces deux États représentent 3 % de la superficie de l'Inde, ils produisent près de 50 % de ses excédents de riz et de blé.

Les lois adoptées en septembre 2020 visent à éradiquer toute interférence de l'État dans l'agriculture et à permettre aux forces du marché de déterminer les prix des récoltes. Cela va libéraliser l'agriculture en limitant le rôle des *mandis* (voir note 1) et en détaxant les ventes réalisées en dehors des *mandis*. Cela profitera aux grands distributeurs et aux capitalistes, comme les

* Umar Shahid, militant de l'organisation marxiste révolutionnaire pakistanaise *The Struggle*, est un des animateurs du front Pakistan Trade Union Defence Campaign (PTUDC, Campagne de défense syndicale pakistanaise). Cet article a été publié le 1^{er} février 2021 par *Asian Marxist Review* (<http://www.marxistreview.asia/india-the-farmers-rise-against-modi-regime/>). Traduit de l'anglais par JM.

1. Les Agricultural Produce Market Committees (APMC) sont les offices de commercialisation, établis par et dépendant des gouvernements des États en Inde, en vue de protéger les agriculteurs de la surexploitation par les grands réseaux commerciaux. Ils doivent assurer que l'écart entre les prix d'achat aux paysans et le prix de vente au détail n'atteigne pas des niveaux excessifs. Jusqu'au vote des lois contre lesquels la paysannerie indienne lutte actuellement, la première vente de la production agricole devait avoir lieu sur les marchés agricoles des APMC, les *mandis*.

Inde

Ambani (2), tandis que les petits agriculteurs marginaux en seront les victimes. Plus important encore, l'agriculture sous contrat pratiquée par les grandes entreprises acheteuses mettrait les paysans en situation soumise lors des négociations. L'État indien du Bihar est un parfait exemple. Des lois de ce type y ont été appliquées il y a 15 ans : elles ont démantelé l'infrastructure des marchés publics et les paysans ordinaires n'ont jamais profité des soi-disant « *marchés ouverts* », supposés leur fournir une meilleure rémunération. Selon les statistiques officielles indiennes, l'année dernière, les agriculteurs du Punjab ont vendu au MSP du riz pour environ 25 dollars les 100 kilos, alors que les agriculteurs du Bihar étaient obligés de vendre la même quantité à seulement 16 dollars sur le marché « *libre* ».

Six mois de lutte

Peu après l'introduction de ces lois en septembre, les paysans ont lancé la campagne *Rail Roko* (arrêtez les trains). Du 24 septembre au 23 octobre 2020, ils ont réussi à interrompre les services ferroviaires en se couchant sur les voies ferrées et en manifestant. Après n'avoir vu aucune réponse de la part des gouvernements de leurs États, les agriculteurs ont décidé de faire pression sur le gouvernement central pour défendre leur cause.

Des millions de paysans à travers l'Inde ont lancé l'appel de *Delhi Chalo* (Marche vers New Delhi, capitale de l'Inde). Depuis la fin novembre, les paysans ont réussi à installer des camps autour de Delhi, bloquant les voies d'accès. Le 26 novembre 2020, 250 millions de paysans et de travailleurs ont organisé dans tout le pays le *Bharat Bandh* (une grève générale de 24 heures) contre les lois sur le travail et l'agriculture. Depuis lors, les agriculteurs continuent le blocus de New Delhi. Les partis d'opposition ainsi que plusieurs célébrités du spectacle ont exprimé leur soutien à la lutte des paysans. Ce mou-

vement est devenu un point central de la lutte. Malgré tous les obstacles, les paysans ont continué à se battre et ils demandent l'abrogation immédiate de toutes ces lois.

Les médias hégémoniques de droite jouent un rôle scandaleux en tant qu'agents engagés par les classes dominantes en présentant les paysans comme des terroristes qui agissent comme agents de l'étranger pour déstabiliser le pays. Les porte-parole de la bourgeoisie tentent de diffamer la lutte des paysans. Ils les ont qualifiés de séparatistes, manipulés par les partis politiques. La police a tenté de les empêcher de parvenir à New Delhi et les a traités d'irresponsables qui s'en prennent au gouvernement.

Le gouvernement a tenté de les diviser, mais les paysans ont fait preuve d'une résistance sans précédent dans l'histoire récente. Le gouvernement a également accusé les partis politiques d'opposition de saboter la stabilité politique. Un paysan a rétorqué : « *Si le Parti du Congrès avait les moyens de mobiliser des centaines de milliers de paysans, y compris leurs femmes et leurs enfants, alors ce parti aurait remporté les élections* ».

Premiers reculs du gouvernement

Leur lutte commence à faire reculer le gouvernement. Ce dernier a proposé de suspendre ces lois pour les 18 mois à venir et a même offert d'autres concessions. Mais les paysans veulent l'abrogation totale de ces lois et ils ont demandé qu'une session spéciale du Parlement soit convoquée pour les abroger. Au cours de la deuxième semaine de janvier, la Cour suprême indienne s'est également empressée de sauver la face de la classe dirigeante et a suspendu la mise en œuvre des trois lois agricoles jusqu'à nouvel ordre en décidant de mettre en place une commission. Le comité paysan de coordination All India Kisan Sangharsh a refusé de discuter avec cette commission en expliquant qu'elle était composée des personnes connues pour leur soutien à ces trois lois.

Les paysans demandent entre autres :

- Convocation d'une session spéciale du Parlement pour abroger les lois agricoles ;
- Rendre obligatoires par la loi les prix minimum de soutien (MSP) et l'achat des récoltes par l'État ;
- La garantie que le système conventionnel de passation des marchés publics sera maintenu ;
- Application du rapport de la Commission nationale sur les paysans présidée par M. S. Swaminathan et fixer le MSP à un niveau supérieur d'au moins 50 % au coût moyen pondéré de production ;

- Réduction de 50 % du prix du diesel à usage agricole ;
- Dissolution de la Commission sur la gestion de la qualité de l'air dans la région de la capitale nationale et abrogation de son ordonnance 2020, ainsi que la suppression des sanctions pour brûlage des chaumes ;
- Libération d'agriculteurs arrêtés pour avoir brûlé des résidus du riz au Pendjab ;
- Abolition de l'ordonnance sur l'électricité 2020 [qui accélère la privatisation] ;
- Mise en pratique de la décentralisation : le gouvernement central ne doit pas s'immiscer dans les affaires des États ;
- Retrait de toutes les poursuites contre les dirigeants paysans et libération de ceux-ci.

Contre les privatisations de Modi

L'agriculture est toujours le secteur prédominant en Inde. Selon la Banque mondiale, plus de 40 % de la main-d'œuvre indienne est employée dans l'agriculture. Elle fait vivre près de 70 % de 1,3 milliard habitants du pays. Les pénuries d'eau, les catastrophes naturelles, l'endettement, l'augmentation du coût des intrants, l'inflation à deux chiffres et les homicides commis par les multinationales ont ruiné la vie des paysans. Selon un rapport de l'OCDE publié en 2018, en termes réels, les revenus des agriculteurs n'ont augmenté en moyenne que de 2 % en un an. Les experts indépendants estiment que les revenus des agriculteurs en termes réels sont restés stagnants, voire ont diminué, pendant plusieurs décennies.

Depuis le lancement des réformes néolibérales en Inde en 1992, la disparité économique s'est accrue. Un rapport récent d'Oxfam a révélé que le 1 % le plus riche de l'Inde détient plus de quatre fois la richesse des 70 % les plus pauvres de la population du pays ; dans le même temps, la richesse totale de tous les milliardaires du pays est supérieure au budget annuel du pays.

L'actuel régime Modi pousse agressivement le pays sur la voie du néolibéralisme en modifiant le droit du travail, en accordant plus de subventions et de facilités aux entrepreneurs, en privatisant et en autorisant les investissements étrangers directs dans tous les secteurs. Avec le slogan « *Une nation, un marché* », le *sarkar* (chef, parrain) Modi utilise le nationalisme pour développer une économie entrepreneuriale, privatisée, à travers divers programmes comme la Jan Dhan Initiative (3). Depuis « *l'indépendance* » jusqu'à l'ouverture des marchés, la croissance du capitalisme indien a été principalement basée sur les interventions de l'État dans l'économie ; aujourd'hui, tout semble s'inverser. Alors que l'Inde est confrontée à la pire

2. La famille Ambani est une des plus riches familles en Inde. Les deux fils du milliardaire Dhirubhai Ambani (1932-2002), Mukesh et Anil, se sont partagé le groupe Reliance Industries, classé parmi les 100 plus grands groupes capitalistes mondiaux par le magazine Fortune en 2012.

3. Lancée en août 2014 par le Premier ministre Narendra Modi sous le slogan « *mon compte me porte bonheur* », cette initiative d'inclusion financière a conduit à l'ouverture de plus de 18 millions de comptes bancaires dès la première semaine. Les banques pouvant facturer les transactions automatiques au-delà d'un certain nombre de fois par mois, cela limite l'accès des gens à leur épargne, alors que près de 650 milliards de roupies (plus de 7 milliards d'euros) ont été ainsi déposées jusqu'à fin août 2017.

crise, encore aggravée par la pandémie de Covid, et à un effondrement de l'économie, le gouvernement Modi fait pression pour la privatisation, et le ministère des finances a préparé le plan de vente des principaux actifs de l'État dans les cinq prochaines années. C'est la principale raison pour laquelle le gouvernement n'investit pas dans l'économie, mais se distancie plutôt. Le gouvernement devait investir 639 milliards de roupies (7,23 milliards d'euros) dans le secteur agricole pour le sauver, mais au contraire, il a réduit son financement ; dans de nombreux États indiens, même les programmes de transferts directs d'argent liquide ont été interrompus. De même, les données sur les investissements publics et privés montrent qu'ils ont diminué. Les investisseurs privés sont plus enclins à investir dans les marchés boursiers, l'immobilier ou les industries numériques.

Avancées et limites de la révolte

La lutte des paysans est un mouvement remarquablement puissant, si puissant que Modi, « l'homme fort du pays » avec tout le pouvoir dont il dispose, n'arrive toujours pas à le contenir. Le mouvement a su s'entourer de la solidarité internationale. Les organisations d'étudiants, les syndicats et la société civile participent également à la solidarité. Le mouvement paysan, qui ne cesse de se développer, attire une grande partie de la population.

Mais malgré tout leur héroïsme et leur bravoure, le mouvement des agriculteurs présente des limites visibles. Bien que les partis communistes et les syndicats participent à ce mouvement, il leur manque une action décisive ou un programme. Nous comprenons que la paysannerie se heurte à des limites objectives, ne serait-ce parce qu'elle est composée de différentes couches. Il y a de grands propriétaires terriens, des propriétaires terriens moyens et des travailleurs agricoles sans terre. Malgré tous les bons sentiments qui entourent ce mouvement, il a des faiblesses tangibles.

Seuls 6 % des paysans parviennent à vendre leur production aux organismes gouvernementaux. Une grande partie des agriculteurs sont encore des paysans sans terre. Par exemple, selon une enquête du ministère de l'agriculture pour 2015-2016, plus de 85 % des agriculteurs possèdent moins de deux hectares de terre. Moins d'un agriculteur sur cent possède plus de 10 hectares. L'endettement des agriculteurs est en hausse, puisque la Banque nationale pour l'agriculture et le développement rural a indiqué en 2018 que 52,5 % de tous les ménages



agricoles étaient endettés, avec une dette moyenne de 1 220 euros. Les suicides parmi les agriculteurs sont également très répandus ; le Bureau national d'enregistrement des crimes (NCRB) estime que 28 agriculteurs se suicident chaque jour en Inde. Les six principaux États – le Maharashtra, le Karnataka, l'Andhra Pradesh, le Madhya Pradesh, le Telangana et le Chhattisgarh – représentent 83 % de tous les suicides de paysans. En raison de l'importance de l'économie informelle indienne, la plupart des revenus des agriculteurs durement gagnés sont consacrés au paiement d'un taux d'intérêt élevé aux prêteurs privés. Finalement le paysan finit par vendre ses terres pour rembourser ses dettes.

Les dirigeants du mouvement actuel veulent limiter la lutte aux seules revendications des paysans possédant et cultivant leurs terres. Leurs revendications ne prennent même pas en compte les intérêts des paysans pauvres, des ouvriers agricoles et des artisans. Ils ne se préoccupent pas ou très peu du salaire minimum, des dettes, des catastrophes naturelles ou des pénuries d'eau, etc. Pour ne pas mourir de faim, de nombreux petits paysans travaillent en même temps dans les grandes villes. Les confinements du Covid-19 ont donc eu les pires effets sur leurs moyens de subsistance. Bien que l'État indien ait tenté de détruire le féodalisme en abolissant le système *Zamindari* (4) dans le pays, de nombreuses régions et comtés subissent encore le système féodal oppressif. Dans une grande partie de l'Inde, les vestiges des pires formes d'esclavage sont encore visibles.

Alors que les éléments nationalistes visent à confiner ce mouvement aux intérêts de la petite fraction des paysans les plus aisés, l'ampleur du mouvement a également mobilisé les classes ouvrières, les ouvriers agricoles et d'autres couches de la société, avançant vers un programme de classe. Il ne fait aucun doute que ce mouvement a donné une énorme impulsion aux luttes récentes. La classe ouvrière indienne lutte

déjà contre la privatisation, les amendements controversés du droit du travail, la baisse des salaires, etc. Le *Bharat Bandh* (5) était une expression de l'unité ouvriers-agriculteurs, mais la consolidation de différents mouvements en un grand mouvement décisif a besoin de temps. Les partis communistes indiens participent à des grèves, des manifestations et des mouvements, mais leur rôle est plus celui d'un spectateur que d'une avant-garde de premier plan. C'est toujours la classe ouvrière qui peut conduire les autres couches de la société à un changement radical significatif. Les partis communistes en Inde se sont réduits à la seule politique électorale et le renversement radical de la société capitaliste n'est pas à leur programme.

Les partis communistes en Inde se sont réduits à la seule politique électorale et le renversement radical de la société capitaliste n'est pas à leur programme.

L'Inde a une riche histoire de révoltes ouvrières et paysannes. Pendant l'ère coloniale, les révoltes paysannes ont touché en plein cœur l'impérialisme britannique. De même l'Inde « indépendante » a connu de nombreux et formidables mouvements paysans. Cependant, la dégénérescence de la gauche a laissé la place à des groupes de guérilla comme le mouvement Naxal, qui a émergé du mouvement paysan, puis a repoussé la lutte politique et adopté la voie de la guérilla.

Le mouvement paysan actuel a ébranlé le cœur même de la société indienne. La bravoure des agriculteurs a créé de nouveaux précédents. Il appartient maintenant à l'unité de la classe ouvrière et des paysans de transformer ce mouvement en une rébellion ouverte contre le capitalisme pour ouvrir la voie au renversement révolutionnaire du système actuel et à son remplacement par une économie socialiste. ■

4. Les *zamindars* étaient les dirigeants autonomes et semi-autonomes connus localement sous le nom de *Rai, Raja, Maharaja, Rana, Rao, Rawat, Nawab* etc. Ils sont devenus des vassaux de l'empereur après la conquête moghole (à partir de 1561) et leurs propriétés terriennes étaient soumises au bon vouloir de l'empereur. Ils avaient la charge de la collecte des impôts, disposant également des forces militaires. La domination coloniale britannique en Inde a consolidé ce qui est devenu connu sous le nom de système *zamindari* par un règlement permanent de 1793 faisant des *zamindars* les propriétaires de leurs terres en échange d'un loyer annuel fixe, et en 1857 les armées privées des *zamindars* ont été abolies. Le système *zamindari* a été pour la plupart aboli dans l'Inde « indépendante » peu de temps après sa création avec le premier amendement à la Constitution de l'Inde qui a modifié le droit de propriété.

5. À la suite du début de blocus extérieur de New Delhi, commencé fin novembre 2020 par les syndicats paysans, onze partis politiques ont soutenu pour le 8 décembre l'appel à un nouveau *Bharat Bandh* – à la fois une grève générale et un appel à la désobéissance civile généralisée.

Écosocialisme
ou effondrement

« Tanuro est parfaitement conscient du fait que la catastrophe a déjà commencé et risque de se transformer, d'ici quelques décennies, en cataclysme. Mais il refuse les postures fatalistes et le pessimisme passif de ceux qui proclament qu'il est trop tard et que le "collapse" est inévitable ; d'où le titre », écrit Michael Löwy dans la préface. Et il conclut : « Son livre est avant tout un appel urgent à l'action, une action collective radicale, c'est-à-dire capable de s'attaquer aux racines du mal : la civilisation capitaliste industrielle moderne. »

Dans son avant-propos (datant du 4 avril 2020) Daniel Tanuro aborde la crise engendrée par le coronavirus, l'avenir devenu soudain opaque, le « saut qualitatif de la maladie qui ronge les sociétés humaines », les indicateurs abstraits de l'accumulation des profits et le concret de la maladie et de la guérison... Il discute du refus de l'anticipation et de l'abandon des recherches, de la doxa néolibérale, de l'« économie » comme vache sacrée, de darwinisme social, de la gestion de la crise sanitaire comme « gestion de classe, taillée sur mesure pour les intérêts du capital ». Il développe autour des mesures nécessaires afin de rester sous une hausse de la température de 1,5 °C : « Osons exiger ce qui est impossible dans le cadre capitaliste : le pain et les roses, une vie de qualité et un environnement sain, la satisfaction des besoins humains réels, démocratiquement déterminés, dans le respect prudent de la beauté du monde ». Cela implique d'opposer « le paradigme du "Prendre soin" au paradigme de la production, celui de la vie à celui de la mort, celui des richesses concrètes à celui de la valeur abstraite symbolisée par l'argent ». Pour l'auteur, « La préoccupation pour le soin, en effet, est immédiatement sociale et écologique à la fois », le caractère social des enjeux environnementaux relève de l'immédiat, la question du soin « comme finalité du travail et du temps qui y est consacré » est un défi majeur de l'après-pandémie.

Je mentionne seulement certains des thèmes développés dans ce livre à lire absolument :

● Calamités, catastrophes, cataclysmes : l'auteur discute les neuf paramètres sélectionnés pour analyser le basculement climatique et souligne



qu'un seul – l'état de la couche d'ozone stratosphérique – a connu une amélioration. « Or, non seulement les conséquences de ce qui est peut-être déjà en train de basculer sous nos yeux sont littéralement incalculables, mais en plus la probabilité du basculement augmente à vue d'œil ».

● « Neutralité carbone » : de la théorie à la pratique : « Pendant toutes ces années, le climato-négationnisme financé par les multinationales de l'énergie fossile a répandu ses mensonges. Battues depuis belle lurette sur le terrain de la science, les "marchandes de doute" ne lâchent pas le morceau ». L'auteur interroge les pratiques des « compensations carbone » et leurs effets, la grande différence entre la réduction des émissions et l'augmentation des absorptions, les projets insensés des biotechniques et de la bioénergie, les dépassements temporaires envisagés et ses conséquences en termes de catastrophe définitive. « La transition vers une économie basée à 100 % sur les renouvelables (sans fossiles ni nucléaire) requiert la construction d'un nouveau système énergétique, donc de gigantesques investissements consommateurs d'énergie ; celle-ci étant fossile à 80 % aujourd'hui, la transition, toutes autres choses restant égales, implique forcément un surcroît d'émissions de CO₂. Pour éviter celui-ci et rester au contraire sur le chemin menant à la neutralité carbone en 2050, il ne suffit pas de réguler, de planifier et d'innover, il faut renoncer à "la relance", rompre avec l'accumulation, produire et transporter moins, partager plus ».

● Daniel Tanuro revient sur les problèmes posés par les modélisations contemporaines qui « sont taillées sur mesure pour les valeurs et les finalités du capitalisme en général, de sa

déclinaison néolibérale en particulier ». Il souligne les biais idéologiques du GIEC, sa focalisation sur le marché, son oubli des productions ou consommations « nuisibles ou inutiles », sa mise en avant de la géo-ingénierie et du nucléaire. « En réalité, l'ordinateur ventriloque ne fait qu'exprimer les conceptions politiques des scientifiques qui ont fait tourner les modèles ». La non-prise en compte des rapports sociaux fait plus que déformer l'appréciation des liens entre « déforestation, expansion de l'agriculture et destruction de la biodiversité ». « En dépit des importantes différences qui les distinguent, les travaux commandités par le Club de Rome au début des années 1970,

d'une part, puis ceux qui ont été réalisés dans le cadre des conventions de Rio sur le climat et la biodiversité, d'autre part, ont pour point commun de faire abstraction des rapports sociaux ». D'où le constat : « La majorité des chercheurs/uses étudient cette crise en faisant comme si la course au profit, la rentabilité, la concurrence et la compétition étaient des lois de la nature, regrettables peut-être, mais intangibles. Le moins qu'on puisse dire est que cette cécité n'aide pas à dissiper la confusion idéologique et stratégique face à la catastrophe grandissante ».

● L'auteur argumente contre l'écologie libérale et son « salut par la taxe », qui oublie qu'une partie des classes dominantes « est prête à faire couler des fleuves de larmes et de sang pour sauver ses privilèges ». Il met en cause le fantasme du rétrécissement du capitalisme pour le « rendre marginal », la notion de « croissance » comme abstraction, qui devient ainsi « un mal mystérieux, omniprésent, sidérant, sur lequel on n'a pas prise ». Cela conduit certain-es à oublier l'existence matérielle de la très grande majorité de la population, alors que pour être efficace toute « limitation ne peut être que librement consentie et l'éthique sociale nécessaire à son épanouissement ne peut découler que de luttes collectives victorieuses contre l'austérité, l'inégalité, l'exploitation, le racisme, le colonialisme, le machisme et toutes les oppressions dont "les élites" assurent la perpétuation ». Comme le souligne l'auteur : « l'écologie politique qui pense l'exploitation de la nature sans penser l'exploitation du travail évite cette "totalité" et "fait partie du problème" ». Il revient sur les apports de la critique marxiste qui a mis l'accent sur la grande

capacité d'adaptation des animaux sociaux que nous sommes, le fétichisme de la marchandise et le caractère « à la fois écocidaire et génocidaire » du mode de production capitaliste : « le capital est un rapport social d'exploitation du travail et de la nature, tant qu'il y aura des ressources à piller et de la force de travail à exploiter, ce mode de production poursuivra son œuvre de mort ». Mais il souligne que l'« écologie de Marx » reste un chantier « inachevé, traversé de tensions et de contradictions ».

● Pour traiter de la catastrophe grandissante et des moyens de l'arrêter, Daniel Tanuro débute par une citation de Walter Benjamin : « Il faut couper la mèche qui brûle avant que l'étincelle n'atteigne la dynamite ». Il aborde la notion d'écossocialisme et discute de projet de société autogérée et anti-productiviste, de la disparition du travail « en miettes et sans qualités », de l'abolition de la « distinction entre travail manuel et intellectuel », de la maîtrise du temps, des convergences et des divergences avec l'écologie sociale. Après avoir présenté « l'alternative de société écosocialiste » et « les grandes lignes du type de plan qui pourrait y mener », l'auteur discute « la manière dont l'idée de ce plan pourrait grandir et son contenu se préciser dans les luttes concrètes ». Il termine sur une citation de Bertold Brecht : « Celui qui combat n'est pas sûr de gagner, mais celui qui ne combat pas a déjà perdu ».

Il est en effet trop tard pour être pessimistes. Reste qu'il ne suffit pas de mettre l'accent sur la finitude du monde et l'urgence, encore faut-il proposer (je reprends une conclusion publiée dans une autre note de lecture) des plans articulant la satisfaction des besoins immédiats du plus grand nombre et les possibles modifications structurelles des rapports sociaux, le développement des mobilisations et la construction de lieux d'auto-organisation et de cadres de coalition, les propositions d'organisations démocratiques des citoyen-nés et des travailleurs/travailleuses, l'élaboration d'institutions démocratiques du local à l'international, les mesures de « confinement » des dominants afin de limiter leurs pouvoirs de nuisances. Certain-es de mes ami-es nomment cela « revendications transitoires ».

Didier Epsztajn

* Daniel Tanuro, *Trop tard pour être pessimiste ! Écosocialisme ou effondrement*, M Éditeur & Textuel, Saint-Joseph-du-Lac (Québec) & Paris 2020, 19,90 €

Le détournement de l'élection ? Cela aurait pu arriver...

Par
David Finkel*

Dans les semaines à venir on entendra beaucoup parler de la « *force et de la résilience des institutions constitutionnelles démocratiques américaines* » face à l'insistance du président défait à renverser les résultats de l'élection de novembre, et à une « *tentative d'insurrection* » incitée par Donald Trump. On peut raisonnablement prévoir que le chaos qui a entouré la ratification officielle par le Congrès de la victoire Biden/Harris au Collège électoral ne se reproduira pas lors de l'investiture du 20 janvier – parce que Trump est devenu très isolé et discrédité et parce que la présence policière et sécuritaire sera alors absolument massive, contrairement à la débâcle d'hier.

La réalité est beaucoup plus complexe et beaucoup moins rose. Ces « *institutions* » sacrées sont en fait très vulnérables aux manipulations antidémocratiques, en partie parce qu'elles n'ont jamais été conçues pour être démocratiques. Le jeu de Trump au « *grand vol de l'élection* » s'est effondré pour un certain nombre de raisons. Mais dans des circonstances différentes tout à fait concevables il aurait pu être beaucoup plus menaçant.

Examinons quelques faits particulièrement importants.

1. La démocratie américaine, telle qu'elle est, a été sauvée par la participation massive des électeurs Noirs – et, dans les États clés, des Latinos et des Amérindiens – qui ont fait échouer Trump avec des marges trop importantes pour qu'elles puissent être démenties de manière crédible. Dans certaines régions, en particulier en Géorgie, c'est un hommage aux nombreuses années d'organisation populaire sur le terrain, qui ont surmonté les mesures de radiation systématique des électeurs par les élus droitiers des États. Même si nous soutenons que de tels efforts héroïques méritent une cause



meilleure que celle du misérable Parti démocrate dirigé par les néolibéraux, ils ont sans aucun doute fait une différence historique dans la politique américaine.

2. Cette lutte à long terme n'est en aucun cas terminée. Alors que les Républicains abandonnent le navire naufragé de Trump – dont beaucoup ont été ses plus célèbres soutiens – leur parti sera divisé par « *l'héritage* » de Trump et la question de savoir s'il doit coexister et coopérer avec l'administration centriste-néolibérale de Biden, ou continuer l'obstructionnisme ruineux qu'ils poursuivent depuis l'élection de Barack Obama. Ce qui va unir les Républicains, en particulier au niveau des États, c'est la radiation des électeurs – le seul moyen pour ce parti de conserver le pouvoir alors que la proportion de l'électorat américain blanc vieillit et diminue.

Ce n'est pas une menace en l'air. Après que la fumée se fut dissipée dans la soirée, si vous avez prêté attention à certains des discours des Républicains prétendant maintenir le résultat des élections, ils ont dit qu'il n'appartenait pas au Congrès d'« *intervenir dans le droit des États d'organiser leurs élections* ». L'un de ces orateurs était le sénateur Rand Paul, qui avant le second tour des élections en Géorgie avait estimé qu'encourager plus de gens à voter « *pourrait modifier le résultat de l'élection* ». Sans blague !

Ce qu'il faut en fait, c'est une législation fédérale forte sur le droit de vote, précisément pour intervenir là où les assemblées législatives ou les administrations des États – et pas seulement dans le Sud profond – procèdent à des purges des listes électorales, font obstruction à l'inscription, restreignent le vote anticipé et le vote par correspondance qui ont contribué à faire de la participation de novembre un record historique en pleine crise du coronavirus, réduisent de manière flagrante les sites

de vote pour les communautés noires, et pratiquent un redécoupage raciste et partisan des circonscriptions électorales. La question de savoir si l'administration Biden/Harris se battra pour le droit de vote, pas seulement en paroles, sera très importante. (Au-delà de cela, il y a la question constitutionnelle plus importante de l'élimination de l'« *institution sacrée* » du Collège électoral, qui passe au dessus du vote populaire national et permet des actes malveillants dans des États où la concurrence est très vive).

3. Les politiciens et les médias décrivent ce qui s'est passé hier au Capitole comme une « *insurrection* ». C'est un non-sens qui salit la bonne réputation de l'insurrection.

En tant qu'émeute préméditée et potentiellement meurtrière, l'attaque contre le Capitole est en effet très grave et constitue une menace sinistre d'un terrorisme de droite, qui pourrait se reproduire. Le contraste entre la violente répression de nombreuses manifestations de Black Lives Matter contre

* David Finkel, rédacteur d'*Against the Current*, bimestriel de l'organisation socialiste, féministe et antiraciste Solidarity (section sympathisante de la IV^e Internationale aux États-Unis), et membre de son Comité national. Cet article a d'abord paru sur le site web de Solidarity le 8 janvier 2021 (<https://solidarity-us.org/grand-theft-election/>), puis a été publié en anglais, français et espagnol sur le site web de la IV^e Internationale (<https://fourth.international/>).

la brutalité policière et le fait qu'apparemment peu d'envahisseurs, voire aucun, ont été arrêtés hier à l'intérieur du bâtiment, ne peut échapper à personne (les arrestations ultérieures ont eu lieu pour violation du couvre-feu, après les événements de la journée).

Lors de son rassemblement du mercredi matin, répétant des mensonges sur le vol de sa victoire « écrasante », Trump a appelé la foule à « marcher vers le Capitole », indiquant qu'il serait avec eux. Bien entendu, il s'est ensuite retiré dans son bunker télévisé de la Maison Blanche. En appelant les gens à se rendre à Washington le 6 janvier, il avait dit que la journée serait « sauvage ». Outre le fait que tous ces événements étaient des super-diffuseurs de virus, il s'agissait clairement d'une incitation de la foule.

Mais une « insurrection », c'est-à-dire une tentative de prise de pouvoir ? Ce genre de chose nécessite plus que des attaques semi-spontanées contre les offices du gouvernement. D'un point de vue de gauche, les insurrections contre des régimes répressifs nécessitent des mouvements populaires de masse capables de mener des grèves générales et de provoquer des divisions dans l'appareil militaire. Vus de droite, les coups d'État peuvent recourir à la violence populaire comme auxiliaire, mais la véritable action est celle des chars d'assaut dans les rues, des rafles et des arrestations ciblées, de la terreur organisée contre les populations dissidentes. Rien de tout cela n'a eu lieu à Washington DC mercredi, sans parler de l'ensemble du pays. Le dire, ce n'est pas sous-estimer la menace réelle que représentent l'extrême droite suprémaciste blanche et la légion d'électeurs de Trump qui vivent dans un univers idéologique hors de la réalité et qui pensent que l'élection leur a été « volée ».

4. La menace de Trump et des Républicains de « détournement de l'élection », comprise et largement discutée à l'avance par le Transition Integrity Project et de nombreux auteurs, n'était pas une blague. Sa conduite chaotique – qui a conduit à son effondrement – ne doit pas nous rassurer.

Si l'élection de novembre avait été plus proche, si les actions post-électorales de la bande de Trump avaient été organisées et coordonnées de manière plus compétente, si les manœuvres légales n'avaient pas été entre les mains du cadavre à peine réchauffé de Rudy Giuliani, si quelques juges des États et fédéraux avaient été aussi corrompus que Trump lui-même – et peut-être si les gouvernements du Michigan, de Pennsylvanie et du Wisconsin étaient restés aux mains des

Républicains après 2018 – les États-Unis auraient pu véritablement faire face à une menace pour l'existence des institutions constitutionnelles qui ont si bien servi leurs élites pendant plus de deux siècles.

L'état bancal de la démocratie étatsunienne la rend aussi vulnérable à la destruction de l'intérieur que les systèmes informatiques du gouvernement et des entreprises le sont, apparemment, au piratage informatique russe. S'il est porté à ses extrêmes, un autre scénario du détournement des élections pourrait disloquer le pays, non pas maintenant, mais le moment venu. Oui, cela pourrait se produire ici.

5. La violente débâcle d'hier a brisé ce qui restait de la présidence Trump et a probablement (bien qu'on ne puisse jamais en être certain) détruit les perspectives politiques futures de sa famille criminelle ainsi que les siennes. Rush Limbaugh l'a dit clairement : « Si vous voulez avoir une vie à Washington DC aujourd'hui, vous devez dénoncer Trump maintenant » (émission diffusée à la radio le 7 janvier). Il n'est pas nécessaire d'être un fan de Limbaugh pour apprécier l'hypocrisie des soudaines conversions républicaines.

Enfin, les cercles dirigeants de la bourgeoisie dominante ont pesé dans la balance lorsque Twitter et Facebook ont suspendu l'accès de Trump aux adeptes de son culte, l'Association nationale des industriels (NAM) a demandé son renvoi en utilisant le 25e amendement, les dirigeants de la finance David Solomon (le PDG de Goldman Sachs), Jamie Dimon et d'autres, enrichis de façon obscène par les politiques de Trump, se sont retournés contre lui. Il ne leur est plus utile.

La présence de Trump en lice pour le scrutin en 2024 pourrait détruire le Parti républicain pour de bon. Cela ne signifie pas la fin de ce que l'on appelle le « trumpisme », même s'il doit maintenant continuer sans Trump.

À cet égard, l'analyse de Samuel Farber publiée le 3 janvier dans *Jacobin*, « Trumpism Will Endure » (le trumpisme perdurera), est fortement recommandée. Bien qu'il l'ait écrit avant l'auto-implosion de Trump mercredi, Farber saisit le point critique : « La façon la plus utile pour comprendre le trumpisme est peut-être de le voir comme une réponse de droite aux conditions objectives de la décadence économique et au sentiment de déchéance morale ».

Dans ce contexte, le « sentiment de déchéance morale » est centré sur le ressentiment de la droite face à la remise en cause du statut et des privilèges que trop de mâles blancs ont considérés comme acquis. Cela

nécessite une discussion plus approfondie dépassant les limites de cet article, mais elle concerne le cœur d'une réalité de la société américaine et, en particulier, le problème central auquel sont confrontés ceux d'entre nous qui appartiennent à la gauche socialiste : une grande partie de la classe ouvrière, en particulier les travailleurs blancs, a été recrutée par des politiciens de droite, autoritaristes et racistes.

Il reste à voir si leur loyauté peut être transférée du culte de Trump à celui d'un nouveau porte-drapeau. Mais cela est secondaire par rapport au fait que le « trumpisme » de la classe ouvrière restera comme un obstacle majeur face aux luttes pour gagner des réformes sérieuses, qui pourraient être remportées et préservées.

Pour comprendre pourquoi et comment cela s'est produit, il faut se confronter à la deuxième réalité de notre condition : l'immensité objective des crises qui attendent Biden et les chambres du Congrès, que les Démocrates contrôlent de peu. La catastrophe du Covid-19, l'effondrement du système médical et le désordre de la vaccination ; les dizaines de millions de familles de la classe ouvrière et de la classe moyenne qui risquent l'expulsion, le chômage permanent, la faillite, la ruine à cause des dettes et des frais médicaux ; les gouvernements des États et des collectivités locales désespérément sous l'eau ; et, en surplomb de tout cela, le changement climatique continu et les catastrophes environnementales aggravées par quatre années de Trump.

Cette situation exige des décisions politiques importantes, entre autres des mesures économiques de relance et d'aide à grande échelle, une mobilisation de la santé publique et éventuellement des ressources militaires pour assurer les vaccinations, une transition « à la vitesse de l'éclair » de l'industrie des combustibles fossiles, un véritable New Deal vert et l'assurance maladie pour tous, la fermeture immédiate des centres de détention d'immigrants à but lucratif. Que peut-on attendre de ces forces « modérées » acclamées dans les deux partis, alors que les Démocrates réfléchissent à la manière d'utiliser le pouvoir qui leur a été donné et que les Républicains se demandent s'ils doivent être « bipartisans » ou obstructionnistes ?

Pour la gauche et les mouvements sociaux, il est d'autant plus important de rester actifs et mobilisés pour lutter pour ce dont nous avons besoin, et non pour quelques miettes. Célébrer l'autodestruction de Trump est certainement de mise ; une lune de miel de la gauche avec Biden ne l'est certainement pas. ■

Detroit, le 7 janvier 2021

Une victoire à l'arraché

ou comment la faiblesse de la démocratie américaine renforce la droite trumpiste

Par
Jasson Perez*

Des insurgés de droite ont tenté de s'emparer du bâtiment du Capitole le 6 janvier 2021 dans le but d'annuler les résultats de l'élection présidentielle de 2020. Cette tentative a été encouragée par Trump, ses partisans et une petite faction du Parti républicain, le *Grand Old Party* (GOP, le grand vieux parti). Ce moment marque une escalade de la politique de la droite subversive, qui a sa base électorale et sa représentation politique officielle au sein du GOP.

Certains affirment que les années Trump et la résurgence des groupes complotistes d'autodéfense révèlent une faiblesse fondamentale de la droite (1). Selon Corey Robin, cela prouverait que les références au fascisme et à l'autoritarisme sont exagérées. D'autres, comme Rafael Khachaturian et Stephan Maher (2), voient dans l'attaque du Capitole un moment de riposte de la droite séditeuse et une réaffirmation du néolibéralisme. Ces deux points de vue ont certains mérites, mais ils manquent la cible lorsqu'il s'agit de comprendre la formation politique du conservatisme, de la droite subversive, du fascisme et de l'autoritarisme – à la fois actuellement et historiquement.

De tels points de vue s'inspirent doublement d'une sorte d'exception américaine. Premièrement, ils ignorent délibérément comment l'esclavage des Noirs, l'appropriation des terres par les colons et le capitalisme racial ont cultivé et continuent de reproduire des projets politiques fascistes et autoritaires au point de définir ce que nous entendons par droite séditeuse et conservatisme en général. Deuxièmement, ils ne contextualisent pas la montée de la droite subversive, du fascisme et de l'autoritarisme dans ce pays par rapport à sa montée mondiale actuelle. En conséquence, ces analystes passent à côté d'une véritable victoire de la droite, qui est occultée par la tentative ratée, mais spectaculaire, d'empêcher l'élection de Biden.

La droite séditeuse monte en puissance et devient de plus en plus dominante après



la tentative de prise du Capitole. Ce qu'il faut reconnaître après cette tentative, c'est que cette droite subversive a une base crédible au sein du parti et qu'elle est absolument permanente.

Consolidation d'une base de droite

L'importance et la vigueur de cette base au sein du GOP sont stupéfiantes. Après l'attaque, cent quarante-sept représentants républicains ont voté pour annuler l'élection. Les sondages montrent qu'une quasi-majorité de ceux qui s'identifient aux Républicains – près d'un tiers de tous les électeurs – pensent que l'attaque du Capitole était justifiée. On a beaucoup parlé des grandes entreprises et des groupes d'intérêts commerciaux qui ont condamné l'attaque, exigé que Trump se retire et, dans certains cas, retiré leur soutien politique en tant que bailleurs de fonds. Ce déferlement public de sentiments et d'actions « antifascistes » de la part des entrepreneurs est souvent présenté comme une preuve définitive que la classe capitaliste ne soutient ni Trump ni la droite subversive.

Pendant, les informations qui continuent d'arriver, permettent de voir ce sentiment antifasciste dans la classe dirigeante comme superficiel et limité. Au 11 janvier, sur les 144 entreprises qui ont financé des

députés républicains ayant voté pour l'annulation des élections, moins de 25 se sont engagées à ne plus leur faire de dons. Ces chiffres n'indiquent pas exactement une répudiation ou une grève des dons par les capitalistes qui ont financé Trump et les Républicains ayant fomenté l'attaque.

En ce qui concerne le Parti républicain et sa base d'appui des vigiles d'ultra-droite, un sondage YouGov a révélé que 56 % des électeurs pensent que la fraude électorale a eu lieu et que c'est un motif pour soutenir la prise du Capitole. 45 % des Républicains soutiennent fortement ou un peu cette attaque. 47 % des électeurs républicains estiment qu'il s'agissait « d'abord d'une protestation légitime ».

Le nombre d'électeurs républicains qui ne pensent pas que Trump devrait être destitué (76 %) est une autre indication indirecte

* Jasson Perez travaille pour l'Action Center on Race and the Economy (ACRE). Il organise le Caucus des Afro-Socialistes et Socialistes de couleur au sein des Socialistes démocrates d'Amérique (DSA). Il est aussi rappeur au sein du groupe BBU. Cet article a paru le 25 janvier 2021 dans la revue en ligne étatsunienne *Spectre* : <https://spectrejournal.com/snatching-victory/> (Traduit de l'anglais par JM)

1. Cf. Corey Robin : <https://twitter.com/coreyrobin/status/1325639243671154688>

2. Rafael Khachaturian & Stephan Maher, « The Washington Riot Was a Defeat for the Far Right, Not a Triumph », *Jacobin* du 8 janvier 2021.

te du soutien à l'attaque contre le siège du Congrès. Par ailleurs, 69 % des Républicains soutiennent que le président Trump n'est « *pas du tout* » ou « *pas beaucoup* » responsable de cette attaque. Une majorité d'électeurs du GOP pense également que l'élection présidentielle a été volée par Biden, 73 % affirmant que les fraudes ont été assez nombreuses pour avoir pu modifier les résultats de l'élection.

Ces sondages ont tous été réalisés après le siège du Capitole. Ils démontrent l'existence d'une majorité ou d'une quasi-majorité républicaine qui soutient les contestations du décompte des suffrages. Il y a aussi une très grande majorité qui soutient l'annulation de l'élection et un nombre important qui veut que Trump ne soit pas tenu pour responsable. Ces sondages ne permettent d'aucune manière de croire que l'attaque du Capitole a sapé le soutien aux activistes d'extrême droite ou aux élus qui les soutiennent – une idée largement propagée par les libéraux et par certains à gauche.

Cela obère également l'affirmation répandue dans la gauche social-démocrate selon laquelle le néolibéralisme serait à nouveau ascendant et que les forces réactionnaires seraient repoussées uniquement parce que le capital ne les soutient plus autant. Ce qui, au mieux, a été montré, c'est que le capital ne semble pas être d'humeur à punir le GOP pour la part qu'il a prise dans l'attaque.

Le soutien formel du capital est un facteur essentiel pour évaluer la force de la droite séditeuse, mais ce n'est pas le seul facteur. Il doit être associé à une analyse qui mesure le soutien des élus, des donateurs et de la base électorale afin de comprendre si la droite subversive et le Parti républicain en général sont ascendants ou en déclin.

Une autre façon de comprendre notre moment actuel c'est qu'il y a une compétition permanente pour un ordre émergent où ni le néolibéralisme ni l'autoritarisme de droite ne prévalent encore. Dans son sillage, le siège du

Capitole a produit une paralysie politique des néolibéraux, de la droite et de la gauche (3).

Optimisme de la raison

Une grande partie des déclarations trop optimistes sur la mort de l'extrême droite sont ancrées dans la façon habituelle, mais fautive, de comparer la droite et la gauche en les mettant sur le même plan. En fait, la droite bénéficie d'avantages asymétriques (4) qui rendent ces comparaisons trompeuses et poussent à sous-estimer l'importance de la droite. Lorsque des gens comme Corey Robin expliquent que la droite est « *faible et incohérente* » (5), cela suppose qu'elle devrait être « *forte et cohérente* » pour gagner des voix et avoir une base. Mais en réalité, la droite n'a pas besoin d'être particulièrement forte ou cohérente pour gagner plus de voix ou réaliser le projet politique sur lequel elle fait campagne comme le fait la gauche pour gagner des voix ou pour faire passer des lois – elle a simplement besoin de l'accord des libéraux sur son programme et d'un manque d'opposition cohérente et efficace.

Cette asymétrie, on la voit dans les sondages où le GOP n'est pas condamné pour des actions violentes de la même manière que la gauche, pas plus qu'électoralement pour avoir mené des politiques de droite dure au gouvernement (le manque de soutien économique et de santé publique n'étant qu'un exemple). Les politiciens et les blocs de droite ont le luxe de s'adresser à une base plus limitée, qui peut avoir un taux de participation électorale plus faible tout en ayant plus de possibilités en termes de prise de pouvoir de l'État au moment des élections. Cette dynamique permet également aux Républicains de mettre en avant les aspects les plus radicaux de leur plateforme, sans avoir à se déplacer ensuite vers le « *centre* » comme les Démocrates semblent y être contraints. Nous pouvons voir que, cette

année, plusieurs millions d'électeurs ont voté Démocrates au lieu de Républicains, mais les Démocrates ont perdu des majorités au niveau des États et des localités, ou ne l'ont pas obtenue. Et ils ont remporté de très peu la Chambre et le Sénat.

En raison de l'asymétrie entre les partis, et des grands projets politiques de l'autoritarisme de droite et du néolibéralisme conservateur, la droite a un avantage lorsqu'il s'agit de remporter des élections grâce aux radiations d'électeurs, à l'existence du collège électoral et du Sénat ainsi que le charcutage des circonscriptions. La détermination de ses bailleurs de fonds pour financer explicitement des projets politiques marqués par l'idéologie fondamentaliste de droite ne fait qu'accentuer ces asymétries. Comme nous l'avons vu lors du siège du Capitole, cette asymétrie fait que la police laisse pénétrer les manifestants ou fait voir sa faiblesse aux manifestants. Les arrestations et incarcérations des activistes des insurgés de droite ont été bien moins nombreuses que lorsque la répression s'en prend à la gauche.

Les néolibéraux du Parti démocrate sont eux aussi à l'origine de cette réaction asymétrique, qui n'est jamais aussi sévère envers la droite qu'envers la gauche, que ce soit à propos d'enfreintes à la loi ou même d'incivilités. L'impunité relative des élites (6) est connue, mais elle bénéficie surtout à l'élite politique républicaine, car les Démocrates les accusent rarement, choisissant de « *viser vers le haut quand les Républicains visent en dessous de la ceinture* » (7) et bien sûr, chaque fois que des conflits surviennent, « *ne pas hésiter à s'adresser à l'adversaire* ».

Tous ces facteurs donnent à la droite son avantage asymétrique, en raison des institutions gouvernementales antidémocratiques qui les expriment, incitant les sommets du GOP à adopter l'orientation de la droite dure rebelle au lieu de la sanctionner.

3. Cf. Barry Eidlin, « *Morbid symptoms can persiste for a long time* », *Jacobin*, 9 janvier 2021.

4. Cf. Ezra Klein, « *The crisis isn't too much polarisation, it's too little democracy* », *Vox*, 12 novembre 2020.

5. Cf. Corey Robin : <https://twitter.com/coreyrobin/status/1278912376264445953>

6. Cf. David Sirota, « *The insurrection was predictable* », *Jacobin*, 7 janvier 2021.

7. « *When they go low, we go high* » est une phrase de Michelle Obama de 2016, qu'elle a expliquée en disant : « *Cela signifie que votre réponse doit refléter la solution. Elle ne devrait pas exprimer la colère ou la vengeance. Barack et moi devons comprendre cela. La colère peut être compréhensible sur le moment, mais elle ne fera pas avancer le ballon* ».





Stratégie interne-externe de l'extrême droite trumpiste

Comprendre cette asymétrie permet de clarifier une autre question contestée : est-ce que Trump et d'autres élus républicains sont responsables de « l'incitation » de l'extrême droite en général et du siège du Capitole en particulier. Lorsque des personnalités comme le vice-président Mike Pence et le sénateur Mitch McConnell ont, quelques jours à peine avant la fin présumée du mandat de Trump, publiquement répudié la droite subversive, ce changement a été célébré à gauche comme apportant un rempart clé contre toute menace fasciste crédible et comme une preuve de la possibilité d'une scission au sein du Parti républicain. Y compris par des socialistes radicaux comme Mike Davis.

Au contraire, la distinction entre les respectables Républicains de droite et ses militants agissant en dehors de la loi doit être comprise comme un stratagème cynique (8). Il accompagne le fait que 147 députés républicains ont voté en faveur de la non-reconnaissance des résultats électoraux : un soutien clair de l'attaque, de Trump et de la politique subversive de la droite.

Pour saisir ce qui unifie ces deux faits il est important de comprendre que la droite séditeuse travaille encore et surtout « *au sein des institutions libérales pour atteindre ses objectifs réactionnaires et anti-démocratiques* » (9), que c'est sa marque, même si la dénonciation de tout ce qui est progressiste est déployé pour renforcer, consolider et populariser le contenu de sa politique et de sa stratégie. C'est ce qui la rend si dangereuse.

Ce danger se manifeste partiellement dans la nouvelle composition sociale des activités publiques et insurrectionnelles de l'extrême droite. Contrairement au rassemblement « *Unissons la droite* » de Charlottesville en 2017, le siège du Capitole n'était pas principalement le fait de membres officiels ou proches d'organisations d'extrême

droite ou de suprématie blanche, même si, sans aucun doute, des affiliations de ce type commencent à émerger. Cette action était plutôt celle d'individus plus proches de la base du Tea Party, en grande partie des petits bourgeois et quelques individus plus haut placés, des policiers, des officiers ou des militaires haut-gradés en congé. Au fil du temps, ce groupe est passé du conservatisme classique ou de l'apathie politique à une volonté de prendre la loi en main, des gens enragés face à un processus politique qu'ils considèrent comme corrompu ou frauduleux, précisément dans la mesure où il ne reflète pas leurs positions et leurs intérêts par rapport au consensus plus large du capital. Mais plus important encore, pour eux, ils veulent s'en prendre aux groupes sociaux qu'ils considèrent comme des ennemis : les gens de couleur, les immigrants, la gauche et les protestataires, les élites culturelles, les queers et autres.

Le Parti républicain et la police

La participation de policiers au siège du Capitole et la collusion de la police sont un élément crucial indiquant le lien sous-jacent et étroit entre les militants de droite subversive et le Parti républicain « *mainstream* ». Il est important de se rappeler que la police et les prisons sont de véritables entreprises (10) qui créent et soutiennent leurs propres intérêts et leurs propres bases électorales et politiques. Ces bases et les syndicats qui les représentent ont soutenu avec ferveur le nationalisme de Trump et de la police. Le chef du syndicat des policiers de Chicago a soutenu l'attaque du Capitole (11) et des officiers de police en congé (12) ont pris part à l'insurrection. Et il n'y a eu aucune condamnation significative de la part des syndicats de la police, en dehors de la demande tardive à Trump de désamorcer les tensions (13). La droite séditeuse n'est pas une marge du Parti républicain, elle est dans

son courant dominant et elle le soutient. Une des conséquences de l'appartenance de la droite subversive au GOP c'est l'augmentation de la violence de droite sous Trump (14). L'attaque du Capitole semble indiquer que cette violence ne se dissipe pas.

L'escalade constante de la violence de droite, associée à sa position dominante dans le Parti républicain, signifie que les insurgés de droite sont en position de force pour défendre leur vision de l'autoritarisme. Il faut considérer cela comme la continuation des nombreuses tentatives de la droite séditeuse pour faire appliquer les politiques anti-démocratiques qu'elle cherche à mettre en œuvre en utilisant la violence pour atteindre ses objectifs : les assassinats de militants du Black Freedom Movement (qui inscrivaient les Noirs sur les listes électorales), les violentes mobilisations des Blancs contre les Freedom Riders qui voulaient tester la réalité de l'arrêt de la Cour suprême rendant illégale la ségrégation dans les transports en commun, le coup d'État de Wilmington qui a renversé le gouvernement noir élu en 1898 et les attentats à la bombe anti-avortement qui visaient à annuler les droits des femmes. La droite séditeuse qui soutient les politiques antidémocratiques de la droite mainstream, les tentatives de renverser les élections, ce n'est pas une nouveauté, ce n'est pas un tournant de la droite. Ce n'est pas une particularité du trumpisme. Le trumpisme n'est que la forme plus récente et plus intense d'une longue tradition politique d'une droite qui n'hésite pas à être insurrectionnelle (15).

Échec ou succès de la droite ?

L'attaque de la capitale a été un moment d'escalade pour les insurgés de droite et le GOP. Avoir « *échoué* » à invalider l'élection

8. Cf. Luka Savage, « Republican elites are responsible for today's storming of the Capitol », *Jacobin*, 6 janvier 2021.

9. Cf. Richard Seymour, « Inchoate fascism (13/11/2020) » : <https://www.patreon.com/posts/inchoate-fascism-43831343>

10. Cf. Gabriel Winant, « We live in a society », *n+1*, 12 décembre 2020 : <https://nplusonemag.com/online-only/online-only/we-live-in-a-society/>

11. <https://abc7chicago.com/chicago-police-union-president-john-catanzara-donald-trump-riot/9448446/>

12. <https://www.reuters.com/article/us-usa-election-police-investigation/off-duty-police-firefighters-under-investigation-in-connection-with-us-capitol-riot-idUSKBN29FOKH>

13. <https://news.yahoo.com/largest-police-union-us-endorsed-233750576.html>

14. <https://www.csis.org/analysis/war-comes-home-evolution-domestic-terrorism-united-states>

15. Michael McKeon, « The "disloyal opposition" storm the Capitol », *In These Times*, 6 janvier 2021, <https://inthesetimes.com/article/donald-trump-republican-party-election-democracy>



ne témoigne pas de la faiblesse de Trump, du Parti républicain ou de la droite séditionnelle. Le but de l'attaque n'a jamais été de l'emporter ainsi. On mesure mieux si c'est un échec ou un succès en observant la polarisation d'un public désormais contraint de choisir un camp et le potentiel de ce spectacle pour dynamiser sa base. Vu sous cet angle, l'attaque contre le Capitole a été un succès.

La polarisation qui a suivi le siège, en s'approfondissant, a cimenté l'extrême droite, justifiant et consolidant son programme – raciste et anti-ouvrier – de radiation des électeurs, de charcutage électoral et de privation du droit de vote, qui joue directement en faveur des Républicains. Potentiellement, cette polarisation peut également neutraliser une partie de l'opposition de gauche, en jouant sur son ambivalence et sur celle, encore plus importante, de la classe ouvrière en ce qui concerne les élections dont aussi bien la structure que le fonctionnement sont antidémocratiques.

La classe ouvrière comprend largement et correctement que l'argent capitaliste en politique limite sévèrement la représentation électorale du « *peuple* ». De plus, cela est confirmé par l'absence constante de candidats en position éligible sur des listes pro-ouvrières et de gauche. Il est évident, même pour des observateurs peu attentifs, que ce système politique n'a pas de mécanismes significatifs obligeant les élus à rendre des comptes à leur électorat. Quant au Collège électoral, il apparaît comme quelque chose de bien plus sinistre qu'une bizarrerie historique de la démocratie américaine. De manière répétée il produit des résultats qui

divisent entre deux candidats le vote populaire et leur sélection légitime par les électeurs, ce qui démontre clairement son objectif initial : limiter le poids fonctionnel de la démocratie populaire.

Tous ces échecs – trop réels, trop évidents – du fonctionnement démocratique donnent du poids aux affirmations de la droite selon lesquelles les élections de 2020 étaient une fraude, même si ces affirmations n'ont aucun fondement concret. Ces affirmations ajoutées aux défauts fondamentaux des élections américaines ont créé un espace et une base pour la dernière attaque antidémocratique directe de l'extrême droite contre le Congrès – le domaine le plus structurellement démocratique de la gouvernance fédérale – et contre la légitimité de la démocratie en général.

Une canaille fasciste ?

Alors que la gauche a un grand besoin d'analyser cette dynamique, cette tâche a été largement éclipsée par des débats « *théoriques* » portant sur l'utilisation, ou pas, du terme « *fascisme* » pour caractériser la droite séditionnelle, Trump lui-même ou, plus largement, le système américain dans son ensemble.

Ce genre de débats passent à côté de l'essentiel en tentant de donner corps à un mot, à une idée en les répétant, « *c'est un temps de fascisme* », ou en expliquant que tel ou tel critère est le bon moyen de mesurer la montée de l'autoritarisme. Comme l'explique Mark Bray, « *la probabilité d'un véritable gouvernement fasciste est en fait hors de propos en termes d'organisation quotidienne. La violence fasciste, ce n'est pas du tout-ou-rien. Même à des doses relativement faibles, elle peut être assez dangereuse et donc mérite d'être prise au sérieux* » (16).

Il est utile de comprendre le fascisme et

l'autoritarisme comme un projet déjà latent dans la démocratie libérale, en particulier dans l'appareil carcéral, militaire et sécuritaire de l'État : la police, la sécurité des frontières, la surveillance et l'incarcération. Les conditions politiques de la possibilité du fascisme et de l'autoritarisme – explicites lors de Blue Lives Matter (17) et dans le nationalisme policier – sont capables de se reproduire socialement au sein de ces secteurs et des personnes qui y travaillent et qui gèrent et contrôlent l'appareil carcéral.

Selon des estimations prudentes, ces entreprises emploient directement plus de quatre millions de salariés, voire beaucoup plus, sans compter les sous-traitants. Le système carcéral, l'industrie carcérale, compte à lui seul 4 100 entreprises sous-traitantes. La politisation de ces secteurs est visible dans le syndicat de la police et celui des gardes-frontières – qui soutiennent Trump.

Cela ne doit pas conduire à l'interprétation que les États-Unis sont dans leur ensemble en faveur du fascisme ou de l'autoritarisme. Même les dons politiques des syndicats de police et des policiers à titre individuel sont répartis de manière relativement égale entre les deux partis, ce qui suggère que la concurrence entre les partis, qui définit la démocratie bourgeoise, est encore vivace. Les secteurs de sécurité carcérale et de l'armée, qui aspirent à une politique de plus en plus autoritaire, trouvent donc leur expression politique dans l'ensemble du spectre de la représentation politique dans ce système.

Les sentiers de la perte

Aux États-Unis, la spécificité de ces secteurs a ses racines historiques dans le génocide des peuples indigènes d'Amérique, dans la traite atlantique et dans le développement de l'esclavage et du système de plantation. La non-liberté et la torture des Noirs, des indigènes et des autres personnes de couleur, ainsi que le développement historique du capitalisme racial révèlent que nombre des caractéristiques du fascisme et de l'autoritarisme ont longtemps été la norme plutôt que l'exception de la démocratie libérale américaine, de la tendance du capitalisme mondial à l'expansionnisme impérialiste et de la logique de l'État capitaliste.

Nikhil Singh articule cette relation en affirmant que le fascisme est le « *sosie ou le double* [du libéralisme] – *une volonté de puissance exclusive, qui refait surface régulièrement, en se manifestant dans les zones d'exclusion interne au sein des sociétés libérales (plantations, réserves, ghettos, prisons) et dans les lieux où l'impulsion expansionniste et la force universaliste du libéralisme ont*

16. Mark Bray, *Antifa, The anti-fascist handbook*, Melville House Publishing, New York 2017.

17. Blue Lives Matter, qui signifie « *les vies des policiers comptent* » est un mouvement de policiers d'extrême droite construit pour faire face au mouvement antiraciste Black Lives Matter (les vies noires comptent).

pu échapper à leurs propres "contraintes constitutionnelles" (la frontière, la colonie, l'état d'urgence, l'occupation, la contre-insurrection) » (18).

Cette conception rend plus complexe une analyse, une compréhension commune à gauche, de la relation entre le néolibéralisme et l'autoritarisme. Au lieu de les considérer comme des projets opposés dans une bataille pour l'hégémonie, il est éclairant de les voir comme l'a fait Stuart Hall (19) en expliquant l'ascension du néolibéralisme avec l'élection de Margaret Thatcher au Royaume-Uni, et sa célèbre déclaration selon laquelle « il n'y a pas d'alternative » au capitalisme.

Hall soutient que pour pouvoir dépasser la social-démocratie avec le projet électoral d'une société de loi et d'ordre – qu'il a appelé « *populisme autoritaire* » – le néolibéralisme doit non seulement transformer la structure des rapports de classe mais également les attentes fondamentales et l'horizon des possibilités politiques, telles qu'elles sont comprises par la classe ouvrière et l'électorat dans son ensemble.

Avec l'analyse de Hall nous voyons comment les institutions (police, prisons), les politiques (projets de lois dures anti-criminalité, projets de loi anti-protection sociale) et les partis politiques de droite sont les formes d'autoritarisme nécessaires pour faire naître et maintenir le néolibéralisme, et comment cette transformation a intensifié les composantes essentielles de l'idéologie fasciste du XX^e siècle – le racisme, la xénophobie, l'homophobie, les conceptions réductionnistes de la classe ouvrière – dans la vie quotidienne et dans la vision du monde des projets néolibéraux.

Cela nous pousse à voir le large chevauchement entre les caractéristiques du fascisme et la tendance du néolibéralisme à imposer des limites de plus en plus restrictives à la sphère politique, à intensifier la violence éta-

tique et à mettre l'accent sur une « *guerre des cultures* » comme exutoire des conflits qui ne peuvent être résolus dans les limites de la politique néolibérale. Cette formulation remet en question la pertinence de débattre si un moment ou un mouvement donné est « *vraiment* » fasciste, nous poussant au contraire à regarder quelles sont les formes institutionnelles et politiques, ainsi que les politiques menées, qui naturalisent les brutalités quotidiennes du capitalisme et leurs justifications idéologiques. En d'autres termes, Hall met ainsi en évidence que le néolibéralisme produit le fascisme et prépare les conditions de sa réémergence en tant que mouvement viable et finalement en tant que possibilité systémique.

Des écrivains comme Samuel Moyn (20) et Corey Robin (21) expliquent que, plutôt que l'assimiler au fascisme de Mussolini et d'Hitler, nous devrions situer Trump, ainsi que la montée de la droite séditionnelle, dans la tradition du conservatisme et des formes de racisme, de xénophobie et de sexisme qu'il produit. Ce qui manque à cette analyse, c'est que cette distinction est loin d'être nette et elle ne l'a jamais été. L'histoire du conservatisme – et de la politique de droite en général – éclaire cette vérité.

Aux États-Unis, la frontière n'a jamais été très explicite entre le conservatisme et l'autoritarisme antidémocratique, ouvertement raciste et brutalement meurtrier. Dans la période qui a suivi la guerre civile et la Reconstruction, le mouvement conservateur a installé, par des moyens insurrectionnels, le régime autoritaire et officiellement raciste de Jim Crow, longtemps identifié comme fasciste non seulement par les Noirs radicaux, mais aussi par les libéraux et surtout par les soldats noirs qui faisaient des comparaisons avec leur pays après avoir libéré les camps de concentration européens à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

En regardant la définition du fascisme

proposée par Sarah Churchwell (22), on ne peut s'empêcher de penser que ce qui a mis fin à la Reconstruction après la guerre civile au XIX^e siècle était une forme de fascisme. Pour Sarah Churchwell, le fascisme c'est « *la nostalgie d'un passé plus pur, mythique, souvent rural ; les cultes de la tradition et de la régénération culturelle ; les groupes paramilitaires ; la délégitimation des opposants politiques et la diabolisation des critiques ; l'universalisation de certains groupes comme authentiquement nationaux, tout en déshumanisant tous les autres groupes ; l'hostilité à l'intellectualisme et les attaques contre une presse libre ; l'anti-modernisme ; la masculinité patriarcale fétichisée ; le sentiment angoissé d'être victime et de faire l'objet de griefs collectifs. Les mythologies fascistes intègrent souvent des notions de purification, d'exclusion, contre la contamination raciale ou culturelle, accompagnées de préférences eugénistes pour certaines "lignées" plutôt que d'autres* ».

Ce qui est le plus frappant dans l'exemple de la Reconstruction, c'est que la classe politique qui a mené l'insurrection de droite (oserais-je dire « *tentative de coup d'État* » ?) présentait les mêmes lacunes que celles que beaucoup de gens de gauche mettent en avant pour soutenir que la droite subversive actuelle est faible. Pourtant, on peut affirmer que la classe politique conservatrice du Sud à l'époque était beaucoup plus faible et qu'elle avait subi une défaite beaucoup plus importante que le Parti républicain et la droite séditionnelle aujourd'hui.

Mais elle avait réussi à remettre en cause presque toutes les victoires de la Reconstruction. Cette histoire devrait servir de mise en garde contre le fait de supposer que Trump, le Parti républicain et la droite subversive sont faibles, surtout lorsqu'il s'agit pour eux d'atteindre leurs objectifs antidémocratiques : annulation des élections, privation massive du droit de vote et construction de l'État carcéral et militaire.



18. Nikhil Singh, « The afterlife of fascism », *South Atlantic Quarterly* n° 105 (2006). Le terme « *libéralisme* » est ici employé dans son sens étatsunien de progressiste de gauche.

19. Stuart Hall, *Le Populisme autoritaire – Puissance de la droite et impuissance de la gauche au temps du thatchérisme et du blairisme*, Éditions Amsterdam, Paris 2008.

20. Samuel Moyn, « Allegations of fascism distract from the real danger », *The Nation*, 18 janvier 2021, <https://www.thenation.com/article/society/trump-fascism/>

21. David Klion, « Almost the complete opposite of fascism » (interview avec Corey Robin), <https://jewish-currents.org/almost-the-complete-opposite-of-fascism/>

22. Sarah Churchwell, « American fascism : it has happened here », *The New York Review*, 22 juin 2020.



D'autant plus que ces objectifs sont traditionnellement ceux du GOP.

Dans ce contexte, nous pouvons voir que le fascisme et l'autoritarisme sont inhérents à la démocratie des colons esclavagistes et au capitalisme racial et sont donc les caractéristiques de la vie politique américaine, et non un bug. Cela nous permet également de mieux comprendre que l'ascension de Trump, son acharnement à annuler l'élection et la violence insurrectionnelle de la droite s'inscrivent dans une tradition politique hégémonique plutôt que marginale.

Cela nous invite également à historiciser la tradition d'organisation de la gauche BIPOC (Black, Indigenous, and People of Color – Noirs, Indigènes et Peuples de couleur) aux États-Unis, qui a toujours été antifasciste. Les luttes pour l'abolition de l'esclavage, la fin de Jim Crow et l'abolition de la société des colons font toutes partie de cette tradition et devraient nous éclairer sur la manière dont nous allons contester ce moment d'intensification de la politique insurrectionnelle de droite.

Il y a une hypothèse selon laquelle atteindre l'objectif prioritaire de stopper le fascisme ou la politique subversive de la droite nécessite de mettre en retrait ce qui est organisé pour mettre fin au néolibéralisme (23). C'est également l'hypothèse sous-jacente dans les débats autour des questions « *sommes-nous sur la voie d'une sorte d'autoritarisme* » ou « *la droite au pouvoir est-elle faible ou forte* » dans ce pays. C'est une analyse qui peut mieux éclairer la stratégie et les tactiques à adopter. Et c'est en partie vrai. Mais cette focalisation prioritaire sur le fascisme ou la droite séditeuse conduira à

des coalitions avec les néolibéraux ou permettra au néolibéralisme de se réaffirmer pleinement.

Un tel point de vue suppose bien sûr que la gauche antifasciste et la droite anti-insurrectionnelle s'organiseraient seulement en vue de repousser la droite subversive et fasciste. Je soutiens que, conformément à sa tradition politique, l'organisation de la gauche contre le fascisme et contre la droite séditeuse a toujours pour but de vaincre le capitalisme libéral et qu'elle considère la défaite du capitalisme libéral comme la base de tout effort visant à vaincre la droite et le fascisme. J'irais plus loin en disant que cela met en évidence ce qui sépare les libéraux de la gauche. Car les libéraux ne voulant détruire le fascisme qu'au sens formel du terme, ils n'agissent que dans le domaine de l'action électorale légale. La gauche veut abolir le fascisme, la droite et le capitalisme libéral.

Combattre la droite

Après tout cela, le lecteur peut être enclin à se demander : « *En quoi ces arguments sur les questions de savoir si la droite est puissante ou faible et si le fascisme monte, ont-ils une incidence sur la façon dont la gauche s'organise en ce moment ?* » C'est une bonne question, et je me la pose moi-même. Je dirais que le manque de sérieux avec lequel la gauche considère la droite en général est une faiblesse, en particulier de la gauche social-démocrate et socialiste électoraliste. Dans ses efforts pour s'attaquer aux libéraux, au libéralisme et au néolibéralisme, souvent elle ne prend pas en compte l'intensité avec laquelle la droite s'organise et se bat pour l'emporter, ni les avantages institutionnels asymétriques qu'elle possède. Cette orientation est peut-être le fruit d'une correction excessive des erreurs de la gauche, qui n'a pas été capable d'affronter Obama lorsqu'il dirigeait le pays.

Elle considère trop souvent la violence de la droite et les opinions d'extrême droite comme étant épisodiques – alors que c'est la norme – surtout en supposant que de tels actes et opinions sapent la position des capitalistes en tant que classe dominante. Cela empêche de voir comment le capitalisme racial est né en relation avec sa formation politique et ne permet pas de saisir le projet conservateur de la droite dans ce pays. Car cela conduit généralement à supposer que la classe capitaliste a une attitude statique, investie dans la démocratie libérale en raison de ses intérêts de classe. C'est une erreur. Cela suppose que les intérêts de la classe capitaliste ne peuvent pas changer en réponse à l'évolution des conditions économiques, sociales et politiques, surtout lorsque ces conditions économiques, politiques et sociales changeantes créent des problèmes pour la classe capitaliste elle-même. Pourtant, l'histoire de l'émergence du néolibéralisme montre que les capitalistes ne sont d'aucune manière fidèles à l'ordre existant.

Plus important encore, une droite subversive est un accélérateur des tendances fascistes et autoritaires. L'histoire de notre pays témoigne de cette réalité. Le Brésil et la Bolivie parlent également de cette réalité. Les argumentations que « *la droite est faible* » ou qu'elle « *n'est pas fasciste* » ignorent en général les récents événements au Brésil et en Bolivie – où des forces de droite relativement marginales sont arrivées au pouvoir face à des projets politiques de masse de la gauche, en employant l'insurrection violente ainsi que la loi et les moyens législatifs. La montée de l'autoritarisme est un phénomène mondial. Lorsque la gauche dans ce pays adopte une approche basée sur l'idée d'une exception américaine, elle ne nous rend pas service dans notre lutte pour vaincre le néolibéralisme, la droite séditeuse, le fascisme et l'autoritarisme. ■

23. Une critique de cette hypothèse : Rafael Khachaturian & Stephen Maher, « The Washington Riot Was a Defeat for the Far Right, Not a Triumph », *Jacobin*, 8 janvier 2021.

La guerre de cinq ans de Bernie Sanders

comment il a perdu et où la gauche va après

Par
Matt Karp*

Un doux après-midi d'avril 2015, en plein milieu du sommeil idéologique du deuxième gouvernement Obama, Bernie Sanders a fait une pause dans sa journée de travail au Sénat et s'est rendu sur la pelouse devant le Capitole. Dépliant une feuille de notes froissée, le sénateur du Vermont a pris moins de dix minutes pour expliquer aux journalistes pourquoi il se présentait à la présidence : les Américains travaillaient plus longtemps pour des salaires plus bas, tandis que les riches se régalaient de profits et que les milliardaires dirigeaient le système politique ; le pays était confronté à sa plus grande crise depuis la Grande Dépression (1).

Cinq ans plus tard, un matin d'avril 2020, Sanders était chez lui, à Burlington dans le Vermont, et il annonçait qu'il suspendait sa deuxième campagne présidentielle (2). La compétition, comme quatre ans plus tôt, se soldait par une défaite, et bien que Bernie ait prononcé un discours inspirant de quinze minutes – citant Nelson Mandela et remerciant les supporters pour leur sang, leur sueur, leurs larmes et leurs messages sur les médias sociaux – même un observateur sympathisant pouvait se demander ce que tous ces efforts passionnés ont donné exactement.

L'inégalité des revenus et des richesses a atteint de nouveaux sommets (3) ; un milliardaire siège à la Maison Blanche, tandis que le parti de l'opposition se tourne vers ses propres milliardaires pour le diriger ; et la pandémie Covid-19 a laissé les États-Unis non pas proches de leur plus grande crise depuis la Grande Dépression, mais profondément plongés dans celle-ci (4).

Sanders a perdu. Il a mené une guerre de cinq ans contre la classe des milliardaires et la direction du Parti démocrate – une guerre qui a traversé six mois d'avril – et à la fin, il a été battu sur les deux fronts. Ceux d'entre nous qui ont fait partie de l'armée battue de Bernie doivent bien comprendre la nature et la signification de cette défaite.

Le projet Sanders a été l'un des évé-

nements politiques de gauche les plus importants du XXI^e siècle, reliant pour la première fois des revendications socialistes minimales mais fondamentales à une base de millions de personnes au centre névralgique du capitalisme mondial. Sa défaite définitive au printemps 2020, dans une atmosphère apocalyptique de maladie, de dépression et de troubles, met la gauche devant une tentation énorme de sombrer dans le désespoir.

Nous avons déjà pu voir toute une série de critiques à l'encontre de Sanders et de l'héritage de ses campagnes, qu'elles soient déclinées par l'extrême gauche, heureuse de mettre fin à un long détour de politique électorale ; par le centre libéral, désireux de faire disparaître toute alternative en dehors de ses perspectives immédiates ; ou par la droite traditionaliste, trop satisfaite de proclamer un recul de la gauche dans la guerre des classes et des cultures.

Pendant ce temps, la grande presse bourgeoise a sauté sur l'occasion pour jeter Bernie – et son insistant appel à une redistribution massive, financée par les bénéfices des entreprises – directement dans la poubelle de l'histoire. Même les protestations de masse concernant le meurtre de George Floyd par la police sont devenues l'occasion pour le *New York Times* d'annoncer la fin de l'ère Sanders. « *Bernie Sanders a prédit une révolution, mais pas celle-ci* », titre le journal (5), en s'appuyant sur l'analyse de la théoricienne de l'intersectionnalité Kimberlé Crenshaw selon laquelle « *toute société digne de ce nom* » a désormais dépassé Sanders dans la lutte contre « *le racisme structurel anti-Noir* ». Adieu l'assurance maladie pour tous, bonjour Jeff Bezos qui répond vicieusement : « *Toutes les vies comptent* ».

Tout cela, ce sont des artefacts de la défaite. Sanders a perdu, et tant ses amis des beaux jours que ses ennemis permanents sont maintenant impatients de l'enterrer. Mais ni une défaite aux élections ni un changement de discours ne sont une raison pour abandonner l'essence du combat de Bernie. Les manifestations de masse contre la violence policière et le racisme ne peuvent commencer à atteindre leurs objectifs que si

elles s'inscrivent dans un mouvement démocratique plus large, à la manière de Sanders – assez important pour façonner la politique nationale et assez déterminé pour défier le capital – capable d'obtenir les concessions matérielles indispensables pour une société véritablement libre et égalitaire.

Un bilan précis des campagnes de Sanders doit comporter au moins deux colonnes : dans la première, un décompte des réalisations, substantiel en soi et sans précédent au cours de plus de cinquante ans d'histoire politique étatsunienne ; et dans la deuxième, une appréciation de ses limites qui, au lendemain de 2020, semblent à la fois plus importantes et plus insolubles qu'à n'importe quel autre moment depuis 2016.

À cette comptabilité, nous pouvons ajouter une troisième colonne, sur les perspectives de lutte future – freinées présentement, floues dans un avenir proche, mais peut-être plus brillantes dans les décennies à venir.

I. LES ACQUIS DE LA CAMPAGNE SANDERS : DEUX LEÇONS

Lorsque Bernie Sanders a annoncé sa candidature en 2015, sa conférence de presse a été mentionnée en page 21 du *New York Times*, loin derrière les articles sur la bibliothèque présidentielle d'Obama, le scandale des tests dans les écoles d'Atlanta et le bilan de Martin O'Malley comme maire de

* Matt Karp est professeur d'histoire à l'Université de Princeton et collaborateur de la revue *Jacobin*. Cet article a d'abord paru le 28 août 2020 sur site web de la revue *Jacobin* : <https://www.jacobinmag.com/2020/08/bernie-sanders-five-year-war> (Traduit de l'anglais par JM).

1. La vidéo est disponible ici : <https://www.c-span.org/video/?325700-1/senator-bernie-sanders-i-vt-news-conference>

2. La vidéo est disponible ici : <https://www.youtube.com/watch?v=yHVx8K3kOrY>

3. Cf. « Income inequality in America is the highest it's been since Census Bureau started tracking it, data shows », *The Washington Post* du 26 septembre 2019.

4. Cf. « Coronavirus Slump Is Worst Since Great Depression. Will It Be as Painful ? », *The Wall Street Journal* du 10 mai 2020. ?

5. *The New York Times* du 19 juin 2020.

Baltimore. Ce n'était pas plus que ce qui était dû à un candidat estimé à 3 % dans un journal qui n'avait pas imprimé les termes « *soins de santé pour tous* » au cours de l'année civile précédant l'entrée en lice de Sanders.

En 2020, il est difficile de se souvenir de l'étroitesse du corset politique qui enserrait la gauche américaine dans les années précédant la première campagne de Bernie. Des progressistes tels que Keith Ellison, Michael Moore et Susan Sarandon pressaient alors Elizabeth Warren de se présenter à la présidence (6) et la sénatrice du Massachusetts apparaissait au côté de Tom Perez [secrétaire au Travail pour Obama] lors d'un sommet AFL-CIO en janvier 2015. Elizabeth Warren y a fait les gros titres (7) pour son discours « *ardent* » dans lequel elle a dénoncé « *l'économie du ruissellement* » et a appelé à de nouvelles réglementations financières, à l'application des lois du travail existantes, à la protection de l'assurance maladie et de la sécurité sociale, ainsi qu'à une augmentation du salaire minimum – qu'elle n'a pas chiffrée.

« *Ce qui est frappant dans ce programme des progressistes* », notait à l'époque Matthew Yglesias dans *Vox*, « *c'est qu'il n'y a là vraiment rien avec quoi Barack Obama ou Hillary Clinton pourraient être en désaccord* ». Aujourd'hui, ce paquet de réformes de 2015 ressemble beaucoup à la plateforme Joe Biden 2020, et personne, en dehors d'une minuscule caste de propagandistes professionnels, ne l'appelle « *de gauche* ».

La guerre de cinq ans de Bernie, même perdue, a appris à la gauche américaine deux leçons fondamentales.

Premièrement, elle a démontré que des idées social-démocrates audacieuses, bien au-delà des ambitions réglementaires des progressistes de l'ère Obama, peuvent gagner une base de masse dans les États-Unis d'aujourd'hui. Une demande sans compromis pour que le gouvernement fédéral fournisse des biens sociaux essentiels à tous les Américains – depuis les soins de santé et les frais de scolarité jusqu'à la garde d'en-

fants et aux congés familiaux – était au cœur du projet Sanders du début à la fin. Partant de 3 % dans les sondages et menant deux campagnes présidentielles presque entièrement sur la base de cette plateforme, Sanders a construit le défi de gauche ayant le plus d'influence dans l'histoire moderne.

Il est vrai que d'autres candidats, de Jesse Jackson à Dennis Kucinich, ont également soutenu l'assurance maladie unifiée (8), mais leur campagne ne s'est pas terminée par des sondages montrant une nouvelle majorité d'Américains soutenant les soins de santé pour tous (9), sans parler des majorités écrasantes parmi les Démocrates et les électeurs de moins de 65 ans. Oui, les militants de la gauche radicale, de Michael Harrington à Ralph Nader, ont longtemps clamé que l'Amérique était dirigée par une classe bourgeoise bipartite, mais ils n'ont pas transformé cette idée en un mouvement politique capable de remporter les primaires dans le New Hampshire, le Michigan ou la Californie.

Le succès partiel des campagnes de Sanders n'est pas simplement une « *victoire du discours* ». Car il a apporté des preuves concrètes : la proposition du « *socialisme démocratique* » fondée sur l'opposition au pouvoir de la classe des millionnaires et sur les biens publics universels peut remporter le soutien de millions de gens, pas de quelques milliers. Les observateurs politiques traditionnels dénigraient cette proposition il y a cinq ans, et si la gauche américaine elle-même l'a annoncée, elle n'a pas été capable de la prouver. Au cours du dernier demi-siècle, n'importe quel militant pouvait bien le proclamer dans un mégaphone. Bernie Sanders l'a réalisé !

Bien sûr, comme le montre clairement la défaite de Bernie, il y a un vaste fossé entre la victoire dans les sondages de sortie des urnes et la prise du pouvoir. Si les campagnes de Sanders ont mis en lumière les ressources politiques inconnues de la démocratie socialiste américaine, elles ont également révélé, de façon spectaculaire, la détermination de leurs opposants. C'est la deuxième leçon pratique de la guerre de cinq ans de Bernie : l'unanimité et la férocité de la résistance de l'élite du Parti démocrate, non seulement contre Sanders lui-même, mais surtout contre l'essence de son programme.

Dans les grandes lignes, cela était clair depuis le début de la campagne 2016, lorsque des responsables Démocrates, des experts de la télévision et des écrivains prestigieux de la presse écrite – à travers un spectre idéologique allant des centristes comme Claire McCaskill et Chris Matthews aux libéraux comme Barney Frank et Paul Krugman – ont unanimement méprisé (10)

la campagne Sanders et son programme.

Pourtant, sous d'autres aspects, la profondeur de l'opposition des Démocrates à Sanders n'était pas évidente jusqu'à cette année, ni pour les amis de Bernie ni pour ses ennemis. Tout au long du mois de février, alors que Sanders remportait le New Hampshire et faisait campagne dans le Nevada, des commentateurs centristes paniqués ont appelé les Démocrates restant dans la course à s'unir derrière un seul candidat anti-Bernie. Mais leur angoisse palpable a trahi une croyance quasi universelle que cela n'arriverait pas. Se retirer à la dernière minute « *semble être le choix le moins probable* » pour une « *masse critique* » de rivaux de Bernie, rapportait le *New York Times* le 27 février 2020.

Nous savons tous ce qui s'est passé ensuite. Trois jours plus tard, la veille du Super Tuesday, Pete Buttigieg et Amy Klobuchar se sont soudainement retirés et ont soutenu Joe Biden, rejoint par Beto O'Rourke, Harry Reid et des dizaines d'autres Démocrates de premier plan ou anciens responsables sous Obama.

Ce grand regroupement autour de Biden, à la suite de sa victoire en Caroline du Sud, a produit une campagne de couverture médiatique élogieuse « *gratuite* » (mais équivalente à un don de plus de 100 millions de dollars – plus que ce que Sanders a dépensé en publicité tout au long de la campagne), comprimée en un seul week-end avant l'élection la plus critique des primaires. Il en est résulté une ruée vers le Super Tuesday pour Biden, même dans les États où Sanders était en tête une semaine auparavant, du Maine au Texas. Cela a donné à Biden une avance confortable qui ne l'a plus abandonné.

Rétrospectivement, de la part de Sanders et de ses alliés il peut sembler désespérément naïf d'avoir compté sur une division indéfinie du champ démocrate. Il y a pourtant une raison pour laquelle même les ennemis les plus acharnés de Bernie partageaient ce calcul, des dizaines d'agents du parti ayant déclaré au *Times* fin février qu'il faudrait peut-être une convention négociée pour l'arrêter.

Buttigieg avait été proclamé vainqueur dans l'Iowa et avait terminé deuxième dans le New Hampshire ; jamais depuis la naissance du système moderne des primaires, un candidat ayant ce profil n'a abandonné aussi tôt. Même en tant que manœuvre idéologique pour étrangler la gauche, le rassemblement autour de Biden n'a pas de précédent dans sa rapidité et sa coordination quasi parfaite. Lorsque Jesse Jackson a brièvement été en mesure de prendre d'assaut le Parti démocrate

6. Cf. MSNBC du 19 décembre 2014 : <https://www.msnbc.com/msnbc/keith-ellison-i-would-love-see-elizabeth-warren-run-msna489726>

7. Cf. *Politico* du 1^{er} juillet 2015 : <https://www.politico.com/story/2015/01/elizabeth-warren-criticism-trickle-down-economics-114032>

8. Vicente Navarro, « The Birth and Death of Single-payer in the Democratic Party », *Jacobin*, 5 mai 2020

9. Cf. « Poll : 69 percent of voters support Medicare for All » (69 % des votants soutiennent les soins de santé pour tous), *The Hill* : <https://thehill.com/hilltv/what-americas-thinking/494602-poll-69-percent-of-voters-support-medicare-for-all>

10. Cf. *The New York Times* du 24 février 2020.

te en 1988 (11), ses rivaux Michael Dukakis, Al Gore, Dick Gephardt et Paul Simon sont restés en lice jusqu'à la fin du mois de mars, au cours de plus de 35 primaires.

Cette fois, les forces centrales de l'establishment ont réussi à dégager le terrain après seulement quatre primaires, ne laissant qu'une seule alternative centriste à Biden, le vaniteux milliardaire Michael Bloomberg. (La persistance d'Elizabeth Warren dans les primaires n'a fait qu'aider l'effort anti-Sanders, puisqu'elle était un peu plus susceptible de siphonner les votes de la gauche que du centre). Et après le Super Tuesday, bien sûr, Bloomberg s'est rapidement retiré et a soutenu Biden. Warren, lorsqu'elle s'est finalement retirée, n'a pas voulu faire une telle faveur à Sanders.

Bien que, à bien des égards, le Parti démocrate de 2020 soit beaucoup plus faible qu'il y a trente ans – il contrôle par exemple onze assemblées législatives d'État de moins – la direction actuelle du Parti démocrate, dans son influence sur les hommes politiques du parti, est plus forte que jamais. Buttigieg, qui avait mené une campagne acharnée dans les États du Super Tuesday – le 29 février, il a organisé le plus grand rassemblement des primaires dans le Tennessee (12) – n'a pas abandonné en raison d'une performance médiocre prévisible en Caroline du Sud (même là, il a quand même terminé devant Warren pour la quatrième fois consécutive).

Buttigieg a brusquement abandonné des millions de dollars de publicité et environ trente mille bénévoles du Super Tuesday parce que Barack Obama lui a dit de le faire (13) et parce qu'il savait que ses propres perspectives de carrière, au sein du Parti démocrate actuel, dépendent moins de l'obtention d'un appui populaire en son nom propre que de sa participation à l'effort collectif pour arrêter Sanders et « sauver le parti ».

La rapidité et la rigueur de cette consolidation de l'élite – qui a également fait de Biden un favori instantané de la classe des donateurs – tournent en dérision l'idée invraisemblable, émise par certains journalistes et experts, selon laquelle Sanders aurait eu une occasion en or de gagner l'establishment démocrate en étant plus poli.

Obama, Hillary Clinton et leurs alliés du monde des affaires – sans parler des consultants, des gestionnaires de fonds spéculatifs et des PDG de sociétés technologiques qui ont construit « Mayor Pete » [Buttigieg] – n'ont pas décidé de façon capricieuse de resserrer les rangs contre Bernie parce qu'il n'a pas passé assez de coups de fil polis à la recherche de soutiens après le Nevada. Leur profonde opposition idéologique au projet



Sanders est manifeste depuis longtemps ; ce que nous ignorions, c'est avec quelle rapidité et quelle efficacité cette opposition personnelle pouvait se traduire en réalité publique.

Cette dure leçon est non seulement suffisante pour empêcher quiconque dans le camp Sanders de chercher à obtenir des concessions significatives de la part de la campagne Biden, mais elle souligne les limites tranchantes de toute politique institutionnelle au sein du Parti démocrate existant. Quoi que pensent les électeurs Démocrates – et la plupart d'entre eux aiment Bernie Sanders et sa plateforme – la majorité des fonctionnaires du parti s'opposent à eux avec une vigueur organisée qu'ils apportent rarement au combat contre les Républicains.

En 2016, Sanders a remporté plus de 40 % des votes populaires lors des élections primaires, mais n'a obtenu l'appui que de 3,7 % des Démocrates du Congrès (7 des 187 représentants). En 2020, sur un terrain beaucoup plus encombré, Sanders a remporté les trois premières primaires et environ 35 % des voix, mais n'a obtenu le soutien que de 3,8 % des Démocrates du Congrès (9 sur 232). Ce n'est pas un signe de progrès institutionnel.

Même le Caucus progressiste du Congrès (CPC), dont les coprésidents ont apporté à Sanders un soutien éclatant, a fourni plus de soutien à Biden (douze membres) qu'à Sanders (huit) avant le Super Tuesday. Lors de la brève confrontation entre le 3 et le 17 mars, Biden a obtenu vingt autres signatures du CPC, contre une seule pour Sanders.

Sur ce point essentiel, le Parti démocrate institutionnel n'a vraiment pas du tout « glissé à gauche » entre 2015 et 2020. Oui, divers éléments du programme de Sanders ont migré vers les programmes du parti et

les sites web de campagne, et certaines politiques de gauche, comme le salaire minimum de 15 dollars, ont même été introduites au niveau des États. Mais en politique nationale, la frontière qui protège le parti de la gauche – une barricade en acier qui sépare la politique d'Obama des demandes, portées par Sanders, d'accès universel aux soins de santé publics, à l'éducation et aux allocations familiales – est maintenant plus fortement surveillée que jamais.

Ce savoir durement acquis est en soi une arme contre les élites libérales qui préfèrent généralement masquer les différences plutôt que de se battre pour les surmonter. « Les idées de Bernie Sanders sont si populaires qu'Hillary Clinton les utilise », écrivait Vox en avril 2015 (14). Bien sûr, les Démocrates colportent à nouveau ce message en 2020, mais c'est beaucoup plus difficile à vendre aux millions d'électeurs de Sanders qui viennent de voir l'establishment du parti passer cinq ans à étouffer une plateforme de soins de santé pour tous et de collèges publics gratuits.

Le principal acquis de la guerre de cinq ans de Bernie est donc un mouvement revigoré et précisé en faveur du socialisme démocratique américain, nouvellement optimiste quant à l'attrait de sa plateforme, mais intimement conscient de la puissance de ses ennemis. Sanders a laissé la gauche dans une position plus forte qu'il ne l'a trouvée, à la fois plus grande et plus consciente d'elle-même, beaucoup moins tentée par l'aigre futilité des campagnes d'un « troisième

11. Steve Kornacki, « 1988 : Jackson mounts a serious challenge, but a loss in one state ends the quest », *NBC News* du 29 juillet 2019.

12. Cf. <https://eu.tennessean.com/story/news/politics/2020/03/01/pete-buttigieg-says-hell-unite-democrats-future-former-republicans/4902301002/>

13. *The New York Times* du 1^{er} mars 2020.

14. *Vox* du 30 avril 2015.

parti » ou par la pommade des « progressistes » approuvés par le parti.

Pourtant, c'est là que les vrais problèmes commencent. La gauche, après Bernie, est enfin devenue juste assez forte pour savoir à quel point elle est vraiment faible.

Le problème principal, après tout, n'est pas que l'establishment bourgeois dirige les Démocrates politiques, c'est qu'il dirige encore la plupart des électeurs des primaires démocrates. Face à un choix clair entre la demande de Bernie pour un autre New Deal et l'appel de Biden pour un « retour à la normale », environ 60 % des Démocrates qui se sont rendus aux urnes ont apparemment choisi Warren G. Harding plutôt que Franklin D. Roosevelt.

La dure vérité, prouvée durement à travers ces six mois d'avril, est qu'une majorité social-démocrate n'existe pas encore au sein de l'électorat démocrate, sans parler des États-Unis dans leur ensemble. Sanders a donné à la gauche une nouvelle pertinence dans la politique nationale, mais pour passer de la pertinence au pouvoir, nous devons construire cette majorité – et ce n'est pas l'œuvre d'un ou deux cycles électoraux, mais d'au moins une autre décennie, et peut-être plus.

II. UN REGARD PLUS ATTENTIF SUR LA DÉFAITE

En 2016, Bernie Sanders a mené la plus grande campagne primaire de gauche de l'histoire du Parti démocrate, remportant bien plus de voix et de délégués que Jesse Jackson, Ted Kennedy ou même le victorieux George McGovern. Il est entré dans la campagne de 2020 comme un concurrent sérieux, et non pas comme un outsider de longue date. Mais finalement, Joe Biden a battu Sanders avec une coalition électorale qui à la fois ressemblait et différait subtilement de celle qui a propulsé Hillary Clinton à l'investiture en 2016.

Un coup d'œil aux résultats locaux des deux élections suggère que Sanders a été battu par trois facteurs clés en 2020. Premièrement, malgré un effort substantiel, la campagne de Bernie a eu du mal à percer auprès des électeurs noirs, ce qui s'est avéré être un problème bien plus insoluble qu'il n'y paraissait il y a quatre ans. Deuxièmement, et de façon connexe, malgré un succès considérable dans l'obtention du soutien de la classe ouvrière par rapport

à 2016 – principalement avec les électeurs latinos – la campagne n'a pas réussi à générer une plus grande participation des électeurs de la classe ouvrière de toutes les races. Enfin et surtout, Bernie a été submergé par une forte participation de la population la plus dynamique du Parti démocrate : les anciens électeurs républicains des quartiers de banlieue, majoritairement blancs, riches et très diplômés.

Examinons maintenant ces trois facteurs.

La lutte pour gagner des électeurs noirs

Après la campagne de 2016, où les luttes de Sanders avec les électeurs noirs lui ont coûté cher, la campagne de 2020 a fait une série d'efforts bien documentés pour courtoiser les Afro-Américains, tant sur le fond que sur le plan du style. L'objectif, comme Adolph Reed Jr et Willie Legettte l'ont soutenu (15), n'a jamais été de remporter un « vote noir » singulier, homogène et mythique, mais de convaincre beaucoup plus d'électeurs noirs pour pouvoir participer sérieusement à une primaire démocrate.

En 2019, la campagne a sorti un plan ambitieux pour financer les universités et collèges historiquement noirs. Avec le soutien d'universitaires (comme Darrick Hamilton) et de leaders (comme à Jackson, Mississippi, le maire Chokwe Antar Lumumba), Sanders a dénoncé le fossé racial en matière de richesse et a présenté des plans substantiels pour le combler. Sa campagne a consacré des ressources à la Caroline du Sud, que Sanders a visité plus de fois que Joe Biden ou Elizabeth Warren ; Bernie a participé lui-même à l'émission matinale de hip-hop à New York, « *The Breakfast Club* », et a dit que sa campagne de 2016 avait été « *trop blanche* » (16).

Rien de tout cela ne semble avoir permis de réaliser une différence appréciable. En Caroline du Sud, où Sanders a gagné 14 % des électeurs noirs en 2016, les sondages de sortie des urnes ont montré qu'il en avait gagné 17 % en 2020 (17). Dans les cinq comtés de l'État dont la population noire dépasse 60 %, Sanders a augmenté sa part de vote de 11 à 12 %.

Le Super Tuesday et au-delà n'ont pas été meilleurs pour Sanders. Dans le Sud rural, de l'est de la Caroline du Nord à l'ouest du Mississippi, Sanders a lutté pour franchir le seuil des 15 % dans les comtés à majorité noire. Dans certains quartiers urbains noirs, comme Northside Richmond et le Third Ward de Houston, il a fait de petits progrès par rapport à son niveau de référence de 2016, remportant parfois jusqu'à un tiers des voix ;

mais dans d'autres, comme le sud-est de Durham et le nord de Saint-Louis, Sanders a fait encore pire. Dans l'ensemble, Biden l'a très largement dépassé comme Clinton l'avait fait quatre ans plus tôt.

Après la campagne de 2016, il était encore possible d'affirmer, avec optimisme, que les préférences des électeurs noirs reflétaient l'avantage de Clinton en matière de connaissance du nom et de ressources, ainsi que la nécessité pour Sanders de se concentrer sur les primaires en Iowa et au New Hampshire. Les meilleures enquêtes ont toutes montré un soutien fiable et enthousiaste des Noirs pour les points essentiels du programme social-démocrate de Bernie. Avec un meilleur message et un investissement plus sérieux dans la sensibilisation des électeurs, un candidat de la gauche de combat pourrait sûrement franchir le « *pare-feu* » de l'establishment démocrate et gagner une grande partie des électeurs noirs.

Bernie Sanders ne fut pas ce candidat, ni en 2016 ni en 2020. Mais après des années de lutte, il est temps de revoir l'hypothèse selon laquelle une meilleure politique, de meilleurs messages et des tactiques meilleures suffisent pour qu'un socialiste surmonte le soutien des électeurs noirs à l'establishment Démocrate. Après tout, Sanders est loin d'être le seul candidat de gauche qui ait lutté sur ce front.

Lors de l'élection du maire de Chicago en 2015, Rahm Emanuel a battu Chuy García avec d'énormes marges parmi les électeurs noirs ; le même schéma a été visible dans les élections pour le poste de gouverneur en Virginie, dans le New Jersey, dans le Michigan et à New York, où les électeurs noirs ont massivement soutenu Ralph Northam, Phil Murphy, Gretchen Whitmer et Andrew Cuomo contre des outsiders progressistes. Dans la campagne pour le poste de procureur du Queens l'année dernière, Melinda Katz a à peine dépassé Tiffany Cabán avec pourtant le fort soutien des électeurs noirs du Southeast Queens.

De même, les candidats noirs anti-establishment n'ont pas forcément obtenu de meilleurs résultats chez les électeurs noirs des primaires. La récente victoire de Jamaal Bowman sur Eliot Engel est une victoire significative et inspirante pour la gauche, mais peu de candidats de gauche ont eu l'avantage d'affronter un adversaire blanc parachuté dans une circonscription majoritairement noire. Bien plus souvent, dans des circonstances différentes, le résultat a été contraire. Dans l'élection à la mairie d'Atlanta en 2017, l'affairiste Keisha Lance Bottoms favori du parti a écrasé Vincent Fort, qui avait été soutenu par Bernie

15. *Common Dreams* du 4 mars 2020.

16. <https://www.cleveland.com/news/2019/03/bernie-sanders-admits-2016-presidential-campaign-was-too-white.html>

17. *Vox* du 3 mars 2020.

Sanders et Killer Mike [un rappeur]. Et dans les élections au Congrès – depuis St. Louis et Chicago jusqu'à Columbus, Ohio et le comté de Prince George, au Maryland, les campagnes de militants noirs de gauche n'ont pas réussi à percer, les électeurs noirs ayant finalement aidé les candidats sortants soutenus par l'establishment à remporter les élections.

Le soutien des électeurs noirs aux Démocrates officiels est une tendance plus large dans la politique américaine — une tendance dont le statut se rapproche de celui d'un fait essentiel — et elle ne peut être expliquée en se référant au seul Bernie Sanders.

Après 2016, certains ont expliqué que mettre plus clairement l'accent sur la justice raciale et faire plus d'efforts pour séduire les activistes pourraient stimuler une campagne de gauche auprès des électeurs noirs. Mais la campagne de 2020 n'a pas apporté beaucoup de preuves de cette affirmation, que ce soit dans la performance de Sanders ou dans les frustrations de la campagne d'Elizabeth Warren, dont le programme mettait l'accent sur la mortalité périnatale des Noires, sur des subventions pour les entreprises appartenant à des Noirs et sur des réformes ciblées pour aider les « *agriculteurs de couleur* » (18).

Cette rhétorique a gagné en masse les organisateurs noirs mais pratiquement aucun vote noir : parmi les Afro-Américains, les sondages à la sortie des urnes ont montré que Warren était à la traîne non seulement de Biden et Sanders mais aussi de Bloomberg, dans tous les États, y compris le sien. Dans les comtés ruraux à majorité noire de Caroline du Nord, les agriculteurs de couleur n'ont pas voté pour Warren – ceux qui ont fait le choix de voter « *aucune préférence* » étaient plus nombreux que ceux votant pour elle (19).

Une autre opinion populaire est que les électeurs noirs ont le plus à craindre de Donald Trump et des Républicains, et ont donc tendance à favoriser les candidats modérés, conventionnellement « *éligibles* ». Mais alors que les inquiétudes concernant ses possibilités d'être élu ont certainement joué un rôle clé dans la défaite de Bernie en 2020, il y a peu d'éléments qui suggèrent que cela a plus d'importance pour les Démocrates noirs que pour les Démocrates blancs (du moins les sondages suggèrent le contraire). La crainte d'une défaite aux élections générales ne peut pas non plus expliquer pourquoi les électeurs noirs ont préféré Joe Crowley à Alexandria Ocasio-Cortez, Andrew Cuomo à Cynthia Nixon, ou les dirigeants de l'establishment dans d'autres circonscriptions dominées par les Démocrates

où les Républicains sont totalement bannis de la vie politique.

Le phénomène ne peut pas non plus s'expliquer par un réel conservatisme idéologique, ni par une réelle hésitation à apparaître favorables à une politique de redistribution matérielle. En fait, le pourcentage des électeurs noirs qui soutiennent l'assurance maladie pour tous est plus élevé que dans presque tous les autres groupes démographiques du pays.

En revanche, le conservatisme institutionnel de la plupart des élus noirs continue de peser contre la politique de gauche. De puissants hommes politiques noirs comme Jim Clyburn et Hakeem Jeffries, comme l'a souligné Perry Bacon Jr., soutiennent l'establishment parce qu'ils « *font partie de l'establishment* » (20). Le Caucus noir du Congrès n'a pas essayé de dissimuler son hostilité féroce aux défis primaires de la gauche, même lorsque les candidats progressistes étaient noirs, comme Bowman et Mckayla Wilkes, et que les centristes sortants étaient blancs, comme Engel et Steny Hoyer.

Il est déjà difficile de surmonter l'opposition quasi unanime des dirigeants noirs élus, mais le problème des militants de gauche est encore plus grand : il est difficile de gagner des électeurs noirs en se présentant contre un establishment du parti dont la figure prééminente est toujours, après tout, le premier président noir des États-Unis. À l'ère Obama, comme l'a montré la campagne de Joe Biden pour les primaires, les électeurs noirs peuvent être bien davantage motivés par des appels à la continuité institutionnelle que par l'identité du candidat (comme l'a vécu Kamala Harris) ou son idéologie politique.

Après cinquante ans à vivre dans un système où le changement matériel profond semble presque impossible – et la politique noire, comme beaucoup d'autres zones de la politique, est devenue en conséquence largement affective et transactionnelle – ce sentiment est compréhensible. Les électeurs noirs, bien sûr, doivent être un élément essentiel de toute majorité de la classe ouvrière. Mais tant que chaque figure politique noire ayant un statut institutionnel important reste liée à la direction du parti d'Obama et s'investit dans l'utilisation de ce lien pour repousser la gauche, les candidates et candidats anti-establishment seront confrontés à des difficultés.

S'il y a de l'espoir pour la gauche ici, c'est que le soutien noir aux Démocrates de l'establishment reste tenace plutôt qu'enthousiaste – un soutien fort d'un groupe relativement petit parmi les électeurs des primaires. Mis à part les vantardises de sa campagne reprises par la presse, il n'y a pas eu

de poussée de la participation noire pour Joe Biden. Au cours des primaires de mars, même si la participation globale des Démocrates a augmenté par rapport à 2016, elle a chuté dans les quartiers noirs du pays. Dans le Michigan, la participation des Démocrates s'est accrue de plus de 350 000 voix, mais s'est effritée dans les première et deuxième circonscriptions de Flint, où le taux de participation est passé de plus de 25 % des électeurs inscrits à moins de 21 %. Des baisses semblables par rapport à 2016 ont été enregistrées à Ferguson (Missouri), dans le quartier nord de St. Louis (Missouri), dans ceux de Kashmere Gardens, Sunnyside et Crestmont Park de Houston, et dans celui de Southeast de Durham, même si le taux de participation des Démocrates à l'échelle de l'État a grimpé en flèche dans le Missouri, au Texas et en Caroline du Nord.

Cela suit une tendance déjà évidente lors des élections générales de 2016, dans lesquelles les électeurs noirs pauvres et ouvriers – comme les électeurs de la classe ouvrière en général – semblent constituer une part de plus en plus petite de la coalition électorale Démocrate active.

Ce n'est pas une consolation pour Bernie Sanders, dont la campagne était fondée sur sa capacité à contribuer à la participation de la classe ouvrière à la politique. Mais cela suggère que, d'une certaine manière, les luttes de la gauche pour les électeurs noirs sont le symptôme spécifique d'une maladie plus générale. La campagne Sanders, tant par ses forces remarquables que par ses faiblesses finalement fatales, a mis en lumière le problème plus large qui a frappé la politique de gauche dans une grande partie du monde développé : l'incapacité à mobiliser, et encore moins à organiser, la majorité des travailleurs.

Complexités de la classe ouvrière

C'est peut-être le fait central de la politique transatlantique de ces cinquante dernières années. Dans son récent ouvrage, *Capital et Idéologie* (21), Thomas Piketty propose un résumé efficace du problème de fond : depuis les années 1960, les partis de centre-

18. Cf. <https://elizabethwarren.com/plans/equity-farmers-of-color>

19. *The New York Times* du 3 mars 2020.

20. Perry Bacon Jr., « Charles Booker, Jamaal Bowman And The 7 Competing Camps In Black Politics », *FiveThirtyEight* du 1^{er} juillet 2020 : <https://fivethirtyeight.com/features/charles-booker-jamaal-bowman-and-the-7-competing-camps-in-black-politics/>

21. Thomas Piketty, *Capital et Idéologie*, Seuil, Paris 2019.

gauche en Europe et en Amérique du Nord ont perdu le soutien de la classe ouvrière traditionnelle, se transformant en une « *gauche brahmane* », qui dépend essentiellement du vote des diplômés. (Les partis conservateurs, bien qu'ils gagnent davantage de votes de la classe ouvrière, restent largement sous l'emprise d'une « *droite marchande* » dominée par la bourgeoisie.)

Les causes de ce glissement à gauche sont en débat : Piketty, avec *Jacobin* et d'autres critiques socialistes, blâme le capitalisme mondialisé, le déclin du travail organisé et le virage politique centriste des principales directions de parti ; cependant, de nombreux libéraux – ironiquement rejoints par la droite « *populiste* » – ont tendance à souligner le conservatisme culturel croissant des majorités ethniques au sein de la classe ouvrière.

Dans la mesure où Bernie Sanders visait à inverser cette tendance mondiale au cours de deux primaires présidentielles, il a échoué. Pourtant, la dynamique de cet échec est plus complexe que ce que la plupart des analyses ont admis jusqu'à présent.

Par rapport à 2016, la campagne de Sanders en 2020 a été confrontée à ce que les experts appellent « *la classe ouvrière blanche* » : des électeurs blancs sans diplôme universitaire. Contre Hillary Clinton, la force de Bernie avec cette part de l'électorat primaire l'a propulsé vers la victoire dans des États comme l'Indiana et la Virginie occidentale. Mais au printemps 2020, comme l'ont souligné de nombreux analystes (22), Joe Biden a renversé la situation de Sanders et l'a carrément battu dans les comtés à prédominance de classe ouvrière blanche des grandes régions du Sud et du Midwest.

Rétrospectivement, il semble évident que la force de Sanders dans ces régions était due en partie à la conjoncture particulière de la campagne de 2016. Les caucus à faible participation ont fait surestimer le soutien réel de Bernie dans les régions rurales des États

comme le Maine, le Minnesota et Washington ; une profonde hostilité envers Clinton, comme certains le soupçonnaient à l'époque, semble avoir fait grimper son total de votes partout, et en particulier dans les régions conservatrices comme les Appalaches, les Ozarks et les Grandes Plaines.

Le principal adversaire de Bernie en 2020 était beaucoup plus fort sur ce terrain. Bien que le bilan réel de Biden au Sénat soit celui d'un bourgeois néolibéral exemplaire – indifférent, sinon hostile aux intérêts de la classe ouvrière – une combinaison d'âge, de ruse et d'imbécillité bon enfant lui a permis, même et peut-être surtout au cours de ses années de déclin, de produire l'impression qu'il faisait partie d'une espèce disparue, qu'il était un Démocrate New Deal, suffisamment expérimenté pour connaître son chemin à Washington mais toujours prêt à donner un coup de main aux « *petits* ». À cet égard, la campagne Sanders savait dès le départ que Biden serait un rival redoutable pour les votes de la classe ouvrière, qu'elle soit blanche ou noire.

Mais la différence de loin la plus significative entre 2016 et 2020 est la présidence sortante de Donald J. Trump. Depuis la création du système moderne des primaires, la présence à la Maison Blanche d'un rival a presque toujours conduit les partis d'opposition à choisir des candidats perçus comme modérés et sûrs d'être élus : Mitt Romney en 2012, John Kerry en 2004, Bob Dole en 1996, Bill Clinton en 1992 et Walter Mondale en 1984, tous s'inscrivent dans ce moule. (La seule exception partielle est Ronald Reagan en 1980, mais le président sortant qu'il a affronté, Jimmy Carter, était si faible qu'il n'a même pas pu éviter une sérieuse contestation primaire de sa part). Des candidats apparemment plus risqués comme Trump et Barack Obama, avec des relations plus ambivalentes avec l'establishment de leur parti, n'ont prospéré que lors d'élections en « *années ouvertes* ».

La présence du président sortant a entravé les challengers aux primaires pendant quarante ans, mais jamais autant qu'en 2020, lorsqu'une majorité dominante de Démocrates a estimé que battre Donald Trump était plus important que toutes les autres questions réunies (23). Même en 2004, bien moins de la moitié de cet électorat démocrate mémorablement nerveux a déclaré que battre George W. Bush était le plus important.

Toute tentative d'expliquer la défaite de Bernie principalement par la désertion des travailleurs blancs doit prendre en compte le fait plus général que Sanders a perdu du terrain face à Biden dans chaque groupe d'é-

lecteurs blancs. (Plus le groupe était riche, plus il perdait du terrain – je reviendrais plus loin sur cette question.) Un effet général du Président sortant, comme Dustin Guastella l'a fait valoir dans *Jacobin* (24), était bien plus important que toute question spécifique de tactique de campagne ou de signalétique culturelle.

En fait, il est facile de surestimer l'ampleur de la défaite de Bernie parmi la dite « *classe ouvrière blanche* ». Dans pratiquement tous les États, Sanders a mieux réussi chez les électeurs blancs sans diplôme universitaire que chez leurs homologues plus instruits. Dans l'Iowa, le New Hampshire, le Nevada, la Caroline du Sud, la Californie, le Texas, le Colorado et le Vermont, Sanders a en fait dépassé ou égalisé Biden parmi les électeurs blancs sans diplôme (25). Partout aussi, Sanders a fait encore mieux avec les hommes blancs de la classe ouvrière, en les remportant haut la main dans tous les États précités, plus la Caroline du Nord, le Tennessee, le Maine et Washington. Dans le Michigan et le Missouri, Sanders a perdu moins de 5 points par rapport à Biden chez les hommes blancs sans diplôme – mais Biden a gagné les femmes de ce groupe, respectivement de 17 et 30 points (26).

Les difficultés particulières de Bernie en ce qui concerne les femmes – selon les sondages, beaucoup plus soucieuses que les hommes de battre Trump – suggèrent en outre que le déclin de son soutien dans la classe ouvrière blanche avait moins à voir avec la culture ou l'idéologie qu'avec une perception d'éligibilité.

Une analyse sérieuse de l'évolution de la coalition Sanders doit également prendre en compte l'énorme groupe que Bernie a conquis cette année – les électeurs latinos, la partie de l'électorat ouvrier américain qui connaît la croissance la plus rapide. Dans tout le Sud-Ouest, du Rio Grande au Texas à la Central Valley en Californie, Sanders a dominé les quartiers latinos (27) qu'il avait pour la plupart perdus contre Hillary Clinton en 2016. Dans les quartiers très latinos, de East Los Angeles à Northside Houston, « *Tío Bernie* » (oncle Bernie) a souvent remporté plus de voix que Biden, Bloomberg et Warren réunis.

Ce n'était pas un phénomène régional, ni limité aux zones mexicano-américaines. Sanders a également remporté une grande victoire auprès des électeurs d'origine portoricaine et dominicaine de la classe ouvrière à Holyoke et Lawrence, Massachusetts, ainsi que dans les quartiers d'immigrants d'Amérique centrale du centre de Los Angeles et du sud-ouest de Houston.

Dans presque tous ces endroits, Sanders

22. Ella Nilsen, « Biden turned out a new, key group on Tuesday : Working-class white voters », *Vox* du 11 mars 2020.

23. <https://thehill.com/hilltv/what-americas-thinking/444295-poll-democratic-voters-prioritize-defeating-trump-over-their>

24. Dustin Guastella, « Where Do We Go After Last Night's Defeat ? », *Jacobin*, 11 mars 2020.

25. <https://www.theatlantic.com/politics/archive/2020/03/joe-bidens-super-tuesday-wins-against-bernie-sanders/607429/>

26. <https://www.independent.co.uk/news/world/americas/us-politics/michigan-primary-result-joe-biden-bernie-sanders-hillary-clinton-democratic-nomination-a9393261.html>

27. Nicole Narea, « Latino voters might saved Bernie Sanders's campaign », *Vox*, 4 mars 2020.

a dû surmonter l'opposition de la classe politique latino, qui ne lui était guère plus favorable que l'establishment politique noir. Début mars, Sanders n'avait reçu que deux soutiens du Caucus hispanique du Congrès ; Biden en avait quatorze. Pourtant, il n'existe pas de « *Obama latino* », et les liens institutionnels qui lient les électeurs latinos à l'establishment Démocrate pourraient être relativement faibles, comme cette année nous l'indique.

En fin de compte, peu de dirigeants latinos élus ont fourni leurs électeurs à Biden. Dans les quatre districts du Congrès de Californie du Sud représentés par Lucille Roybal-Allard, Lou Correa, Tony Cárdenas et Juan Vargas – tous partisans de Biden – Sanders a battu ses multiples rivaux avec une majorité absolue des voix.

En termes numériques, les énormes gains de Bernie chez les Latinos pourraient bien avoir compensé le déclin de son soutien dans la classe ouvrière blanche. Et étant donné que Sanders a gagné ces électeurs en grande partie en insistant sur les questions de redistribution – « *du pain et du beurre* » – que les électeurs latinos apprécient le plus, il se pourrait bien que la coalition Sanders 2020, bien que plus petite que la version 2016, était en réalité encore plus pleinement ancrée dans la classe ouvrière américaine. Certes, compte tenu de ce changement significatif, il est trop tôt pour écrire des épitaphes sur la possibilité d'une politique de classe au sein du Parti démocrate.

Pourtant, même ce côté positif comporte une inévitable touche de gris. Sanders a remporté une victoire écrasante dans les zones à majorité latino, mais généralement sans que la participation électorale y augmente. Dans le quartier ouvrier où est élue Roybal-Allard au sud de Los Angeles, que Bernie a remporté avec près de 57 % des voix (28) – sa meilleure circonscription électorale du pays –, près de dix mille électeurs de moins qu'en 2016 se sont rendus aux urnes. Le même schéma s'est produit dans plusieurs des régions les plus fortes de Bernie en Californie du Sud. Et dans la Rio Grande Valley du Texas et dans les quartiers à majorité latine de Houston, Sanders a remporté une victoire décisive, mais la participation globale aux primaires démocrates (en pourcentage des électeurs inscrits) est restée stable ou a diminué par rapport à 2016.

Cela suggère que les efforts de sa campagne pour sensibiliser les Latinos ont réussi à convaincre de sauter dans le bus de Bernie une grande part des électeurs Clinton de 2016 – un exploit en soi impressionnant – mais ont moins bien réussi à faire entrer en politique de nouveaux électeurs latinos de la



classe ouvrière. L'autre possibilité, qui n'est pas plus inspirante, c'est que les nouveaux électeurs latinos que Sanders a gagnés ont été compensés par un nombre tout aussi important d'électeurs qui ont abandonné le vote aux primaires en 2020.

Ce n'est qu'un élément de plus du problème fondamental auquel est confronté tout effort pour présenter des candidats de gauche au sein du Parti démocrate : le déclin relatif de la participation politique de la classe ouvrière – qu'elle soit noire, brune ou blanche.

De la Patagonie à Halliburton

Dans la presse grand public, la défaite de Sanders dans le Michigan, le Waterloo de sa campagne 2020, a été largement attribuée à la désertion des électeurs de la classe ouvrière qui l'avaient propulsé vers la victoire il y a quatre ans. Pourtant, parmi les électeurs du Michigan gagnant moins de 50 000 dollars par an, il a battu Joe Biden de 7 points – une marge plus importante qu'en 2016, lorsqu'il avait battu Hillary Clinton de seulement 3 points dans ce même groupe (29).

Sanders n'a pas du tout été battu par les électeurs à faibles revenus, qui lui ont apporté un solide soutien dans le Michigan et ailleurs. Le véritable coup de marteau n'est pas venu non plus des électeurs de la classe ouvrière ou de la classe moyenne inférieure, quels qu'ils soient. Il est venu, avec une force dévastatrice, des banlieues riches.

Dans le comté de Wayne à Detroit, Sanders a perdu avec presque la même marge que celle qu'il avait en 2016 (30). Dans le comté de Macomb, habité par la classe moyenne Démocrate qui avait voté pour Reagan et Obama-Trump, Sanders a pris un sérieux coup, perdant par vingt mille voix de plus qu'en 2016. Mais dans les banlieues riches et instruites du comté

d'Oakland – le comté le plus riche du Michigan – le déficit de Bernie s'est creusé de cinquante mille voix.

Un examen plus approfondi des résultats de la circonscription de trois petites communautés du Michigan met cela encore plus en évidence. Les deux quartiers ouvriers du nord-ouest de Flint, y compris certains des quartiers où les enfants étaient notoirement exposés au plomb dans l'eau potable, sont noirs à environ 90 %. Les sept quartiers du nord de Bay City, près de Saginaw, sont blancs à 85 %, mais comme Flint, la ville a été punie par la désindustrialisation, et en particulier par le déclin de General Motors (GM). Pendant ce temps, la ville prospère de Birmingham, dans le comté d'Oakland – ville d'origine de l'acteur et spéculateur immobilier Tim Allen – se targue d'avoir des valeurs médianes de propriétés (488 000 dollars) et des niveaux de revenus (117 000 dollars) trois à cinq fois supérieurs à ceux de Bay City ou de Flint.

Les trois quartiers sont largement acquis aux Démocrates, qui y comptent entre 16 900 et 18 100 électeurs inscrits. Dans les quartiers nord-ouest de Flint, où le taux de participation a baissé, Biden a en fait obtenu 600 voix de moins que Clinton en 2016. Dans la partie nord de Bay City – y compris le quartier ouvrier où Madonna Louise Ciccone est née, fille d'un employé de la GM – Biden a recueilli 300 voix de plus que Clinton, juste assez pour battre Sanders dans toute la ville. Mais à Birmingham, où dominent les grands jardins clôturés et les méga-garages, Biden a récolté près de 2 300

28. Katelyn Burns, « The Bernie Sanders coalition turned out in California », *Vox*, 4 mars 2020.

29. <https://www.nytimes.com/interactive/2020/03/10/us/elections/exit-polls-michigan-primary.html>

30. <https://www.mlive.com/public-interest/2020/03/how-bernie-sanders-lost-michigan-to-joe-biden.html>

votes – plus qu’assez pour enterrer Bernie Sanders sous un tas de biens de luxe.

Le même schéma s’est produit dans chaque État et zone métropolitaine où un vote primaire a eu lieu. Des communautés de retraités en bord de mer sur la côte de Caroline du Sud, aux domaines avec manoirs colonnades de Contra Costa, en Californie, partout où la participation Démocrate a grimpé à partir de 2016, elle a été la plus forte dans les banlieues les plus riches et les plus blanches, qui ont jeté leur poids collectif contre Bernie Sanders.

En Caroline du Nord, où le total des votes démocrates a chuté depuis les marais à l’est jusqu’aux montagnes de l’ouest, les riches banlieues de Raleigh et Charlotte ont connu des hausses de 40 % à 50 % en comparaison avec 2016. Dans le Missouri, où le vote a diminué à Ferguson et dans les Ozarks, il a augmenté de 50 % dans les quartiers des country clubs du comté de St. Louis. Et dans le riche comté de Fairfax, en Virginie, l’archétype de la stratégie suburbaine des Démocrates au XXI^e siècle, le vote primaire a grimpé de 70 %, avec près de cent mille nouveaux électeurs qui ont rejoint Biden.

Dans de nombreuses régions, la puissance de la poussée suburbaine était telle que même les très petites communautés riches ont eu un impact plus important sur l’élection que des zones ouvrières beaucoup plus importantes. Dans le Massachusetts, par rapport à 2016, Sanders a perdu plus de voix face à Biden et Bloomberg dans trois villes de luxe de la rive sud – Hingham, Duxbury et Norwell (population totale : 51 753) – que dans tout le comté de Hampden, où se trouve la ville de Springfield et ses banlieues ouvrières (population : 466 372).

L’automne dernier, alors qu’Elizabeth Warren était en tête des sondages des Démocrates, le débat a tourné autour du rôle des « *Démocrates de Patagonie* », c’est-à-dire des libéraux aisés vivant dans des quartiers défavorisés et qui avaient adhéré au programme politique planifié par Warren. Comme de nombreux partisans de Sanders, j’étais sceptique quant à l’affirmation selon laquelle de tels électeurs de la classe moyenne supérieure – quoi qu’ils disent aux enquêteurs – pourraient vraiment servir de base électorale pour un programme de redistribution.

Mais rétrospectivement, ni *Jacobin* ni *Vox* n’ont anticipé la véritable histoire des primaires de 2020, qui n’ont pas impliqué

des libéraux à la Warren, mais une tribu beaucoup plus conservatrice de riches banlieusards – des Républicains mécontents qui, depuis l’élection de 2016, se sont jetés à corps perdu dans la politique du Parti démocrate. Partout dans la Sun Belt [ceinture du Soleil : les États prospères du sud et de l’ouest des États-Unis] – depuis les entrepreneurs de la défense de Virginie du Nord jusqu’aux géants pétroliers du Texas et de Californie – Joe Biden a été promulgué non seulement par les « *Démocrates de Patagonie* », mais aussi par les nouveaux Démocrates / tendance Chevron, Raytheon et Halliburton [les plus grandes entreprises étatsuniennes].

Après 2016, « *Never Trump Republican* » (le Républicain jamais pour Trump) est devenu une *punchline* de gauche – dans un parti où Trump jouissait d’une approbation de 90 % (31), des éditorialistes comme Jennifer Rubin et David Frum semblaient régner sur un staff qui était plus nombreux que leur lectorat. Mais en 2020, ce sont ces néoconservateurs « *jamais trumpistes* » qui ont eu le dernier mot. Habilement rebaptisés « *experts modérés* », pardonnés pour leurs encouragements à la guerre en Irak, et placés sur des plateformes surdimensionnées dans les médias bourgeois libéraux, leur auditoire véritable s’est avéré n’être pas du tout Républicain, mais celui des banlieusards aisés des États charnières, qui partageaient à la fois un dégoût culturel pour Trump et une opposition matérielle à Sanders.

Bien que la participation électorale aux primaires des Démocrates ait augmenté partout dans les banlieues riches, depuis la Silicon Valley jusqu’à l’agglomération de Boston, un schéma clair s’est dégagé : plus la banlieue était riche et conservatrice, plus ces augmentations étaient spectaculaires. En Virginie, l’étonnante augmentation de 70 % dans le comté de Fairfax a été dépassée par le comté voisin de Loudon – le comté le plus riche des États-Unis – où la participation a presque doublé par rapport à 2016.

Une fois de plus, l’image est plus vivante au niveau du quartier. Dans la métropole de Houston, Biden a réalisé certains de ses gains les plus impressionnants dans des banlieues riches et traditionnellement républicaines comme Bellaire et West University Place, qui a basculé de Mitt Romney (Républicain) à Hillary Clinton en 2016 et a contribué à l’élection de la démocrate Lizzie Pannill Fletcher au Congrès en 2018. La participation aux élections primaires dans ces quartiers a doublé par rapport à il y a quatre ans, ce qui témoigne du succès de l’effort concerté des Démocrates pour conserver l’électorat de Romney-Clinton.

Et en termes relatifs, les gains les plus stupéfiants en matière de participation ne se sont pas produits dans les circonscriptions de Houston que les Démocrates ont gagnées en 2016 ou 2018, mais dans celles qu’ils ont perdues. Dans les districts pétroliers extrêmement riches et conservateurs de River Oaks, Afton Oaks et Tanglewood – le quartier où Jeb et George W. Bush ont grandi – la participation à la primaire démocrate a souvent triplé, la quasi-totalité des voix allant à Biden ou Bloomberg.

Certains de ces électeurs ont certainement voté lors d’une primaire démocrate ouverte seulement parce qu’il n’y avait pas de compétition républicaine attirante (en ce sens, l’effet du président sortant a eu un autre impact massif sur la campagne Sanders de 2020). Et si Trump est répudié de manière convaincante en novembre, une fraction de ces riches banlieusards pourrait tenter de revenir vers un Parti républicain assagi.

Cependant, un plus grand nombre d’entre eux semblent susceptibles de rester en tant que Démocrates/Halliburton. La poussée électorale des banlieues de 2020 s’inscrit dans un schéma plus large : dans le quartier historique de la famille Bush – Tanglewood – les Démocrates ont remporté moins de 18 % des voix aux élections générales de 2012, mais près de 30 % en 2016 et plus de 34 % en 2018. En 2020 leur part devrait être plus importante encore (32).

Ces dernières semaines, alors même que les Démocrates ont cherché à se présenter comme le parti de George Floyd, il est intéressant de savoir que le quartier River Oaks à Houston – où vivent le pasteur télévangéliste Joel Osteen et l’ancien PDG d’Enron Jeffrey Skilling – se vante maintenant d’une participation plus élevée aux primaires démocrates que le quartier Third Ward, où Floyd est né et a grandi.

Aux États-Unis, du moins, la marge entre la « *gauche brahmane* » de Piketty et la « *droite marchande* » est plutôt floue au sommet de la pyramide des richesses et elle s’estompe de plus en plus. Non seulement de nombreux princes marchands de la classe des milliardaires – peut-être une majorité, en dehors d’une poignée d’industries extractives – sont déjà Démocrates, mais leurs vassaux, dans les entreprises des zones métropolitaines prospères de Houston à Charlotte et à Grand Rapids, sont maintenant eux aussi Démocrates.

Cette année, les Démocrates/Halliburton pourraient bien avoir fait basculer l’élection contre Bernie Sanders. Avec leurs voix amplifiées par les médias de prestige et leurs votes courtisés par les principaux candidats, ils ont contribué à faire en sorte que les

31. <https://thehill.com/hilltv/rising/476978-trump-support-among-republicans-reaches-all-time-high-in-poll>

32. Le 3 novembre 2020, dans ce quartier Biden a obtenu presque 38 % des suffrages.

Démocrates sortent des primaires plus proches du parti de Bill Kristol que du parti de Krystal Ball (33). Il est peu probable qu'ils s'en aillent de sitôt.

III. EMBRYON D'UNE MAJORITÉ

Il ne fait aucun doute qu'il y a des leçons tactiques à tirer de la campagne Bernie 2020, tant en ce qui concerne ses acquis que ses possibles faux pas. Cependant, les principales forces électorales qui ont battu Sanders aux élections – la préférence des électeurs noirs pour l'establishment aux élections primaires, la participation en baisse des Démocrates de la classe ouvrière et l'arrivée massive de riches banlieusards au sein du parti – sont toutes antérieures à Sanders et continueront probablement à vivre au-delà de lui.

Ce que nous avons appris au cours des cinq années de lutte de Bernie, c'est qu'une campagne présidentielle nationale, aussi réussie soit-elle, ne peut à elle seule inverser ou même arrêter ces tendances.

Le socialisme démocratique à la Sanders n'a pas encore obtenu de majorité aux États-Unis, que ce soit au sein du Parti démocrate ou en dehors de celui-ci. Mais le fait de ne pas avoir de majorité n'est pas une excuse pour ne pas en construire une. Et si la coalition Sanders n'était pas prête pour une victoire en 2020, il y a des raisons de croire que sa guerre de cinq ans a mis la réforme social-démocrate sur la voie d'une majorité nationale dans la prochaine décennie.

Dans ses deux campagnes, Sanders a attiré un pourcentage historique des plus jeunes électrices et électeurs, et il les a gagnés non pas grâce à son style ou son charisme mais avec la plateforme idéologique peut-être la plus radicale de l'histoire des primaires démocrates. Son combat de cinq ans a simultanément reflété, galvanisé et façonné la vision du monde de toute une génération d'électeurs – forgeant un lien nouveau et sérieux entre les conditions matérielles des Américains de moins de 45 ans et la marque Sanders de « *social-démocratie de lutte de classe* ».

Comme l'a fait valoir Connor Kilpatrick de *Jacobin*, la position dominante de Bernie parmi les jeunes électeurs est significative pour au moins deux raisons qui devraient façonner la stratégie de la gauche dans la décennie 2020.

Premièrement, malgré le scepticisme compréhensible sur la « *politique générationnelle* », il n'y a tout simplement pas de précédent dans l'histoire des États-Unis d'un candidat idéologique gagnant de jeunes électeurs au même niveau que Sanders – pas George McGovern et certainement pas



Barack Obama, pour qui le soutien des jeunes était beaucoup plus mince et moins bien réparti. Dans la primaire de 2008 contre Hillary Clinton, Obama a remporté les électeurs de moins de trente ans en Californie par 5 points, et au Texas par 20 points. Cette année, face à un plus grand nombre de primaires, Bernie a remporté ce groupe dans ces deux États par au moins 50 points.

Dans ses deux campagnes, Sanders a gagné de jeunes électeurs blancs, il a gagné de jeunes électeurs noirs et il a gagné de jeunes électeurs latinos – ce dernier groupe par des marges extravagantes (84 % !) dans des États comme la Californie. Il est très probable qu'il ait gagné de jeunes électeurs asiatiques, musulmans ou amérindiens avec des niveaux d'enthousiasme similaires.

Deuxièmement, Sanders n'a pas seulement gagné gros avec des enfants fraîchement sortis de l'école : tout au long de ses cinq années de campagne, il a fait preuve d'une force persistante auprès d'électeurs d'âge moyen, autour de la quarantaine. Sur les vingt États qui ont mené des sondages de sortie des urnes, dans seize d'entre eux les électeurs de moins de 45 ans ayant fait le choix de Sanders étaient deux fois plus nombreux que ceux votant pour tous les Démocrates « *modérés* » réunis (Biden, Bloomberg, Buttigieg et Klobuchar).

Dans le Missouri et le Michigan (34), il a gagné chez les électeurs entre 40 et 45 ans. Et dans des États clés comme le Texas, le Massachusetts et le Minnesota, où Bernie a perdu au total, il a quand même réussi à l'emporter chez les électeurs de moins de 50 ans avec des taux à deux chiffres.

Il est notoire que ces jeunes électeurs ne se sont pas allés voter en nombre suffisant pour aider Sanders lors du Super Tuesday et au-delà. Mais la conclusion désinvolte des médias sur ce sujet – selon laquelle le vote des jeunes a en fait diminué en 2020 – était basée sur des sondages de sortie des urnes défectueux en 2016, dont la méthodologie a considérablement changé cette année, ren-

dant les comparaisons grossières sur l'aspect de l'électorat pratiquement sans valeur.

Dans le contexte d'une participation globale en hausse, il est presque certain que le nombre absolu de jeunes électeurs primaires a en fait augmenté en 2020. (En Caroline du Sud, où les chiffres officiels de l'État ont été publiés, plus de quarante mille nouveaux électeurs de moins de 45 ans ont voté pour les Démocrates, et leur taux de participation a également augmenté). Bien qu'ils aient été surpassés par la vague de Démocrates/Halliburton, plus âgés et plus riches, ces nouveaux électeurs plus jeunes se sont montrés à la hauteur des attentes de Bernie, ce qui a contribué à modifier la géographie de sa coalition.

Bien que Sanders ait lutté pour gagner de nombreuses zones rurales qui l'avaient fait battre il y a quatre ans, sa force a en fait augmenté de 2016 à 2020 dans les villes – et en particulier dans les quartiers urbains jeunes, racialement divers et à faibles revenus. Avec des électeurs latinos plus jeunes qui sont maintenant fermement engagés dans sa coalition, Bernie n'a pas seulement balayé les barrios de l'est de Los Angeles, il a remporté des victoires écrasantes dans les quartiers mixtes et à forte densité d'immigrants de San Diego, Denver, Seattle et Las Vegas.

Sanders a montré une force similaire dans les zones urbaines plus jeunes et à faibles revenus partout dans le pays. Dans le neuvième quartier de Minneapolis, majoritairement non-blanc, où George Floyd a été tué, Bernie a obtenu la majorité absolue. Dans les petites villes du Nord-Est et du Midwest, son soutien n'a pas diminué, il s'est renforcé depuis 2016 – les jeunes électeurs urbains aidant Sanders dans les États des premières primaires, et au-delà, de Portland, dans le Maine, à Duluth, dans le Minnesota.

Bien qu'ils aient été facilement décriés par les critiques comme étant un phénomène de « *gentrification de la gauche* », ce ne sont pas les étudiants de troisième cycle, les amateurs de latte, qui ont fait gagner Sanders dans des villes ouvrières comme Manchester, New Hampshire, ou

33. William (Bill) Kristol (né en 1952) est un éditorialiste néo-conservateur, qui après avoir plaidé en faveur de l'invasion de l'Irak, rédigea le discours d'investiture de George W. Bush, a approuvé en 2017 les déclarations du représentant démocrate au Congrès qui dénonçait le décret de Trump restreignant l'entrée sur le territoire américain des ressortissants de certains pays à majorité musulmane. Krystal Marie Ball (née en 1981) est une journaliste démocrate progressiste qui, après avoir été candidate à la députation en Virginie en 2010 autour d'un programme de réformes sociales, puis avoir critiqué Hillary Clinton en 2014, a soutenu Bernie Sanders.

34. <https://circle.tufts.edu/latest-research/joe-biden-wins-young-voters-first-time-2020>

Brownsville, Texas. C'est un groupe beaucoup plus large d'électeurs plus jeunes et surtout urbains, qui gagnent beaucoup moins d'argent et possèdent beaucoup moins de biens que l'électorat du Parti démocrate dans son ensemble, qui a formé le cœur de la coalition Sanders.

La politique en direction de la classe ouvrière peut encore être l'avenir

Partout dans le monde, de la Norvège à la Nouvelle-Zélande, alors que les partis de gauche de la classe ouvrière ont cédé la place à leurs descendants « brahmanisés », la portée et l'horizon de la politique de gauche ont changé. Moins intéressés par une redistribution économique transformatrice – et bien moins capables de la mettre en œuvre, en tout cas – les progressistes contemporains ont mis leur foi et leur énergie dans toute une série d'autres projets, de l'environnement aux questions de représentation culturelle.

Pourtant, les socialistes comme Bernie Sanders comprennent que peu de ces luttes pour la justice peuvent être gagnées, de manière significative ou durable, si elles ne s'accompagnent pas d'un transfert de pouvoir et de ressources à grande échelle, obtenus par une classe ouvrière déterminée.

En soi, la guerre de cinq ans de Bernie n'a pas réussi à réanimer la politique de classe du XX^e siècle. Mais s'il y a un espoir de revenir à l'alignement électoral qui a produit toutes les grandes réformes sociales-démocrates de l'histoire – unissant une classe ouvrière diversifiée autour de demandes pressantes de redistribution – il réside dans la cohorte des électeurs de Sanders âgés de moins de 45 ans.

Non seulement les deux tiers ou plus de ces jeunes Américaines et Américains pauvres soutiennent le programme *Medicare for All* (soins de santé pour tous), l'impôt sur la fortune et d'autres réformes importantes, mais ils ont montré, lors des campagnes primaires de 2016 et de 2020, que ces engagements fondamentaux de redistribution sont suffisamment forts pour guider leurs choix

de vote. Il ne s'agit pas encore d'une majorité socialiste, mais il s'agit peut-être d'une majorité socialiste à l'état embryonnaire.

Et même si la population américaine vieillit, cette majorité embryonnaire s'accroît chaque année et au sein de chaque groupe démographique. Malgré le folklore selon lequel les électeurs deviennent plus conservateurs en vieillissant, le consensus académique est que les préférences idéologiques sont, en fait, assez stables dans le temps. Les *Millennials* plus âgés, enfermés dans une économie de plus en plus inégale, ne semblent pas se diriger vers la droite. La majorité écrasante qui réclame aujourd'hui la sécurité sociale, on peut le parier, la réclamera aussi demain.

Si Bernie Sanders n'était pas destiné à être l'Abraham Lincoln de la gauche du XXI^e siècle, gagnant une révolution politique sous sa propre bannière, il pourrait bien être quelque chose comme notre John Quincy Adams (35) – le « *vieil homme éloquent* » dont les attaques passionnées dans les années 1830 et 1840 contre le pouvoir esclavagiste ont inspiré les radicaux qui l'ont renversé une génération plus tard.

Au cours de la prochaine décennie, cette majorité embryonnaire devra relever au moins deux défis considérables. Tout d'abord, et c'est le plus pressant, elle doit affronter son principal antagoniste au sein de l'électorat des primaires : la coalition des Démocrates / tendance Fairfax-Halliburton, plus âgée, plus riche et toujours plus nombreuse, dont les voix sont courtisées par les dirigeants du parti avec des discours patriotiques, et du concret : des promesses d'allègement fiscal.

À court terme, la piste d'attaque la plus prometteuse se trouve dans les scores des districts législatifs essentiellement urbains, de Los Angeles à Denver et San Antonio, où les jeunes électeurs prédominent et où Sanders a surpassé tous ses rivaux centristes réunis. Les récentes victoires des candidats de gauche radicale à Philadelphie, Pittsburgh, Washington DC et New York suggèrent que la politique démocrate socialiste peut aussi se développer dans les villes du Nord-Est.

Cependant, même à court terme, les jeunes quartiers urbains ne suffiront pas à eux seuls à permettre aux partisans de la gauche à la Sanders de battre les Démocrates/Fairfax au sein du caucus du parti – et encore moins d'exercer un pouvoir fiscal significatif dans les gouvernements des grands États ou au Congrès.

Et à plus long terme, une focalisation au laser sur les quartiers urbains extrêmement libéraux des littoraux – une carte électorale

qui suit les progressistes brahmanisés partout où ils vont – risque d'accélérer la dérive de la gauche, loin des questions fondamentales du pouvoir de classe et de la redistribution matérielle.

Pour certains des activistes brahmanisés, c'est précisément la question. Selon eux, une focalisation rétrograde sur la classe a empêché les progressistes de comprendre que leur base naturelle se trouve chez les banlieusards en col blanc, qui partagent déjà une politique culturelle libérale. « *Je peux prendre quelqu'un qui est profondément préoccupé par le patriarcat et je peux lui faire comprendre comment le patriarcat recoupe le capitalisme* », affirme Sean McElwee, « *bien plus que je ne peux prendre quelqu'un qui est en colère parce que la GM lui a retiré son emploi et lui faire comprendre le socialisme* » (36). Vu sous cet angle, le déclin continu de la participation de la classe ouvrière à la politique pourrait même être quelque chose de positif, car il ferait passer davantage de circonscriptions du Congrès des mains des Républicains à celles des Démocrates.

Sanders avait une théorie différente, et ses campagnes ont réuni une coalition différente, centrée sur les jeunes électeurs à faible revenu, de Brownsville à Duluth. En 2020, cette coalition ouvrière n'a pas suffi pour remporter l'investiture démocrate. Et non, Sanders n'a pas réussi à renverser l'histoire et à ramener le vaste réservoir de travailleurs aliénés et apolitiques à la politique des primaires.

Mais d'ici 2032, les électeurs de moins de cinquante ans de Bernie représenteront probablement une majorité, et certainement une pluralité, au sein de l'électorat du parti. Quelle sorte de gauche sera là pour les accueillir ? S'agira-t-il d'un mouvement progressiste profondément post-Sanders, dont les priorités sont définies par le discours des médias sociaux, les ONG militantes financées par des milliardaires et une relation de travail amicale avec le Parti démocrate bourgeois ? Imaginez Sean McElwee prononçant jusqu'à la fin des temps un discours d'ouverture au Walmart Center for Racial Equity... [Walmart est une très grande chaîne de supermarchés...]

Ou bien est-ce que ce sera une gauche politique qui poursuivra le travail que Sanders a jusqu'ici si noblement avancé, en s'inspirant du discours (37) de Lincoln à Gettysburg ? Une gauche ancrée dans la politique de classe, et qui vise fondamentalement à renforcer les demandes de redistribution matérielle – soins de santé, éducation, emplois et allocations familiales pour tous, payés par les riches ? L'avenir n'est pas encore écrit. ■

35. John Quincy Adams (1767-1848), président des États-Unis de 1825 à 1829, a défendu en 1841 devant la Cour suprême le cas des Africains du navire espagnol *La Amistad* qui en avaient pris le contrôle alors qu'ils étaient transportés comme esclaves. Menacés d'expulsion vers l'Espagne, ils seront finalement libérés.

36. Cf. Simon van Zuylen-Wood, « *Pinkos Have More Fun – Socialism is AOC's calling card, Trump's latest rhetorical bludgeon, and a new way to date in Brooklyn* », *New York Magazine*, 4 mars 2019.

37. Cf. https://fr.wikipedia.org/wiki/Discours_de_Gettysburg

Lincoln, Marx, l'esclavage et la guerre civile

Par
Serge Aberdam*

L'esclavage a été légalement aboli aux États-Unis en 1865, après cinq ans de guerre civile. De nos jours, la situation réelle des Afro-Américains montre que cette abolition a été pour le moins incomplète. Cette histoire nous intéresse d'autant plus que Marx et Engels, avec la Première Internationale, l'ont suivie activement et ont soutenu publiquement le président Abraham Lincoln. Pourtant les différences étaient a priori énormes entre la politique d'indépendance ouvrière des fondateurs du socialisme moderne et le prudent réformisme assumé par un bourgeois conscient, élu par deux fois à la présidence des USA (1860 et 1864).

1. L'esclavage aux États-Unis et les formes de l'accumulation primitive

Les différentes parties de l'Amérique ont été conquises par les puissances européennes à partir des années 1500. La colonisation a entraîné différentes formes de mise en esclavage ou d'extermination des populations indigènes ; d'où le besoin d'importer de la main-d'œuvre, sous des formes variables selon les cas. Dans le cas de ce qui allait devenir les États-Unis, l'extermination des peuples indiens a été combinée avec divers essais d'importation de main-d'œuvre, d'abord européenne puis africaine. Ce qui s'est finalement généralisé dans les grandes exploitations agricoles du Sud et du Centre était un système expérimenté aux Caraïbes : le travail d'esclaves africains amenés de

force par la traite négrière (*commerce triangulaire*). À l'époque de la première révolution américaine (1776-1790), les 13 premiers États de l'Union ne comptent encore que quatre millions d'habitants, dont déjà 700 000 esclaves et pas plus de 60 000 noirs « libres », mal tolérés.

Les jeunes bourgeoisies des 13 États négocient longuement entre elles des institutions communes, dont beaucoup subsistent aujourd'hui. Ces institutions reposent sur l'égalité des droits des citoyens et leur totale liberté d'entreprise, mais aussi sur l'égalité des droits entre les États qui conservent la maîtrise de leurs *lois particulières* : pour beaucoup de ces États, il s'agit d'abord du maintien de l'esclavage, cette forme de propriété privée restant parfaitement légale. La première des républiques modernes connaît donc, à partir de 1790 et pendant 75 ans, à la fois une vie politique démocratique, très originale mais purement blanche, et un esclavage noir de masse. Ce dernier est censé être basé sur la Volonté divine, le Créateur ayant désigné physiquement les Noirs, par leur couleur, pour être des objets de propriété privée, soumis à l'obligation d'un travail non rémunéré.

Depuis les origines de la traite des Noirs, et donc de façon répétée pendant dix à douze générations, les esclaves amenés par les négriers, puis les enfants nés de ce qui devient au XVIII^e siècle un véritable élevage humain, ont subi des violences sociales/raciales/sexuelles d'une ampleur inimaginable. Arrachés à leurs cultures et langues d'origine, ils et elles sont séparés et remélangés à chaque étape des ventes et reventes, pour la création de lots de cheptel

humain conformes aux besoins des planteurs. Cette situation d'extrême déshumanisation est constamment renouvelée dans les plantations, elles-mêmes en constante expansion. Cette destruction répétée de tous les liens interpersonnels rend très difficile l'apparition d'une résistance des esclaves. Comme un peu partout sur le continent, pour atténuer les aspects les plus cruels de leur existence, ils n'ont guère d'autre issue que d'adopter la religion de leurs maîtres, dans le vain espoir d'être traités plus ou moins comme des « chrétiens », et non comme des bêtes.

Aux États-Unis, plusieurs types de rapports sociaux dominent donc, selon les régions. Au Nord-Est, s'est d'abord développée une économie de *comptoirs*, basée sur les fourrures, le bois et l'or. Mais le XIX^e siècle voit arriver massivement les plus pauvres des Européens (Britanniques, Scandinaves, Allemands, Irlandais...) qui fuient la misère et les régimes oppressifs. Vague après vague, tous cherchent un travail quotidien mais la plupart rêvent de trouver de la terre pour devenir des exploitants indépendants, sur un territoire que l'extermination des Indiens permet d'agrandir sans cesse. Ces circonstances donnent naissance à un salariat encore dispersé, qui enrichit rapidement les premiers entrepreneurs, et à une paysannerie de *settlers* puis de *farmers* qui, cherchant à se libérer des landlords qui spéculent sur le foncier, colonisent en masse. Ce sont leurs besoins qui créent un marché intérieur, tirant à sa suite les rapports sociaux capitalistes, d'abord dispersés, puis concentrés.

Ces rapports propres au Nord-Est sont conditionnés par le recul incessant de la *frontière* qui s'éloigne des 13 États d'origine. Mais le monde des plantations esclavagistes du Sud et du Centre-Est est lui aussi



* Serge Aberdam est historien, militant du Nouveau parti anticapitaliste (NPA, France) et de la IV^e Internationale. Cet exposé a été présenté à l'Université d'été du NPA en 2020, pour faire écho au mouvement *Black Lives Matter*. Complété après l'élection de Biden, il vise notre public francophone, pour lui faciliter l'accès à l'énorme production qui existe sur ce sujet.

en pleine expansion. Par la traite puis par l'élevage humain et malgré une mortalité terrible, la population noire asservie passe de 700 000 en 1790 à quatre millions d'âmes en 1860. Les cultures de rente (tabac, sucre de canne, café, térébenthine, coton...) dominent les exportations américaines vers l'Europe, dont la rentabilité a beaucoup augmenté depuis l'invention d'une machine à décortiquer le coton. L'économie esclavagiste du Sud est donc pleinement coloniale. Elle fait la fortune d'environ 3 000 familles de riches planteurs et de leurs dépendants. Il existe un demi-million de *pauvres blancs* qui ne bénéficient pas tous des retombées du système et sont souvent loin de posséder les quelques esclaves « domestiques » qui marqueraient leur supériorité raciale/sociale.

Ce monde esclavagiste est encore en pleine expansion pendant la première moitié du XIX^e siècle. Son commerce est financé par des banquiers du Nord (New York) qui soutiennent discrètement la traite clandestine (progressivement interdite sous pression de campagnes humanitaires) et empochent sur le commerce des produits coloniaux des bénéfices bien supérieurs à ceux qui se font sur les autres échanges entre le Nord et l'Europe. Les dirigeants des États sudistes se projettent dans l'avenir avec l'idée d'agrandir les États-Unis en multipliant les États esclavagistes et en annexant Cuba et la Caraïbe et/ou le Mexique et l'Amérique centrale pour y systématiser l'esclavage de plantation. Ces projets structurent les débats politiques qui vont aboutir à la guerre civile.

2. Des compromis réussis sur l'esclavage, toujours remis en cause

De 1790 à 1860, les États-Unis passent de 13 à 31 États, la population totale passant de 4 à plus de 31 millions, dont désormais 4 millions d'esclaves et déjà plus de 400 000 Noirs libres. La première révolution s'était terminée par le compromis sur l'esclavage, âprement débattu, qui est concrétisé par une règle constitutionnelle majeure, celle des trois cinquièmes. Dans les recensements qui déterminent les effectifs des représentants à élire à la Chambre basse (*House of Representatives*), les esclaves sont comptés : ils « valent » les trois cinquièmes des blancs. Les effectifs d'esclaves, sans aucun droit, contribuent donc à une meilleure « représentation » des États esclavagistes au Congrès. Parallèlement, chaque État élit deux sénateurs et une forte compétition existe donc autour de la création des nouveaux États, esclavagistes ou non. Ce débat

se reproduit à de nombreuses reprises avec de nouveaux « compromis ». Les aristocrates esclavagistes du Sud, bien organisés au travers du *Parti démocrate* réussissent ainsi à étendre largement le domaine de l'esclavage. Ce Parti démocrate agit dans toute l'Union en défendant d'abord les droits des États à conserver leurs *institutions particulières*, dont bien sûr l'esclavage. Il obtient ainsi l'obligation faite aux États « libres » de restituer tout esclave fugitif (1850), puis le droit pour les esclavagistes d'emmener leurs esclaves dans les États où ils déménagent (1857).

Certains des *pères fondateurs* avaient eu l'espoir, en s'appuyant sur l'augmentation de la population globale, de « noyer » progressivement le Sud esclavagiste dans l'Union, en évitant toute épreuve de force autre que l'éviction des nations indiennes. Mais les offensives constantes du Parti démocrate étendent nettement l'esclavage. Les *farmers* indépendants comme les petits patrons et industriels de l'Est et du Nord-Ouest craignent la concurrence du travail gratuit, et leurs ouvriers encore plus. Ils deviennent logiquement abolitionnistes mais tout aussi facilement racistes.

Depuis les origines de l'indépendance américaine, il existe un réel militantisme abolitionniste, très minoritaire, qui se combine souvent avec les premiers mouvements féministes. La cruelle discipline du travail sur les plantations et les limitations rigoureuses imposées à l'instruction cantonnent l'influence de la propagande abolitionniste, qui doit être transmise oralement avec toutes sortes de ruses. Les plantations « rationalisées », c'est-à-dire les plus exterminatrices, ne laissent comme issue aux esclaves que la fuite. Il apparaît donc très tôt des réseaux clandestins d'aide. Le plus connu est l'*underground railroad* qui permet chaque année à quelques milliers de fugitifs, à pied, en péniche ou en carriole, de gagner par étapes les États les plus « libres », ou bien le Canada britannique non esclavagiste. De nos jours, lors de travaux, on découvre encore parfois des « gares » de ces réseaux, des caches d'esclaves fugitifs jadis aménagées clandestinement par des militants. Ces évasions sont l'objet d'une répression féroce : des agents publics (*US Marshall*) et des bandes de chasseurs de têtes y gagnent facilement de l'argent, quitte à enlever au nord des Noirs libres pour les revendre au sud.

Avec la croissance démographique, l'esclavage et le travail libre se confrontent de plus en plus, en particulier dans les États du Centre, là où les deux systèmes se mélangent selon les conditions agricoles (climat, productivité du sol...). C'est aussi là que des

esclaves qualifiés sont loués par leurs propriétaires à d'autres blancs, sans être payés personnellement. Les enjeux de cette confrontation apparaissent lors de la création des nouveaux territoires, préalables à la formation de nouveaux États. En 1854-1855 une véritable guerre civile ravage le Kansas, opposant colons « libres » et hommes de main recrutés par les esclavagistes.

Les échecs subis dans les années 1850 entraînent une radicalisation des abolitionnistes, marquée par la tentative désespérée de John Brown et ses compagnons, qui s'emparent d'un arsenal fédéral en 1859, à Harpers Ferry, dans l'idée que les esclaves vont se rallier en masse à la révolte et forcer le destin d'un seul coup. L'armée écrase la rébellion ; les survivants sont pendus malgré les protestations internationales (Victor Hugo). Ils ont cependant réussi à polariser l'attention des progressistes, et c'est là que nous retrouvons Marx. « *Selon moi, les plus grands événements du monde actuel sont, d'une part, le mouvement américain des esclaves qui a commencé avec la mort de [John] Brown et, d'autre part, le mouvement des [serfs] en Russie. Je viens de lire dans la Tribune qu'une nouvelle insurrection d'esclaves avait eu lieu dans le Missouri : elle a évidemment été réprimée. Mais le signal est donné. Si la situation s'aggrave, "by and by", qu'advient-il de [l'approvisionnement des industries de] Manchester ?* » (Lettre à Engels, 11 janvier 1860).

Les révolutionnaires, vaincus en Europe dans les années 1848-1852, sont relativement nombreux parmi les immigrants récents, mais sont souvent confinés dans des populations germanophones du nord et du centre-ouest. Leur solidarité avec les esclaves est souvent toute théorique. Même les rares membres de la Première Internationale ont du mal à s'orienter entre la défense d'un salariat encore peu organisé et ses dérives racistes : la crainte de la concurrence du travail servile, non rémunéré, rend difficile toute convergence pratique d'un prolétariat en rapide expansion mais profondément divisé. Cette difficulté majeure amène les internationalistes à s'intéresser au tout nouveau *Parti républicain*, fondé en 1854.

Ce parti, encore très fragile, se fonde sur le besoin de mettre un terme à l'extension incessante de l'esclavage, et non sur son abolition. Il s'appuie sur les *farmers*, qui réclament un accès à un sol « libre/gratuit », comme sur les patrons industriels qui visent la généralisation du travail « libre » (mais pas gratuit) et rencontrent ce faisant les revendications élémentaires de leurs ouvriers, qui défendent leurs salaires. Cette alliance est provisoire mais se renforce parce qu'elle cor-

respond à la croissance rapide du pays et de son marché intérieur. L'élimination des nations indiennes fournit par étapes l'espace nécessaire. Les immigrants sont disponibles, assoiffés d'indépendance personnelle, prêts à tout pour la défendre et pour assurer leur survie dans un environnement difficile. L'horizon du maréchal-ferrant évolue vers celui de l'aciériste, celui du menuisier vers les entreprises minières, celui du traitant en fourrures vers la banque... Le projet d'expansion continentale des planteurs esclavagistes menace donc tous les autres rapports sociaux. Pour preuve de la généralité de ce conflit on voit même le *Parti démocrate*, fondamentalement esclavagiste, se diviser sur cette question. Cette division entre démocrates du Nord et du Sud va contribuer, lors de la présidentielle de novembre 1860, à l'élection surprise d'un nouveau venu, le républicain Abraham Lincoln.

3. Guerre civile annoncée, retardée, finalement assumée

Né en 1809 dans la paysannerie laborieuse, habitué aux travaux physiques les plus durs mais aussi juriste autodidacte, Lincoln devient avocat et politicien au début des années 1840. Il se fait connaître en 1858 par son refus de principe de soumettre l'existence de l'esclavage à un vote populaire dans chaque État : pour lui, si une telle décision était prise, elle serait non conforme aux Droits de l'homme et comme telle nulle et non avenue. Il n'est pas pour autant un « *ami des Noirs* ». Il ne défend pas publiquement une abolition générale ni son imposition aux États. Il est intéressé par la logique (raciste) de la colonisation c'est-à-dire le fait de... renvoyer les Noirs en Afrique pour y créer des États du genre de l'actuel Liberia. Il est donc très loin au départ d'envisager que les gens de couleur puissent accéder aux droits politiques, même s'ils sont « *libres* ». Mais il veut clairement en finir avec l'expansion esclavagiste. Ce choix, si modéré qu'il nous paraisse, fait l'effet d'un chiffon rouge pour les partisans les plus résolus de l'expansion indéfinie du servage.

Comme le Parti démocrate se divise à ce sujet, on en vient en novembre 1860 à une élection présidentielle quadrangulaire. Lincoln la gagne de justesse, avec moins de 40 % du vote populaire mais 59 % des Grands électeurs. Défenseur de l'Union et réformiste modéré, ce président paraît alors très faible, enfermé dans les moyens limités d'un État fédéral encore étroitement dépendant des États fédérés. Entre son élection de novembre 1860 et son *installation* en mars



1861, et dans les mois qui suivent, Lincoln cherche d'abord à renforcer son autorité d'arbitre : il multiplie les appels à l'union et propose des processus de sortie de crise fondés soit sur une nouvelle majorité au Congrès soit sur la réunion d'une nouvelle *Convention*, plus démocratique que les votes du Congrès. Pendant ce temps, les dirigeants du Sud construisent méthodiquement une *Confédération* de sept puis huit puis onze États esclavagistes, et préparent activement l'affrontement militaire.

En réalité, Lincoln se comporte comme un joueur qui laisse la mise augmenter : il laisse les dirigeants esclavagistes les plus radicaux forcer la main aux plus modérés et prendre l'initiative de rompre avec l'Union, jusqu'à ce qu'ils l'attaquent militairement. C'est chose faite en avril 1861, avec la prise par les Confédérés d'une fortification fédérale isolée, Fort Sumter. La guerre commence. Lincoln a pris le risque de laisser l'appareil militaire et administratif de l'Union se décomposer afin de sauvegarder sa précieuse légitimité démocratique. Il continue d'ailleurs à temporiser ensuite afin d'approfondir les divisions entre le Parti démocrate du Nord et celui du Sud et de rassurer ceux des États esclavagistes du Centre qui n'ont pas encore choisi leur camp.

Les membres européens de l'Internationale, et d'abord Marx et Engels, suivent la question américaine attentivement depuis le signal donné en 1859 par John Brown. Pour eux, abolir l'esclavage est essentiel pour que puisse enfin s'organiser la classe ouvrière étatsunienne. Ils la conçoivent, dans un des seuls pays démocratiques alors existants, comme une avant-garde d'une importance mondiale. Marx et Engels sont d'abord gênés par la prudence que manifeste Lincoln mais ils polémiquent dure-

ment, dès le départ, avec les « *observateurs critiques* » du processus, qui n'accepteraient de soutenir qu'une politique directement abolitionniste. Pour Marx et Engels, soutenir tactiquement l'Union paraît indispensable dans une perspective stratégique. Pour eux, toute l'activité, y compris la perspective abolitionniste, doit être subordonnée à l'orientation tactique immédiate : mettre en échec l'expansion internationale de l'esclavage pour créer, à terme, les conditions de l'unification du salariat.

En effet, Marx et Engels suivent de près l'activité des industriels anglais du coton, comme celle des grandes puissances, et rejoignent le président élu dans son analyse de cette nouvelle guerre, inscrite dans les relations politiques internationales. Les puissances européennes sont en effet actives dès le début de la guerre civile. La Grande-Bretagne n'a jamais vraiment renoncé à une revanche sur la guerre d'indépendance américaine des années 1776-1790. Ça a été l'enjeu d'une vraie guerre en 1812-1815, avec la prise et l'incendie de Washington, et les tensions sont restées constantes ensuite sur tout le continent. Surtout, l'industrie anglaise, en particulier cotonnière, reste le débouché « *naturel* » des produits des États sudistes qui dépendent en fait d'elle. La position officiellement « *anti-esclavagiste* » de l'Angleterre ne l'empêche donc nullement d'appuyer à fond une sécession coloniale qui l'arrange beaucoup. Marx et Engels dénoncent inlassablement cette hypocrisie des industriels, qui alimente trop facilement les critiques « *de gauche* » de Lincoln. De son côté, Napoléon III qui gouverne alors la France, a choisi un projet colonial encore plus caricatural : il échange son soutien aux esclavagistes contre leur discrétion sur une expédition impérialiste qu'il entreprend alors au Mexique, où il finira par tenter d'installer un fantoche à lui, avec la claire intention de se construire un domaine d'influence coloniale.

En face de ces projets, Marx propose donc de soutenir fermement, non pas tant le programme public très modéré que porte alors Lincoln, mais le sens objectif que prend sa résistance à toute extension du travail servile. Il écrit : « *Il ne s'agit certes pas directement de savoir si les esclaves dans les États esclavagistes doivent être émancipés ou non, il s'agit bien plutôt de savoir si les vingt millions d'Américains libres du Nord doivent se soumettre plus longtemps à une oligarchie de trois cent mille propriétaires d'esclaves ; il s'agit de savoir si les immenses territoires de la République serviront de pépinière au développement d'États libres ou d'États esclavagistes ; et enfin de savoir si la*

États-Unis & Histoire

politique étrangère de l'Union aura pour devise la propagande armée en faveur de l'esclavage au Mexique, en Amérique centrale et en Amérique du Sud » (*Die Presse*, Vienne, 25 octobre 1861).

4. D'une « guerre limitée » à une seconde révolution bourgeoise aux États-Unis, 1861-1865

La guerre civile a entraîné une fracture immédiate de l'appareil d'État, une décomposition des cadres de l'armée au profit des Confédérés. Lincoln, comme chef de l'exécutif, ne mobilise d'abord que des volontaires, et pour quelques mois, ce qui suppose une guerre courte. Sur ce plan militaire, dès le début et pendant pratiquement trois ans, la victoire des Confédérés paraît probable. Leurs avantages sont nombreux ; beaucoup plus d'officiers, et souvent les meilleurs ; meilleur usage des forces ; choix résolu d'offensives répétées directement vers les grands centres urbains du Nord pour assurer ensuite le projet stratégique continental ; capacité d'innovation technique (navires cuirassés, sous-marins) ; disponibilité et dynamisme d'une jeunesse blanche oisive et aventurière et soutien majoritaire chez les *pauvres blancs*, sommés de défendre leur statut social/racial...

Une fois passé son triomphalisme initial et malgré sa supériorité démographique, le camp fédéral apparaît techniquement beaucoup plus faible : cadres militaires timorés et/ou incompetents ; conceptions défensives basées sur un blocus difficile à appliquer ; essais de gagner du temps, mais toujours avec la perspective de trouver un compromis. Lincoln met longtemps à imposer des mesures radicales de mobilisation populaire. Un cap décisif est franchi avec l'adoption en 1862 de lois facilitant la distribution de terres fédérales aux *pionniers*. C'est un préalable nécessaire à une réelle conscription de masse. Plus de deux millions d'hommes serviront dans l'armée de l'Union, soit plus du double de celle des sudistes, mais la formation militaire ne s'improvise pas. Il faut remplacer les généraux incapables tout en incorporant l'expérience militaire d'Européens immigrés, des vaincus des révolutions de 1848-1850, et recruter.

Pour vaincre, les dirigeants de l'Union augmentent les impôts, recourent à de nouvelles protections douanières et à des émissions de monnaie pour financer la mobilisation industrielle. Celle-ci, inédite et forcément lente, permet la mise au point de nouvelles armes individuelles à répétition, de canons lourds et même des premières

mitrailleuses. L'utilisation intensive des chemins de fer, des navires à vapeur blindés et du télégraphe aboutit à une nouvelle forme de guerre, mais les questions politiques fondamentales se cristallisent autour de l'intégration des Noirs dans l'armée.

Les volontaires noirs sont nombreux dès 1861 mais Lincoln refuse d'abord de les accepter. Il commence par renvoyer à leurs propriétaires ceux qui viennent des États esclavagistes de l'Union, même si certains généraux commencent d'utiliser tous les fuyitifs comme des *travailleurs auxiliaires*, au titre du « matériel de contrebande saisi sur l'ennemi ». Cette hypocrisie raciste et ces refus répétés sont suivis attentivement par Marx et Engels. Les hésitations du gouvernement de l'Union découlent en fait de sa peur que la guerre n'entraîne finalement des révoltes d'esclaves, sources à leur tour d'une véritable guerre raciale qui submergerait les espoirs de trouver un compromis avec les Confédérés.

L'agressivité des esclavagistes rend impossible un tel compromis. Ils sont à deux doigts de prendre Washington pendant les campagnes de l'été 1862 et encore 1863. Si unifier le commandement et mobiliser toutes les ressources est la seule voie pour vaincre, l'organisation d'unités noires combattantes s'impose, autant comme renfort militaire que comme clarification politique. Les volontaires affluent à la fin de 1862 et surtout à dater de 1863, et les quelque 200 000 hommes des quelque 154 régiments ne comportant que des Noirs (avec essentiellement des officiers blancs), sans compter les guides et les irréguliers, seront largement utilisées au combat. Les nombreux conflits sur les modalités de cette intégration des Noirs dans l'armée font alors office de pont entre l'abolitionnisme et l'exercice des droits de citoyen.

Globalement, pendant la guerre civile, les pertes en hommes sont très lourdes : au total 600 000 à 700 000 morts, surtout dans les hôpitaux, et peut-être 400 000 invalides et blessés graves, mais la situation évolue en sens inverse dans les deux camps. Dans le Nord, où la conscription commence à mieux fonctionner et où les immigrants continuent d'arriver, le nationalisme et l'abolitionnisme commencent à se combiner. L'armée de masse créée de toutes pièces par le Nord, et que Marx et Engels comparent aux premières armées de la Révolution française, se renforce. Dans le Sud, une partie des blancs, ceux initialement opposés à la sécession, doivent être surveillés de près, pendant que les rumeurs sur l'abolition prochaine se répandent chez les esclaves, provoquant un sentiment de panique chez les maîtres.

L'armée du Sud, plus professionnelle au départ, se fracture en un ensemble de milices des États confédérés, avec de lourdes tâches de police intérieure face aux esclaves.

En Grande-Bretagne, le mouvement ouvrier comprend progressivement le sens des événements et organise les explications en direction des travailleurs du coton que le blocus met au chômage. Il rend ainsi plus difficile l'intervention de son propre gouvernement dans la guerre civile américaine. La correspondance et les articles de Marx et Engels témoignent de ces débats ; ils suivent attentivement la poussée des abolitionnistes dans les institutions de l'Union mais sont proprement « épatés » par la façon dont Lincoln sait attendre : « *Le président Lincoln ne se hasarde jamais à faire un pas en avant tant que le cours des événements et l'état général de l'opinion publique ne lui permettent plus d'attendre. Mais une fois qu'"Old Abe" s'est convaincu lui-même qu'un tel tournant s'est produit, il surprend aussi bien ses amis que ses ennemis par la soudaineté d'une opération menée avec le moins de bruit possible...* » (*Die Presse*, Vienne, 3 mars 1862). L'admiration que manifeste ainsi Marx envers Lincoln ne l'empêche pas de reprendre *in extenso* certains discours des abolitionnistes radicaux (Wendell Phillips) quitte justement à sous-estimer la détermination de Lincoln, sa connaissance intime des mécanismes politiques étatsuniens et des obstacles qui surgissent.

En effet, une résistance de masse à la conscription, doublée d'un racisme très fort, se manifeste par des pogroms contre les Noirs menés dans la population irlandaise de New York. De même apparaissent dans certains États « libres » du Nord des résistances aux conséquences à venir de l'émancipation, avec des lois qui excluent par avance les *gens de couleur* de tout accès aux droits politiques. Ces lois racistes auront une longue postérité. Lincoln sait faire face fermement à ce grave péril : il a lancé, en septembre 1862, la proclamation de Gettysburg, par laquelle il ordonne par avance l'abolition de l'esclavage à dater du 1^{er} janvier 1863 dans les États qui n'auront pas réintégré l'Union.

Lincoln, élu de justesse en 1860, avait multiplié les gestes prudents pour neutraliser les États indécis en ne touchant pas à leur esclavage. Il était donc entré en conflit ouvert avec les abolitionnistes radicaux comme avec les partisans d'un compromis... La radicalisation de la guerre simplifie désormais l'équation : la Proclamation de Gettysburg contribue à mobiliser politiquement l'opinion et les soldats. Marx et Engels débattent longuement de la situation qui en

résulte mais, en novembre 1864, « *le vieux* » montre sa force en remportant sa seconde élection présidentielle. Finalement, son seul rival est George McClellan, le plus gradé des généraux incapables qu'il a dû virer. Quatre millions de citoyens votent. Lincoln remporte cette fois 55 % du vote populaire mais 78 % de celui des quelque deux millions de soldats et, au total, 91 % des grands électeurs, soit presque tous les États de l'Union. Il a conquis une légitimité nouvelle : il est en position de vaincre, mais aussi de refuser tout compromis.

D'où l'adoption par l'Internationale d'une Adresse publique de félicitation au président élu. Le rédacteur en est Marx qui informe Engels, le 2 décembre 1864, qu'il a dû « à nouveau s'y coller (ce qui est beaucoup plus difficile qu'un travail de fond), afin que la phraséologie à laquelle se réduisent ces sortes de scribouillages se distingue au moins de la vulgaire phraséologie démocratique ». Son Adresse essaie donc de combiner les besoins du jour avec le vocabulaire démocratique et biblique américain. Il conclut :

« *Tant que les travailleurs, la véritable puissance politique du Nord, permettaient à l'esclavage de souiller leur propre République, tant que – face au Nègre acheté et vendu contre son gré – ils s'enorgueillissaient du privilège majeur réservé au travailleur à la peau blanche d'être libre de se vendre lui-même et de choisir son propre maître, ils furent incapables d'œuvrer à l'authentique émancipation du travail et de soutenir leurs camarades européens dans leur lutte pour cette émancipation. Mais cet obstacle au progrès a été balayé par la Mer rouge de la guerre civile.*

« *Les travailleurs d'Europe sont convaincus que, si la guerre d'indépendance américaine a inauguré une nouvelle époque d'essor de la classe bourgeoise, la guerre américaine contre l'esclavage fera de même pour les classes travailleuses. Ils considèrent comme un signe des temps à venir que ce soit Abraham Lincoln, fils résolu de la classe travailleuse, qui ait été choisi pour conduire son pays dans une lutte sans égale pour la libération d'une race enchaînée et pour la reconstruction d'un monde social* » (29 novembre 1864).

C'est effectivement d'une reconstruction radicale qu'il est question dans le menaçant second discours d'investiture de Lincoln : « *Si c'est la volonté de Dieu que la guerre continue jusqu'à ce que soit détruite toute la richesse accumulée par les esclaves au cours de deux siècles et demi d'un dur travail non rémunéré, et s'il faut que le sang versé sous le fouet soit payé par le sang versé par le*



glaiue – comme le veut cette sentence trois fois millénaire – alors il ne reste qu'à dire "le jugement du Seigneur est juste et vrai" » (4 mars 1865). C'est également à ce moment que Lincoln arrache le vote par la Chambre des représentants du 13^e amendement, proposant à la ratification des États une réelle abolition de l'esclavage au plan fédéral. C'est un pas décisif, même si l'égalité des droits politiques est explicitement refusée (voir le *Lincoln* de Spielberg).

Les offensives en profondeur menées pendant les étés 1863 et surtout 1864 (Sherman, Grant) ont découpé les territoires de la Confédération, qui est confrontée à un début de fuite en masse des esclaves, très proche d'une grève générale. Des milliers puis des centaines de milliers d'hommes et de femmes s'échappent des plantations, se cachent et rejoignent les colonnes en marche, ou bien directement les unités noires. Avec ces combats toujours plus âpres, les forces confédérées commencent d'être durement touchées par les désertions. La menace d'une guerre raciale fonctionne alors à plein : l'Union obtient la reddition sans condition des généraux sudistes sans avoir à reconnaître leur Confédération, mais juste l'existence d'une armée rebelle. Les États sortis de l'Union pourront y reprendre leur place, mais à condition de donner des preuves de leur respect de ses lois. La victoire militaire est donc complète, mais la liquidation pratique des conséquences de l'esclavage reste encore à régler.

Moins de deux mois après son discours d'investiture du 4 mars 1865, Lincoln est assassiné le 14 avril. L'émotion est immense et, de surcroît, le vice-président qui le remplace, Andrew Johnson, est un modéré.

Mais, sur la base de l'expérience des années de guerre, c'est désormais la majorité du Congrès qui veut appliquer au Sud un programme radical d'éradication de la puissance des planteurs. Or, en plus des millions de nouveaux affranchis, la démobilisation libère quelque trois millions de soldats expérimentés. La paix proclamée ouvre donc une mêlée générale, une nouvelle crise révolutionnaire. Dans le Sud rural comme dans le Nord industriel, les dernières décennies du XIX^e siècle vont connaître des conflits sociaux et politiques d'une ampleur qui sera décisive mais qui diffèrent profondément par leurs résultats.

5. Crise révolutionnaire dans le Sud esclavagiste ; abolition et réforme agraire, essai de révolution démocratique, son échec et les origines du *sharecropping*

La libération officielle des esclaves crée une brèche majeure dans la dictature sociale des planteurs et entraîne le besoin d'une réforme agraire de grande ampleur qui exige à son tour, pour être applicable, une réforme démocratique fondamentale. Cette *Reconstruction* est l'objet d'un nouvel ensemble de conflits. Le Congrès a créé un Bureau chargé *des réfugiés, des affranchis et des biens vacants*. Les immenses domaines des dirigeants de la Confédération vont-ils être confisqués après l'émancipation de leurs esclaves ? Mais la question concerne en fait toute l'agriculture coloniale de rente. Des millions de Noirs sont concernés par l'avenir des plantations, au Sud comme au Nord.

Va-t-on vers une transition directe de l'esclavage au salariat avec maintien de grands domaines ? Les maîtres pourront-ils ainsi garder le contrôle de leurs affranchis ? Sur les salaires comme sur l'imposition de la discipline du travail, les conflits sont immédiats. L'émancipation fait apparaître l'aspiration des Afro-Américains à vivre en famille, alors qu'ils étaient souvent séparés de force, et à partager les grands domaines en petites exploitations familiales, avec polyculture et autoconsommation. Ce programme, « *40 ares (16 hectares) et une mule* », est très populaire chez les nouveaux affranchis qui le complètent souvent de formules coopératives, pour assurer au moins les besoins en capital, outils, semences et crédit. En face des salariés comme des aspirants à la petite exploitation, les anciens maîtres organisent leur résistance : les « *clubs de tir* » facilitent la formation de structures terroristes à peine clandestines ; le premier Ku Klux Klan orga-

nise une partie des anciens militaires.

L'émancipation officielle est donc suivie immédiatement par des luttes économiques et sociales complexes. Avec le droit de vote, on voit apparaître de nouvelles majorités dans les États libérés, plus démocratiques, réunissant tous ceux qui ont souffert de l'oppression des planteurs, depuis les affranchis jusqu'à certains des blancs pauvres. Allant en ce sens, la majorité radicale du Congrès adopte les 14^e et 15^e amendements, qui étendent le droit de vote aux Afro-Américains, puis répriment les mesures prises localement pour limiter ce droit. Dans les années 1870, quelque 600 noirs sont ainsi élus, dans le Sud, depuis les niveaux locaux jusqu'à Washington, et des institutions nouvelles naissent : enseignement gratuit (primaire, secondaire et supérieur), systèmes de santé, établissements pour enfants abandonnés, caisses de crédit ouvertes aux Noirs... Le grand historien W.E.B. Du Bois parlera ensuite d'essais de *dictature démocratique* des nouvelles majorités dans les États du Sud.

Mais la protection de l'État et de l'armée fédérale reste la condition nécessaire de ces nouveautés. Or l'armée se retire progressivement, pendant que les décisions budgétaires privent la *Reconstruction* des crédits nécessaires. Le passage de l'esclavage à un salariat agricole féroce n'est pas une solution viable dans les grands domaines, où les expériences d'appropriation collective tournent mal. Fondamentalement, c'est tout le système agricole colonial du Sud qui rentre dans une crise profonde. Comme l'avait annoncé

Marx, les industriels européens ont déplacé leurs achats vers d'autres colonies, en Asie ou en Afrique... Les esclaves émancipés, pour subsister, doivent accepter des contrats de *sharecropping* (métayage) où ils versent une forte partie de la récolte aux propriétaires : la faible productivité de leurs moyens de travail les asservit d'une nouvelle façon. Ce système de métayage s'étend aussi aux plus pauvres des blancs, et tous se retrouvent en compétition pour la terre et le crédit, devenant des dépendants uniquement séparés par leur couleur de peau. Le pouvoir des maîtres se reconstitue, mettant en œuvre des lois locales racistes d'exclusion du vote et la violence, toujours présente jusqu'à nos jours. La *Reconstruction* a échoué ; les Noirs du Sud entrent dans un nouveau siècle d'oppression ; ils vont commencer à migrer vers les bassins d'emploi du Nord, où ils ne seront pas plus les bienvenus...

* * *

La libération des esclaves et celle de l'ensemble des salariés étaient intimement liées mais les effets de la fin de la guerre civile n'ont pas été les mêmes des deux côtés. Au Nord, la concentration industrielle qu'a facilitée la guerre a donné une formidable impulsion au capitalisme : la classe ouvrière connaît une croissance fulgurante et tente de construire ses propres organisations face à la surexploitation. Elle affronte le patronat dans des conflits souvent sanglants et, au départ, souvent victorieux, en particulier sur le temps de travail (action coordonnée pour

la journée de 8 heures). Dans le même temps, le droit de vote théoriquement obtenu par les hommes noirs n'est pas étendu aux femmes, ni blanches ni noires, ce qui divise profondément les milieux militants, et le mode d'organisation, séparée ou non, des travailleurs noirs est l'objet de débats sans fin. Il n'est évidemment pas possible de résumer cette histoire ici, mais tout le mouvement ouvrier international est alors influencé par les avancées du prolétariat américain, avec par exemple l'adoption de la journée internationale de grève du 1er Mai.

La guerre civile de 1861-1865 avait créé certaines conditions d'une combinaison continentale des luttes sociales et politiques d'émancipation. Malgré les efforts des militants, membres ou non de l'Internationale, les essais réussis de coordonner le mouvement ouvrier entre nord et sud se désynchronisent dans les années 1870-1890. Le savoir-faire qu'acquiert les patrons dans ce domaine va servir durablement de colonne vertébrale à leur politique intérieure : après des affrontements d'une puissance inédite, il n'y aura pas aux États-Unis de parti ouvrier indépendant, même réformiste. Libérés de la polarisation sociale liée à la guerre civile, ce sont les deux partis bourgeois, républicain et démocrate, qui alterneront au pouvoir, même dans les phases de crise aigüe.

Engels écrivait en 1864 : « *Dès que sera brisée l'esclavage, cette principale entrave au développement politique et social des États-Unis, le pays prendra un essor qui lui assurera à brève échéance une tout autre place dans l'histoire universelle, et l'armée et la flotte nées de la guerre trouveront bientôt leur emploi.* »

Pour en finir avec la barbarie absolue de l'esclavage, la convergence entre Marx et Lincoln a porté ses fruits mais n'a pas suffi pour que la seconde révolution américaine, celle qui dure de 1860 aux années 1890, aille au bout d'un projet démocratique émancipateur. Comme en Haïti soixante ans plus tôt, mais dans des conditions très différentes, l'esclavage colonial a été éradiqué, mais sans que soit menée la nécessaire réforme agraire. Les Afro-Américains entrent dans un long cauchemar pendant qu'en Europe, les expériences croisées de la social-démocratie allemande et de la Commune de Paris de 1871 poussent les socialistes vers de tout autres sujets : le besoin de combiner les tâches démocratiques, l'émancipation du salariat, la réforme agraire et la libération coloniale, ne réapparaîtra que bien plus tard.

Pour en savoir plus : en français, et de loin le plus accessible :

- *Une révolution inachevée*, chez Syllepse, 2012 ; recueil de textes de Lincoln, Marx et Engels, avec une présentation détaillée de Robin Blackburn et une solide bibliographie, essentiellement en anglais.
- *Sur la guerre civile aux États-Unis*, chez 10/18, 1970 (donc difficile à trouver) est un recueil de textes de Marx et Engels, avec de précieuses notes de Roger Dangeville, en ligne sur : marxists.org <https://www.marxists.org/francais/marx/works/00/gcus/gcus.htm>.
- *Atlas historique des États-Unis*, de Frédéric Salmon, A. Colin, 2008, est bien plus qu'un atlas, au sens où il met en cartes presque tout ce qui est disponible comme chiffres depuis 1783, et même si son point de vue sur la guerre civile est en gros celui des confédérés !

En anglais : une foule de livres et d'articles que rassemble la bibliographie donnée par Robin Blackburn, en particulier les travaux d'Eric Foner, publiés de 1970 à 2010, et qui font autorité. On y ajoutera : *Civil War and Reconstruction in the US – Primitive Accumulation and the Bourgeois Revolution*, de Charles Post, cahiers de l'école de la IV^e Internationale à Amsterdam, 1989 (copies disponibles à la librairie la Brèche), et *Black reconstruction in the USA*, travail majeur de W.E.B. Du Bois (1935), un des premiers universitaires afro-américains reconnus, et qui n'a jamais été traduit en français.

À regarder pour se faire une idée... ou animer une séance de formation :

- *Lincoln*, un film de Steven Spielberg (2012), sur les contraintes politiques.
- *12 Years a Slave*, un film de Steve Mac Queen (2013), sur l'esclavage conquérant.
- *The Good Lord Bird*, série TV de Richard et Hawke (2020) sur la tentative de John Brown.
- *Harriet*, un film de Kasi Lemmons (2019), sur l'itinéraire d'une militante noire.
- *Glory*, un film d'Ed Zwick (1989), sur les troupes noires.
- *Racines (Roots)*, série TV, en deux versions (1977 et 2016), sur les origines...
- *The Second Civil War*, téléfilm de Joe Dante (1997) : farce méchante par l'auteur des *Gremlins*, est surtout une présentation de l'actualité des mécanismes politiques de sécession. Intéressant.

Quelques noms de militant*es pour chercher sur le net : Dred Scott (1795-1857) ; Frederick Douglass (1818-1898) ; John Brown (1800-1859) ; William Birney (1819-1907) ; Lucy Parsons (1853-1942) et Albert (1848-1887) ; Mathilda Annecke (1817-1884) et Friedrich (1818-1872) ; Harriet Tubman (1822-1913) ; Mary Harris Jones (1837-1930)...

Le retour de Navalny et la stratégie de la gauche russe

Par Ilya Budraitskis, Ilya Matveev
et Kirill Medvedev*

La Russie a connu une semaine mouvementée et elle n'est même pas terminée. D'abord, Alexeï Navalny est rentré à Moscou, puis il a été immédiatement arrêté dès qu'il a franchi la frontière. Le lendemain, son équipe a publié une vidéo illustrant la corruption de Vladimir Poutine et appelant tous les citoyens à descendre dans la rue contre le gouvernement le 23 janvier. Que pense la gauche russe de tout cela ? Navalny n'est certainement pas un des siens, mais doit-elle se tenir à l'écart des protestations et de la crise politique qui se prépare ? Nous avons demandé l'avis de Ilya Budraitskis, Ilya Matveev et Kirill Medvedev.

Réd. de *Left East* – 22 janvier 2021

Ilya Budraitskis : L'arrestation d'Alexeï Navalny à l'aéroport de Moscou Sheremetyevo, le 17 janvier, quelques minutes après son retour en Russie, n'était pas seulement la réaction attendue, mais aussi la seule possible pour les autorités russes. Au début de cette année – après que les amendements constitutionnels de l'été 2020 ont ouvert la possibilité d'un pouvoir personnel illimité de Poutine – son régime était clairement entré dans une nouvelle phase : une dictature pratiquement ouverte, basée non pas sur un soutien passif de la base, mais sur un pouvoir répressif.

Dans cette nouvelle configuration, il n'y a plus de place ni pour l'opposition libérale marginalisée ni pour les partis systémiques d'une « démocratie dirigée », qui ont tenu en échec le monopole absolu du parti Russie Unie et ont créé des possibilités limitées d'expression du mécontentement électoral.

La tentative d'assassinat de Navalny par l'appareil de sécurité russe en août dernier s'inscrit parfaitement dans ce tableau. Du point de vue des autorités, la principale menace posée par Navalny est la tactique du « vote malin » – l'accumulation de tous les votes de protestation par le candidat qui a



plus de chances de battre les candidats de Russie Unie. Dans une situation où le soutien au parti au pouvoir diminue rapidement (actuellement, il ne dépasse pas 30 %), le « vote malin » menace le scénario choisi pour les élections législatives prévues en septembre de cette année et, à plus long terme, la réélection triomphale de Poutine lui-même pour un nouveau mandat.

La stratégie populiste audacieuse et précise de Navalny vise en fait à créer une coalition de protestation, avec une place importante réservée aux représentants des partis du système (surtout les communistes), qui refuseraient de jouer selon les règles du Kremlin et sont capables de mener des campagnes électorales vivantes et offensives. Un élément clé de cette stratégie est la rhétorique de Navalny, dans laquelle les questions de pauvreté et d'inégalité sociale ont pris la place des valeurs libérales-démocratiques. Les enquêtes anti-corruption très médiatisées qui lui ont valu sa popularité ont un impact émotionnel sur un vaste public – par exemple, son dernier film sur le palais de Poutine, qui a coûté 100 milliards de roubles (1 milliard d'euros), a été le vendredi 22 janvier déjà visionné plus de 50 millions de fois – car elles indiquent directement l'extrême stratification de la société russe. Dans un contexte d'élections ouvertement falsifiées et de pressions policières sans précédent, la protestation électorale ne peut avoir d'effet

que si elle est soutenue par un mouvement de rue de masse non parlementaire. Et seul un tel mouvement peut déterminer le sort personnel de Navalny aujourd'hui – si des centaines de milliers de personnes à travers le pays ne se mobilisent pas pour sa libération immédiate dans les semaines à venir, il sera certainement condamné à une longue peine de prison.

À mon avis, participer à un tel mouvement – avec notre propre programme et nos propres revendications – est aujourd'hui la seule chance pour la gauche russe. En outre, c'est la gauche qui peut exprimer de la manière la plus cohérente les sentiments qui poussent de plus en plus de gens à protester activement : l'inégalité sociale, la dégrada-

* Ilya Budraitskis, historien basé à Moscou, écrivain politique et rédacteur du podcast *Politicheskii Dnievnik* (Quotidien politique) milite dans le Mouvement socialiste russe (section russe de la IV^e Internationale). Ilya Matveev, chercheur et conférencier en économie politique basé à Saint-Petersbourg et rédacteur du podcast *Politicheskii Dnievnik*. Kirill Medvedev, militant du Mouvement socialiste russe (RSD, section russe de la IV^e Internationale), musicien du groupe Arkady Kots, rédacteur en chef de la revue en ligne *Zanovo* (À nouveau). Ce texte a d'abord paru en anglais sur le site *Left East* (<http://www.criticatoc.ro/lefteast/navalnys-return-and-left-strategy/>) le 22 janvier 2021 et a été traduit en français par la rédaction de la revue en ligne suisse *À l'Encontre* (traduction revue par *Inprecor*) (<http://alencontre.org/europe/russie/russie-le-retour-de-navalny-et-la-strategie-de-la-gauche-russe.html>)

Russie

tion du système social (en particulier des soins de santé, devenue dramatiquement apparente pendant la pandémie), la violence policière et l'absence de droits démocratiques fondamentaux (en particulier ceux du travail).

Ilya Matveev : Au début, la décision de Navalny de retourner en Russie a été déconcertante. À quoi s'attendait-il ? L'État avait clairement décidé de le mettre derrière les barreaux, au mépris des pressions internationales (en tout cas, après la tentative d'assassinat très médiatisée, la réputation des autorités russes ne pouvait guère se dégrader plus).

En prison, Navalny pourra prétendre à la plus haute considération morale, mais il ne pourra plus être un communicateur efficace avec des investigations et des campagnes politiques contre la corruption (son activité la plus importante). La décision de Navalny semblait presque irrationnelle, une démonstration de défi obstinée.

Cependant, il est très vite apparu qu'il y avait un élément de calcul politique dans cette décision. Une fois Navalny arrêté, son équipe a diffusé une nouvelle vidéo d'investigation. Elle était unique en son genre – la première grande enquête de Navalny visant directement Poutine. La vidéo était destinée à attirer un large public. Le calcul de Navalny était de provoquer une crise politique immédiate et sévère – à la fois avec sa propre arrestation et avec la nouvelle investigation explosive. Cette crise aura une dimension dans la rue – le samedi 23 janvier, les villes russes seront le théâtre de rassemblements non autorisés (1) – et une dimension électorale.

2021 est en effet l'année des élections parlementaires en Russie. La Russie a un système électoral mixte – la moitié du Parlement est élue à la proportionnelle, l'autre moitié dans des circonscriptions uninominales. Alors que les élections sont étroitement contrôlées et que les falsifications ont atteint un niveau sans précédent lors du vote sur les amendements constitutionnels en juin-juillet 2020, les élections législatives pourraient encore poser un problème au régime.

Le vote de liste est confronté au problè-

me de la profonde impopularité de Russie Unie, le parti au pouvoir. Et dans les circonscriptions uninominales, le régime est confronté au « vote *malin* », le système de vote tactique prôné par Navalny.

Une crise politique déclenchée par l'arrestation de Navalny et sa nouvelle vidéo anti-Poutine touche les deux cibles – ce qui diminue encore plus le vote pour Russie Unie et favorise le « vote *malin* » dans les circonscriptions uninominales. Ce pourrait être un coup dur pour le régime, surtout s'il est associé à des manifestations de rue. En bref, le retour de Navalny en Russie était un pari calculé. La balle est maintenant dans le camp des membres ordinaires de l'opposition.

Quelques mots sur la nouvelle vidéo elle-même. Elle ne présente pas beaucoup de faits nouveaux – le palais personnel de Poutine est apparu pour la première fois dans l'actualité en 2010. Elle n'est pas non plus significative en tant que défi direct à Poutine. Ce qui est frappant dans cette vidéo, c'est qu'elle crée un récit cohérent. Dans cette histoire, la caractéristique principale de Poutine est sa soif absurde et comique de richesse matérielle. Selon Navalny, Poutine a toujours été guidé par cette seule convoitise. Il voulait des faveurs quand il était agent du KGB en Allemagne ; il voulait des sinécures lorsqu'il était membre de l'administration d'Anatoly Sobchak à Saint-Petersbourg durant les années 1990 ; il voulait des prébendes en déménageant à Moscou et en devenant finalement président, et il veut toujours plus, même après avoir construit un palais de 1,5 milliard de dollars, avec le sceau de la dynastie Romanov à l'entrée.

À mon avis, ce n'est pas une description exacte de l'état d'esprit ou de la motivation de Poutine. Le régime russe ne peut pas non plus être réduit à cette caricature. Néanmoins, les décisions prises par Poutine ces dernières années (depuis son retour à la présidence en 2012 jusqu'à l'annulation de la limitation de son mandat en 2020) ont rendu inévitable une telle représentation de sa vie et de son œuvre. Pour ce récit de sa vie en une seule dimension, Poutine n'a personne d'autre à blâmer que lui-même.

Kirill Medvedev : Avec son retour, Navalny a fait un pas important vers une nouvelle compréhension de la politique en Russie et un nouveau cycle de politisation. Auparavant, il y avait eu une « *division du travail* » assez claire sur le terrain de l'opposition : les militants prennent des risques motivés par un certain esprit civique idéaliste, tandis que les hommes politiques pour-



Poutine, tu n'es pas mon président !

suivent leurs propres intérêts, souvent purement égoïstes.

Navalny a défini une ligne, montrant que la politique peut et doit être à la fois courageuse et technologique. Il est important de noter que dans les nouvelles vidéos il continue à développer l'image de Poutine non pas comme un politique, mais comme un fonctionnaire corrompu qui, ayant acquis un pouvoir énorme grâce à des arrangements louches, continue à agir de la même manière qu'un fonctionnaire post-soviétique véreux ayant des liens avec le FSB.

Mais plus Navalny travaille de manière convaincante sur le thème de la corruption et de la consommation ostentatoire des hauts responsables, plus les limites de cette rhétorique apparaissent dans un pays comme la Russie, épuisé par les inégalités et marqué par les contradictions de classe. Voici à quoi ressemble la situation actuelle : Navalny nous montre les palais des dirigeants, jouant avec le feu des ressentiments de classe ; en même temps, il promet (avec ses compagnons d'armes) aux entreprises une liberté totale dans la belle Russie du futur.

Ils disent que le problème ce ne sont pas les palais et les fortunes gigantesques en soi, mais d'où ils viennent. Cependant, avec le déroulement de cette orientation populiste, il ne sera pas facile de séparer les « *amis de Poutine* » corrompus de ceux que Navalny appelle les « *hommes d'affaire honnêtes* », dont les fortunes sont tout aussi énormes et issues des combines illégales des années 1990 et 2000 et, bien sûr, de la surexploitation des travailleurs.

Cette situation ouvre de grandes possibilités à la gauche, qui, avec une combinaison tout aussi habile de courage et de rationalité, pourrait produire une vague de mécontentement bien plus puissante et un programme de changement bien plus cohérent que le populisme éclectique de Navalny. ■

1. Selon *Le Monde*, malgré l'interdiction et un froid glacial, les manifestations ont eu lieu dans 114 villes du pays, rassemblant des dizaines de milliers de personnes. Elles étaient particulièrement importantes à Irkoutsk, Novosibirsk, Perm ou Iekaterinbourg. À Yakoutsk, quelques centaines de personnes se sont réunies par une température de -53°C . À Moscou, la mobilisation a été une des plus importantes des vingt dernières années.

La majorité de Poutine en déclin ?

Par
Ilya Budraitskis et Ilya Matveev*

Alexei Navalny a été envoyé en prison pour deux ans et huit mois, le 2 février. Juridiquement, le verdict n'a aucun sens : le tribunal a remplacé sa peine de prison avec sursis par une peine ferme pour ne pas avoir respecté son contrôle judiciaire... alors qu'il se remettait en Allemagne de l'empoisonnement au novitchok. Du point de vue politique, cet emprisonnement semble être un choix encore plus grave : puisqu'il a eu lieu juste après la tentative ratée d'assassinat, comment l'interpréter autrement que comme la « deuxième meilleure option » pour le régime ? Ce mépris de la réalité suggère que le Kremlin n'est tout simplement plus disposé à encore tolérer les activités de Navalny. Il doit être emprisonné ou assassiné, quel qu'en soit le coût.

Vague de résistance sans précédent

Les autorités ont adopté la même position de confrontation ouverte face aux manifestations qui ont suivi l'arrestation de Navalny. Les villes russes ont été de suite investies par la police antiémeute, la Garde nationale, des officiers en civil « anti-extrémistes » et d'innombrables autres forces. Les centres de Moscou et de Saint-Petersbourg ont été complètement fermés : des véhicules blindés bloquaient les rues, les stations de métro ont été fermées pour des « raisons techniques ». Les manifestations du 23 janvier ont établi un record, puisque au moins 4 000 personnes ont été arrêtées dans tout le pays. Le 31 janvier, ce chiffre est passé à 5 700. Les centres de détention habituels étant pleins à craquer de manifestant-e-s, les nouveaux détenus ont été amenés dans un centre de détention pour migrants situé dans la banlieue de Moscou. Le manque de cellules de détention était si aigu que des centaines de personnes ont passé des jours dans des véhicules de police, empêchées de manger ou de dormir.

La dernière vague de résistance est, à bien des égards, sans précédent. Le style



direct et populiste de Navalny, l'accent mis sur la corruption de l'élite et son adhésion aux revendications sociales (comme l'augmentation du salaire minimum) ont de plus en plus attiré des habitants du « cœur » de la Russie dans l'orbite de l'opposition. À cet égard, les manifestations de la fin janvier ont constitué une sorte de percée. Selon la sociologue Alexandra Arkhipova, qui a organisé un rapide sondage auprès des manifestants, 39 % des 252 personnes interrogées à Moscou et 47 % des 454 personnes interrogées à Saint-Petersbourg le 23 janvier ont répondu qu'il s'agissait de leur première manifestation. Dans les régions, le nombre de nouveaux participants était probablement encore plus élevé. Vladimir Zvonovskiy, un autre chercheur qui a mené 20 entretiens avec des manifestants à Samara, a affirmé que seuls quelques-unes des personnes interrogées avaient déjà participé à un tel rassemblement. Le taux de participation aux manifestations a atteint son plus haut niveau dans de nombreuses petites villes.

Bien que ce soit l'enquête de Navalny(3), puis son arrestation, qui aient provoqué les protestations, seule une minorité des manifestants pouvaient être considérés comme des « navalnistes » à part entière. Selon Alexandra Arkhipova, 33 % des personnes interrogées à Moscou et 22 % à Saint-

Petersbourg font « entièrement confiance » à Navalny, tandis que la majorité (57 % à Moscou, 64 % à Saint-Petersbourg) lui fait « quelque peu confiance ». Vladimir Zvonovskiy a indiqué que certaines personnes interrogées ne voulaient pas remplacer Poutine par Navalny, mais qu'elles souhaitaient néanmoins un changement social. Ces résultats confirment un fait évident : malgré la figure charismatique médiatisée de Navalny, les protestations n'ont jamais porté uniquement sur lui. On ne peut pas considérer cela comme « son » mouvement. Dans sa forme actuelle, l'opposition russe est compo-

* Les auteurs sont présentés en note p. 33. Cet article a été publié le 9 février 2021 sur le blog *Sidecar* de la *New Left Review* (<https://newleftreview.org/sidecar/posts/putins-majority>), puis traduit en français et publié le 10 février 2021 par la revue suisse en ligne *À l'Encontre* (<http://alencontre.org/europe/russie/russie-la-majorite-de-poutine-en-declin.html>).

1. Oleg Deripaska contrôle, entre autres, la société RUSAL, géant de l'aluminium, et En+ Group, présent dans le secteur énergétique.

2. Alisher Usmanov est présent à titre personnel dans Gazprom, propriétaire du journal *Kommersant* et de nombreuses chaînes de télévision ainsi que de Megafon (téléphonie mobile).

3. Cette vidéo, sous-titrée en français par Mediapart, est disponible à la fin de l'article reproduit ici sur le site d'*À l'Encontre* : <http://alencontre.org/europe/russie/russie-la-majorite-de-poutine-en-declin.html>

Russie

sée de jeunes mécontents, d'étudiants, d'ouvriers et de cols blancs, de plus en plus souvent originaires de l'extérieur de Moscou.

Pragmatisme de Navalny

Le credo politique qui a rassemblé ces différents secteurs sociaux peut être défini comme « *populiste* ». Depuis le début de sa carrière, lorsqu'il a rejoint le Parti démocratique russe unifié labloko en 2000, l'attitude de Navalny envers les orientations politiques et les programmes est d'ordre instrumental. Tout ce qui unit et élargit le mouvement est bon ; tout ce qui sème le désaccord et aliène des alliés potentiels est mauvais. Le contraste est frappant avec Grigory Yavlinsky, le fondateur et éternel leader de labloko, qui a toujours été dogmatique et intolérant, refusant toute coalition avec la gauche (considérée comme les héritiers du stalinisme) et avec les autres libéraux (considérés comme responsables des réformes désastreuses du « *tout au marché* » des années 1990, auxquelles labloko s'est opposé, privilégiant une approche plus prudente et progressive). Le désenchantement de Navalny envers labloko – dont il a été expulsé en 2007 – ne témoigne pas d'un rejet des idées néolibérales, mais d'une antipathie à l'égard des libéraux russes à l'ancienne, qui sont notoirement peu enclins à former une large coalition.

C'est dans la perspective d'une telle coalition que Navalny a commencé à s'aligner sur l'extrême droite à la fin des années 2000, présentant une image « *civilisée* » d'un nationalisme russe ouvert aux alliances avec l'opposition libérale. Mais fin 2011, lorsqu'une vague de manifestations de masse contre la fraude aux élections parlementaires a balayé le pays, Navalny en est venu à reconnaître que le nationalisme – rejeté par la plupart des mouvements de protestation – ne pouvait pas être une plateforme unificatrice.

À partir de ce moment, il a commencé à créer sa propre « *machine politique* », une plateforme fortement personnalisée basée sur la confrontation rhétorique entre « *le peuple* » – qui n'a pas de représentation politique appropriée – et l'élite corrompue qui a consolidé son pouvoir en Russie. Tout au long des années 2010, cette attitude populiste a inspiré les enquêtes anti-corrupcion de Navalny, dont les cibles n'étaient pas seulement des fonctionnaires de l'État, mais aussi des oligarques tels que Oleg Deripaska (1) et Alisher Usmanov (2). Navalny s'est insurgé contre leur acquisition d'énormes richesses.

Progressivement, à mesure que la crise économique s'aggravait en Russie et que le niveau de pauvreté augmentait, Navalny s'est

concentré sur les inégalités sociales et la dégradation du secteur public. L'un de ses récents projets phares a été l'Alliance des médecins, un syndicat indépendant qui a réclamé des salaires plus élevés dans le secteur des soins de santé public et dénoncé le sous-financement des hôpitaux pendant la pandémie.

Rien de tout cela ne signifie que Navalny a opéré un tournant à gauche : sa rhétorique sociale-populiste, comme son ancienne ligne nationaliste, reflète son approche pragmatique. Les opinions personnelles de Navalny semblent inchangées : il préconise un capitalisme « *normal* » avec une démocratie qui fonctionne, une importante classe moyenne et un État-providence capable de réduire les inégalités de revenus. Il ne semble pas s'attarder sur la difficulté d'atteindre ces objectifs dans un pays pauvre et semi-périphérique sans mettre en œuvre des changements structurels plus importants. Pourtant, ses conseillers économiques sont conscients de cette contradiction – et proposent de la résoudre par des politiques néolibérales et de libre marché qui laissent moins de place à la protection sociale et à la réduction des inégalités que ce que Navalny lui-même envisage.

Le populisme de Navalny a toujours été lié à l'activisme : dans chacune de ses vidéos, il exhorte son public à ne pas rester des spectateurs passifs dans les enquêtes sur la corruption, mais à descendre dans la rue et à lutter pour le changement. Navalny lui-même a toujours été à l'avant-garde de cette lutte, qui comporte de grands risques personnels dans les conditions autoritaires de la Russie. Navalny a été arrêté et emprisonné pendant de courtes périodes après pratiquement chaque manifestation de rue (au total, il a déjà passé environ un an derrière les barreaux), et son jeune frère Oleg a été condamné à trois ans sur la base d'accusations inventées de toutes pièces. La décision de Navalny de retourner en Russie et ainsi d'accepter une peine de prison indéterminée est le dernier exemple en date de sa volonté de payer un prix personnel pour son engagement.

« Démocratie dirigée » intenable ?

Il est difficile de prévoir comment les manifestations de rue actuelles vont évoluer. D'une part, les manifestations de janvier 2021 ont vu l'émergence d'une nouvelle génération de militant-e-s prêts à s'engager dans une longue guerre d'usure. D'autre part, le tumulte entourant l'arrestation de Navalny devrait s'estomper, et de nombreux manifestants seront attentifs à ne pas perdre leur emploi ou « *finir en prison* ». Pourtant, la tentative des autorités de réprimer le mouvement – par la lourde

peine de Navalny, l'assignation à résidence de ses principaux associés et l'intimidation systématique de ses partisans – vise un symptôme, et non une cause. Ces mesures sont basées sur la théorie du Kremlin selon laquelle la protestation n'est qu'une « *technique* » importée de l'Occident. Dès lors, elle peut elle-même être vaincue par des solutions techniques plutôt que politiques. En réalité, la répression étatique ne fera que retarder une crise politique imminente, qui risque de se produire au cours du cycle électoral 2021-2024.

Les élections à la Douma en septembre 2021 seront décisives pour la réélection de Poutine en 2024. La stratégie du Kremlin pour les deux scrutins prend appui sur le concept de « *majorité pour Poutine* » : une masse silencieuse de partisans qui assurera la domination parlementaire absolue du parti Russie Unie, ainsi qu'une nouvelle victoire triomphale de Poutine lui-même. Cependant, les manifestations de janvier ont jeté un doute sur ce bloc électoral soi-disant imbattable. Or, il est menacé non seulement par ceux qui sont descendus dans la rue, mais aussi par tous ceux qui ont regardé le documentaire de Navalny sur Poutine (3) et ont exprimé une sympathie prudente pour les manifestants. L'absence de perspectives sociales, la baisse du niveau de vie à cause de la pandémie et la frustration face à un régime politique inamovible et irresponsable continueront à faire baisser le soutien à Poutine dans les années à venir. Cela créera une nouvelle configuration politique dans laquelle le système actuel de « *démocratie dirigée* » pourrait devenir intenable.

Outre les manifestations de rue, Navalny et son équipe ont développé leur propre arme électorale – un système élaboré de vote tactique appelé « *vote malin* ». Bien que les élections en Russie soient fortement marquées par la fraude électorale et le retrait des candidats indépendants, l'ampleur des malversations varie selon les régions. Dans de nombreux cas, il est possible d'évincer le parti Russie Unie des parlements locaux en votant pour le deuxième candidat le plus populaire dans les circonscriptions uninominales. C'est précisément l'idée qui sous-tend le « *vote malin* » : les votes mobilisés par Navalny seraient ajoutés au soutien organique du deuxième candidat le plus populaire, produisant une victoire étroite sur le candidat de Russie Unie. Bien sûr, le problème est que les autres partis politiques russes ne sont généralement pas moins inféodés au Kremlin, de sorte que les avantages tirés de leurs résultats électoraux sont faibles. Néanmoins, le soutien de Navalny sème un élément d'ambition parmi les responsables de niveau intermédiaire des partis existants. Ironiquement,

cela s'applique surtout au Parti communiste de la Fédération de Russie (KPRF), car il reste le deuxième parti le plus populaire du pays et le principal bénéficiaire du « vote malin ». Gennady Zyuganov, le leader du KPRF, a démontré sa lâche servilité envers le régime en dénonçant Navalny et le mouvement de protestation en janvier. Pourtant Valery Rashkin, le chef du KPRF de Moscou, a rompu les rangs et a défendu Navalny contre la répression. Des députés KPRF du parlement de la ville de Moscou se sont même rendus à l'aéroport pour rencontrer Navalny à son retour en Russie. La raison est simple : le « vote malin » a permis d'augmenter la représentation du KPRF à la Douma de Moscou de cinq à dix sièges sur 45. Navalny et son équipe ont déjà promis de mettre en place ce système lors des prochaines élections parlementaires fédérales, ce qui pourrait exacerber l'instabilité actuelle.

La gauche et les mobilisations

La gauche russe – principalement son aile extra-parlementaire radicale – aborde la crise dans un état de faiblesse organisationnelle et de division interne. Les manifestations qui ont commencé en janvier ont une fois de plus révélé deux points de vue opposés sur la stratégie de la gauche. Selon le premier, Navalny et Poutine sont simplement les représentants de différentes factions de la classe dirigeante, et les dizaines de milliers de personnes qui sont venues protester sont donc des pions dans le jeu de l'une des deux factions. Ils devraient soit être radicalisés (en les incitant à abandonner les manifestations et se tourner vers des groupes marxistes plus petits), soit simplement être ignorés car n'étant pas liés à une véritable lutte de classe (pourtant actuellement absente).

La deuxième position, que la plupart des militants de gauche ont adoptée, souligne la nécessité de participer au mouvement de protestation démocratique, en gardant à l'esprit qu'il transcende la figure de Navalny. La composition des récentes manifestations – qui ont attiré un grand nombre de nouveaux participants dont la principale revendication est la justice sociale – ouvre un espace pour les idées socialistes. Ce mouvement dirigé par la jeunesse, centré sur le rejet des inégalités sociales et des privilèges des élites, est beaucoup plus favorable à la gauche que, par exemple, les rassemblements importants pour des « élections justes » il y a une décennie. Personne ne peut garantir le succès de la mobilisation présente. Pourtant, parmi le large éventail de manifestant-e-s, il y a plus que jamais une exigence de démocratie et de socialisme. ■

Conseil consultatif de la Grève nationale des femmes :

« Suppression des dispositions limitant l'avortement »

Interview de Karo Akabal, Monika Frenkiel et Nadia Oleszczuk par Anita Karwowska et Waldemar Paś*

Après les manifestations pour le droit des femmes de décider qui ont rassemblé des centaines de milliers de personnes dans tout le pays (1), le gouvernement polonais a publié le 27 janvier 2021 dans le *Journal officiel* la décision de son Tribunal constitutionnel du 22 octobre 2020, interdisant l'avortement en cas de malformations génitales ou de troubles du développement de l'embryon (ce qui était devenu quasiment le denier motif légal d'IVG, qui est donc à présent presque totalement illégale). De nouvelles manifestations regroupant des milliers de personnes ont recommencé dans la soirée du 27 janvier. La répression des manifestations devient plus brutale, des manifestantes ont été arrêtées et retenues 48 heures, des procès sont en préparation alors que le gouvernement polonais « normalise » la justice en sanctionnant les procureurs et les juges trop indépendants.

Tout en poursuivant les protestations et en développant les solutions pour aider celles qui décident d'avorter, les mouvements des femmes en Pologne poursuivent l'élaboration d'alternatives à l'État répressif et clérical. C'est en particulier la tâche d'un Conseil consultatif, qui regroupe plusieurs centaines de personnes, à la fois des spécialistes et des militant-es. Créé à l'initiative de l'organisation Grève nationale des femmes (OSK) à la suite des premières manifestations contre l'interdiction de l'avortement, ce Conseil consultatif se donne pour but l'élaboration des solutions législatives dans les domaines mis en avant par les centaines de milliers de protestataires. Ses travaux concernent plusieurs domaines : les droits des femmes, le travail, l'éducation, la laïcité, la santé et le climat.

La question de la législation concernant l'avortement a été dès le début une des principales tâches de ce Conseil. Le 12 février 2021 – une semaine après que les députées de la Gauche et les organisations des fem-

mes ont déposé un projet de loi qui autoriserait l'avortement jusqu'à la douzième semaine de grossesse – le Conseil consultatif a présenté son élaboration au cours d'une conférence de presse. Il propose la dépénalisation de l'avortement. Le quotidien *Gazeta Wyborcza* a interviewé trois militantes du Conseil consultatif qui présentaient ce projet. Nous reproduisons cet entretien.

Pour sa part, Marta Lempart, dirigeante de l'OSK, a dit à *Gazeta Wyborcza* : « Nous sommes actuellement confrontés à une situation dans laquelle un service médical, tel que l'avortement, est régi par les dispositions du code pénal. Il est traité comme quelque chose qui, par définition, serait un crime. Nous ne nous apercevons même plus que c'est une absurdité, tellement nous nous y sommes habitués.

« Retirer l'avortement du code pénal, c'est-à-dire le dépénaliser, est le strict minimum.

« Il est également temps de dire adieu à l'idée de lois spéciales sur l'avortement – qui réglementent un service médical particulier. Dans tout cela, les femmes sont considérées comme des êtres maléfiques, par définition, à qui il faut imposer des interdictions et des sanctions.

« Nous devrions aller vers le modèle canadien, où l'avortement est simplement

* **Nadia Oleszczuk**, étudiante et militante du syndicat Alternatywa związkowa (Alternative syndicale) fondé en juin 2019, est modératrice de l'équipe « Droits du travail et droits sociaux » au sein du Conseil consultatif de la Grève nationale des femmes. **Monika Frenkiel**, philologue, critique littéraire, journaliste, est membre de l'équipe « Avortement et santé sexuelle » du Conseil consultatif. **Karo Akabal**, fondatrice de Sex & Love School (un projet éducatif national qui met en œuvre un programme complet d'éducation sexuelle pour les femmes adultes depuis 2014) et militante pour les droits des femmes et une nouvelle culture sexuelle est modératrice de l'équipe « Droits des femmes » au sein du Conseil consultatif. Cette interview, réalisée par les journalistes du quotidien *Gazeta Wyborcza*, **Anita Karwowska** et **Waldemar Paś**, a été publiée le 12 février par ce quotidien : <https://wyborcza.pl/7,162657,26775363,rada-konsultacyjna-przy-strajku-kobiet-zadamy-calkowitego.html> (Traduit du polonais par JM).

1. Voir le dossier dans *Inprecor* n° 679/680 de novem-

Pologne & Femmes

un service médical réglementé par des normes de soins de santé, sans lois ni dispositions pénales supplémentaires. « Les Coréennes viennent de le faire, le Chili va dans le même sens. Je suis sûre qu'en Pologne aussi il est possible d'admettre que les femmes savent vraiment ce qu'elles font.

« Mais en tant que Grève des femmes, nous devons utiliser tous les chemins accessibles, soutenir toutes les initiatives sensées – et nous le ferons. Chaque effort nous rapproche de notre objectif, donc de l'avortement légal, sûr et gratuit. »

• **Le Conseil consultatif présente son idée sur l'accessibilité à l'avortement en Pologne. Que proposez-vous ?**

Monika Frenkiel : Nous demandons la suppression complète des réglementations limitant l'accès à l'avortement et prévoyant des sanctions pour sa réalisation, notamment en droit pénal. Nous ne voulons aucune limite temporelle, ni de conditions, ni d'exigences pour l'obtention d'un consentement à l'avortement.



Nadia Oleszczuk

• **Vous voulez dire qu'il n'y aurait pas de dispositions juridiques concernant l'avortement ?**

Karo Akabal : Oui. Notre proposition est très progressiste. Elle est sous-tendue par la conviction que les femmes enceintes qui choisissent l'avortement, et les femmes en général, savent ce qu'elles font.

Nadia Oleszczuk : Nous reconnaissons que la femme qui est enceinte a le plein droit de reconnaître qu'elle doit mettre fin à cette grossesse selon sa propre conscience, sa force, sa sensibilité psychique, sa capacité financière.

Monika Frenkiel : Cela signifie que personne d'autre n'a le droit ni les compétences de décider pour une femme si elle a besoin ou non de cet avortement.

• **Pourquoi une telle proposition ?**

Karo Akabal : Notre tâche, en tant que Conseil consultatif de l'organisation Grève nationale des femmes (OSK), était de nous mettre à l'écoute de l'énergie des manifestations. Nous étions dans la rue, nous avons participé aux manifestations, nous avons lu les banderoles, nous avons écouté les cris qui y étaient lancés, nous avons lu les blogs, les journaux, Facebook, les e-mails qui arrivaient dans les boîtes aux lettres du Conseil consultatif, nous avons parlé aux gens.

Nadia Oleszczuk : Les propositions du Conseil consultatif sont le reflet de ces voix.

• **Cela va plus loin que le projet « Avortement sans compromis », présenté la semaine dernière par la Gauche et les organisations de femmes, notamment la Grève nationale des femmes où l'avortement sur demande est autorisé jusqu'à la 12^e semaine de grossesse.**

Karo Akabal : Nous vous invitons à soutenir toute initiative visant à libéraliser la loi sur l'avortement. Mais avec notre postulat, nous voulons entamer une nouvelle approche sur l'avortement et les droits des femmes en Pologne.

Monika Frenkiel : Nous voulons proposer un langage différent et parler des droits des femmes d'une manière différente de ce qui a été fait jusqu'à présent.

• **Comment y parvenir ?**

Karo Akabal : En retirant le sujet de l'avortement de la loi, nous le rendons conforme à ce que nous considérons comme un droit naturel, qui est le droit d'une personne qui devient enceinte de refuser de porter une grossesse.

• **À quoi ressemblerait l'accès à l'avortement en Pologne si les changements que vous proposez entraient en vigueur ?**

Monika Frenkiel : La femme (ou la personne qui porte la grossesse qu'elle se considère femme ou non) aura le droit de choisir la manière, les conditions et la méthode d'interruption de la grossesse.

Nous voulons que l'avortement médicalement soit maintenu aussi loin que possible du système de santé, car nous savons à quel point il fonctionne mal aujourd'hui. Nous demandons l'enregistrement et l'autorisation de circulation du mifépristone (RU 486) – un médicament recommandé par l'OMS comme sûr et améliorant la rapidité et l'efficacité de la procédure en combinaison avec le misoprostol. Il est important que les médicaments pour l'avortement soient disponibles sans ordonnance et qu'une personne enceinte qui décide de se faire avorter à tous les stades de sa grossesse puisse avoir

l'accès à sa convenance à un médecin, accès remboursé par l'État.

Karo Akabal : L'ensemble du système médical est censé être un soutien pour les femmes, et non une limitation. Nous rejetons donc l'idée qu'une consultation psychologique soit nécessaire avant un avortement car cela interfère avec la liberté et la dignité et, comme le montrent les exemples d'autres pays, rend l'avortement moins accessible.

• **Qu'en est-il du traitement médical des avortements ?**

Monika Frenkiel : Nous avons un objectif général : l'avortement doit être remboursé par l'État, sûr, légal et accessible à toutes celles qui en ont besoin. Comment organiser cela ? Nous voulons encore en discuter, principalement avec des experts en procédures médicales.

• **Et la clause de conscience ?**

Monika Frenkiel : Elle doit être abolie.

• **Le droit des médecins à une clause de conscience a été confirmé en 2015 par la Cour constitutionnelle. Alors comment faire ?**

Monika Frenkiel : Si sa conscience ne permet pas à un médecin d'effectuer de telles interventions, il doit changer de profession ou de spécialisation. En outre, dans toute situation, lorsqu'un médecin invoque la clause de conscience pour une raison quelconque, nous ne pouvons pas être sûrs d'un traitement conforme aux meilleures connaissances médicales.

• **Selon votre proposition, la grossesse peut être interrompue à n'importe quel stade. À ce stade, beaucoup de gens vont probablement se demander : à 30 semaines de grossesse aussi ?**

Monika Frenkiel : Cette question suppose que les femmes sont irréfléchies et manquent d'empathie.

La dépénalisation de l'avortement a eu lieu au Canada, et cela nous a servi de modèle. Une telle solution a également été adoptée récemment en Corée du Sud, alors que les femmes coréennes ont protesté avec nous en 2016, tout comme les Argentines, qui ont une nouvelle loi pro-avortement depuis plus d'un mois. Le Chili, lui aussi, s'oriente vers la dépénalisation.

Nous voulons rejoindre ces pays. La dépénalisation fait que l'avortement n'est pas un paragraphe dans le code pénal, mais devient simplement ce qu'il est : une procédure médicale. Commençons à traiter les femmes comme des personnes intelligentes, empathiques et responsables.

Karo Akabal : Faisons confiance aux personnes enceintes. Je suis convaincue qu'elles



Karo Akabal

prendront la décision d'avorter dans les premières semaines de la grossesse. Mais bien sûr, nous nous attendons à une discussion autour de cette proposition. Nous encourageons à imaginer un monde où il n'y aura plus de restrictions à l'interruption de grossesse. Relèverons-nous le défi pour agir justement ?

Nadia Oleszczuk : Rappelons-nous que ce sont les femmes des petites villes et des villages et celles qui sont moins riches qui souffriront de l'interdiction de l'avortement. Si vous avez de l'argent, vous n'êtes pas concernée par les nombreux obstacles à l'accès à l'avortement – avec un budget adéquat, vous pouvez faire valoir votre droit à l'interruption de grossesse en dehors de la Pologne.

La garantie des droits sociaux, l'égalité de rémunération et de la position sur le marché du travail influenceraient les décisions de poursuivre une grossesse. L'indépendance économique des femmes est une question clé. Les femmes se battent pour cela depuis longtemps. L'histoire indique que le système a été plus enclin à céder sur des questions politiques qu'en ce qui concerne ses bases économiques. Dans le monde moderne, on ne peut pas faire de la politique sérieuse sans les femmes. Vous ne pouvez pas les reléguer aux marges et ignorer l'opinion de la moitié de la société.

Monika Frenkiel : Et, en dehors de la demande concernant l'avortement, nous avons également des demandes concernant l'accès réel à la contraception et à une éducation sexuelle de qualité, ce qui se traduit également par le nombre d'avortements pratiqués – ce sera un système cohérent.

• *Votre idée va le plus loin dans la libéralisation, que faire si la majorité de la société veut un accès libre à l'avortement, mais dans un certain cadre ?*

Karo Akabal : La tâche du Conseil consultatif n'est pas de négocier des positions,

nous représentons les demandes des manifestations de la Grève des femmes. Il ne s'agit pas de savoir jusqu'à quelle semaine de grossesse nous allons gracieusement permettre aux femmes de prendre des décisions concernant leur santé et leur vie. Nous disons que nous ne voulons aucune restriction sur ce sujet. Et ainsi la demande extrémiste d'interdiction de l'avortement n'a plus lieu d'être. Nous sommes déjà ailleurs.

• *Vos propositions peuvent-elles être acceptées par la majorité de la population ?*

Monika Frenkiel : Nous avons conscience que cela ne se produira pas immédiatement. Nous sommes dans un processus. Lorsque nous sommes descendus dans la rue en 2016, nous avons protesté contre l'interdiction totale de l'avortement. À l'époque, le terme « *avortement* » lui-même était impropre pour beaucoup de gens, entre autres pour des politiciens.

Maintenant, c'est différent. 70 % de la société polonaise souhaite qu'une femme enceinte ait le droit d'avorter si elle conçoit qu'elle n'est pas du tout prête à donner naissance.

Karo Akabal : Nous repoussons les limites du discours social. Nous parlons du droit d'une personne à décider de son propre corps et de sa propre vie. Nous demandons que toute la société reconnaisse que nous avons ce droit.

Nous aspirons à une révolution systémique, à la création de nouvelles procédures médicales pour l'avortement, basées sur l'hypothèse que chaque femme et chaque personne prend une décision consciente concernant son propre corps.

Monika Frenkiel : Les médecins donneraient un avis médical mais ils ne pourraient pas décider si une femme peut avorter ou non, le nouveau système doit être conçu de manière à ne pas multiplier les obstacles à l'avortement.

Karo Akabal : Les femmes ont toujours eu, ont et auront toujours le droit de refuser de porter une grossesse, indépendamment de ce que disent les codes à ce sujet.

Il y a toujours eu des avortements, et cela continuera. Toute interdiction de l'avortement inscrite dans la loi est une imposture. Il est temps que l'État et la loi reflètent la réalité.

• *Et maintenant, quelle est la suite de cette proposition ?*

Nadia Oleszczuk : À partir de jeudi, nous vous invitons à *Loomio*, la plateforme participative en ligne que le Conseil consultatif auprès de la Grève nationale des femmes utilise pour discuter et élaborer les solutions.

Nous voudrions discuter, consulter et donner notre avis ici avec tous les gens qui soutiennent l'OSK. Tout le monde peut se joindre au débat.

Karo Akabal : Le rôle du Conseil est visionnaire, nous devons montrer une large perspective de ce à quoi nous pouvons arriver. Il s'agit peut-être d'un processus pluriannuel, mais nous voulons le mener à bien avec toutes les personnes concernées.

• *Pourquoi tant d'hommes veulent-ils s'exprimer sur l'avortement ? Ils avancent par exemple l'idée d'un référendum.*

Monika Frenkiel : Les droits humains sont inhérents et ne sont pas soumis à référendum. Le slogan de la grève « Allez vous faire foutre ailleurs » reflète notre attitude face au fait que, pendant des siècles, les hommes ont dit aux femmes ce qu'elles devaient dire, faire et penser.



Monika Frenkiel

• *Comment vous êtes-vous retrouvées dans ce Conseil consultatif ?*

Nadia Oleszczuk : Aujourd'hui, plus de 500 personnes sont actives au sein du Conseil. Ces personnes se sont portées elles-mêmes candidates et le recrutement était libre, ou elles ont été recommandées par des organisations sociales ou par l'OSK elle-même. Le Conseil a un caractère expert et militant. Ce ne sont pas des « *vieux cons* ». Nous luttons contre l'opinion omniprésente de ces « *vieux cons* » dans l'espace public. En disant « *vieux cons* », j'ai à l'esprit une catégorie symbolique, derrière laquelle se cachent des caractéristiques telles que le sexisme et le paternalisme.

Karo Akabal : Je me suis présentée au Conseil en réponse à un appel des dirigeantes de la grève, qui disaient qu'il y avait des questions à discuter et à réinventer. Je savais que je m'engageais à travailler dur, et c'est ainsi.

• *Et ça ressemble à quoi ?*

Karo Akabal : Comme il sied à une organisation révolutionnaire, nous utilisons dans notre travail de nombreuses formes d'action progressistes qui impliquent le plus grand nombre de personnes possible. Nous avons discuté du sujet de l'avortement au sein d'une équipe de plusieurs personnes. Les quatre personnes les plus impliquées dans les travaux sont responsables du contenu final du postulat, mais tout ce dont nous parlons aujourd'hui a été discuté à de nombreuses reprises au sein du Conseil et par des experts extérieurs. L'étape suivante consiste à présenter la proposition à l'ensemble de la communauté des grévistes.

Monika Frenkiel : Nous avons eu des dizaines de discussions en ligne, principalement sur Zoom. Nous lisons des documents et des recommandations, nous vérifions les solutions qui fonctionnent dans le monde. Nous avons discuté de chaque idée, nous avons ajouté de nouvelles idées, nous avons fait des résumés, etc. Nous travaillions plusieurs dizaines d'heures par semaine. Il y avait des étapes où je dormais une ou deux heures par nuit pour recueillir des commentaires, donner des avis sur des idées et préparer des propositions pour l'étape suivante de la discussion.

Karo Akabal : Le projet nous prend de nombreuses heures par jour. Je dirige une école en ligne, que j'ai confiée à une équipe ces deux derniers mois. J'ai trois enfants et un petit-fils qui me soutiennent dans ce que je fais maintenant et comprennent que je dois m'y consacrer.

• *Que se passera-t-il si cette proposition est rejetée ?*

Karo Akabal : Nous nous adressons à des centaines de milliers de personnes. La démocratie participative consiste à écouter les opinions. Notre objectif est de sensibiliser le public à l'avortement. Pour ma part, je suis enthousiaste à l'idée de voir ces réactions.

Nadia Oleszczuk : L'objectif à long terme des travaux du Conseil c'est un concept d'élaboration des politiques de la base vers le sommet, où la société co-gouverne l'État. Le produit du travail du Conseil sera une liste de choses que le gouvernement et l'opposition doivent faire, comme l'ont demandé les manifestant-es et celles et ceux qui ont soutenu la grève des femmes. Rappelons-nous que les gouvernements sont censés agir au service des gens.

Monika Frenkiel : Notre proposition est une réponse à l'appel des politiciens : « *Parlons-en* ». Alors, discutons. ■

Propos recueillis le 11 février 2021 à Varsovie

Pandémopolitique ou réinventer la santé en commun

Un constat de départ : la pandémie qui a déjà fait plus de 80 000 morts en France, 40 000 dès la première vague, a fait s'écrouler le discours néolibéral sur la santé, jusqu'alors présentée avant tout comme un coût à contrôler – et une organisation à privatiser. Elle a redonné de la vigueur à la mobilisation des soignant-es rudement éprouvés à l'hôpital, mais si celle-ci a obtenu quelques concessions économiques, elle n'a pas changé le paradigme de l'organisation sanitaire en France. Contrairement aux vantardises entendues, il y a eu « *triage* » : d'abord en laissant longtemps dans l'abandon patient-es et soignant-es des EHPAD (où réside 1 % de la population, mais où ont eu lieu 30 % des décès dus à la Covid) ; et aussi, en amont, à cause de l'organisation inégalitaire du prétendu « *système de santé* ». En fait, la bureaucratie aux commandes (Ministère, Agences régionales de santé) gère plutôt un système de soin qui est à l'image de la société, discriminatoire, accentuant le risque de maladie et de mort sur des critères de pauvreté et d'exclusion sociale, avec son cortège de conséquences : incidence de facteurs aggravants comme obésité et diabète, par exemple, et accès aux soins. En France comme aux États-Unis où des études l'ont vite mis en évidence, l'identité sociale (« *origine étrangère* » ici, « *race* » là-bas) est un facteur majeur de risque de décès quand le virus est là.

Mais on peut aussi dire que les choix économiques des dernières décennies ont constitué une forme de triage. L'exemple le plus voyant a été celui qui a provoqué la pénurie de masques : à quoi bon immobiliser l'argent de l'État à une précaution ? À quoi bon maintenir des capacités de production en France, quand on peut faire fabriquer à coût moindre en Inde ou en Chine ? Mais cet exemple n'est qu'une anecdote significative par rapport à la politique radicale de fermeture de lits, voire de services hospitaliers ou d'hôpitaux entiers, menée par tous les gouvernements de « *gauche* » comme de droite depuis trois décennies, au nom de la « *maîtrise des dépenses de santé* » – dont on a vu les conséquences face à l'afflux de malades lors de la première vague : arrêt de l'activité de nombreux services, report des interventions non urgentes – même des greffes de rein, avec des centaines de greffons perdus à la clé, et donc des « *pertes de chances* » pour autant de patients attendant une greffe vitale. Triage encore, donc, et systémique.

Un dernier élément pour illustrer ce qui fait « *triage* », cette fois à l'échelle mondiale : l'organisation de la recherche et de la production de vaccins au profit des seuls pays riches, qui ont subventionné la recherche privée, passé commande et préempté avant même que les vaccins existent, laissant les pays pauvres se débrouiller pour récupérer des miettes, au bon vouloir des fondations caritatives essentiellement américaines, car il s'agit pour les laboratoires de maintenir le principe du brevet, et donc du profit, pour un objet qui est par nature un besoin urgent et universel pour l'humanité tout entière.

En France, le caractère inopérant de la politique de santé face à la Covid s'explique à la fois

par ces choix fondamentaux d'intégrer au maximum la santé dans le champ de la marchandise, mais aussi par une vision bureaucratique qui confie aux « *experts* » et aux administrations les choix et leur réalisation. La stratégie « *Tester-Tracer-Isoler* », très efficace dans certains pays d'Asie par exemple, est en France un fiasco complet, du fait d'une absence d'appel aux compétences de terrain. On a préféré confier à des salariés de l'assurance maladie, après quelques heures de formation, le soin de « *convaincre* » les personnes contacts de se faire tester... mais on a ignoré les conséquences économiques d'un test positif : comment subsister quand on est bloqué chez soi, si ce n'est pas indemnisé ?

Les auteurs ne se contentent pas de ce diagnostic. Ils proposent une autre vision de l'organisation de la santé, qui fait appel à la notion de santé communautaire, fondée sur des expériences qui montrent que ce n'est pas une utopie irréaliste. Appelant à considérer la santé non comme un bien marchand mais comme un « *commun* », au sens des « *commons* » anglais, propriété collective de la terre que le capitalisme marchand a détruit en Grande-Bretagne aux XVII^e et XVIII^e siècles, ils parlent de ces actions politiques quelquefois d'origine gouvernementale (au Québec, au Kerala...) mais souvent mises en œuvre par une action militante, de soignant-es ou au contraire de militant-es voulant montrer qu'il est possible de prévenir et de soigner sans que les « *experts* » médicaux ou politiques viennent y apporter leurs limitations : centres de santé des Black Panthers, mouvements autour du Sida-VIH (pour la prévention comme pour la disponibilité des traitements)... Plus modestement, l'émergence d'initiatives comme les « *maisons de santé* », les « *patient-es-expert-es* » montrent l'intérêt d'ouvrir aux bénéficiaires des actions de soin le pilotage et la réalisation d'un projet de santé.

Revenant pour leur conclusion à la notion de triage, ils appellent à une autre vision, sociale, écologique et communautaire (au sens de la démocratie et de l'intégration), du triage nécessaire pour faire face aux défis mis en évidence par la pandémie. « *Série d'opérations pratiques de sélection, d'affectation et d'usage des ressources destinées aux activités de prévention et de soin* », ce triage doit battre en brèche la marchandisation de la santé en luttant contre les brevets que les grandes compagnies pharmaceutiques (et les pays riches qui les abritent) soutiennent comme essentiels, préserver les soins dans le secteur public (et entendre les besoins de ses travailleurs), s'appuyer sur les mobilisations et la richesse d'expériences des populations, et une organisation démocratique... dont les formes dépassent évidemment le sujet du livre.

Claire, documentée, énergique, une analyse qui vient conforter les approches militantes et l'exigence d'arracher aux capitalistes ces « *biens communs* » à l'origine du mot... communiste.

Philippe Michaud

* Jean-Paul Gaudillière, Caroline Izambert, Pierre-André Juven, *Pandémopolitique, réinventer la santé en commun*, La Découverte, Paris, 2021. La version pour liseuse est disponible ici : <https://www.editionsladecouverte.fr/pandemopolitique-9782348066153>

Dix ans après le début des soulèvements populaires, ce n'est que le début...

Par
Joseph Daher*

« Les révolutions sont les locomotives de l'histoire »

Karl Marx,

les Lutttes de classes en France (1850)

Les révolutions ont été la forme la plus importante de conflit politique au XX^e siècle – sinon dans l'histoire de l'humanité – à l'exception peut-être des guerres mondiales. Le déclenchement des processus révolutionnaires de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MOAN) au cours de la décennie précédente fait partie de ces événements majeurs et révolutionnaires de l'histoire humaine. Il ne fait aucun doute que la première vague de révoltes en 2011 a marqué l'ouverture d'une époque inachevée de révolution et de contre-révolution au MOAN.

Un processus révolutionnaire à long terme

Une révolution est généralement comprise comme un large mouvement populaire réalisant un changement politique radical ou qui le vise mais n'y parvient pas. Dans le cas des soulèvements populaires de la région du MOAN, les changements résultant des événements qui ont débuté à la fin de l'année 2010 et début 2011 n'ont pas provoqué des transformations radicales dans les conditions matérielles des structures politiques et économiques de la région, à l'exception du renversement de la domination économique et politique de cliques familiales au pouvoir, dont la Tunisie, l'Égypte, la Libye, le Yémen, l'Algérie et le Soudan, etc. En d'autres termes, nous avons assisté à des formes de révolution politique limitée, mais sans aucun changement dans les structures économiques et sociales de la société, alors qu'une révolution sociale implique ces changements plus fondamentaux, qui remettent en cause le régime d'accumulation existant (néolibéralisme) au sein du capitalisme ou le mode de production lui-même. Il s'agit d'une dis-



inction importante, car les problèmes de la région du MOAN ne sont pas seulement politiques, mais sont le produit de sa forme particulière de capitalisme.

Cependant, nous avons assisté à la mobilisation de larges secteurs des classes populaires contre les États existants et exigeant le renversement des régimes. C'est l'un des principaux aspects d'une révolution. Le révolutionnaire russe Léon Trotsky a notamment écrit : « *Le trait le plus incontestable de la Révolution, c'est l'intervention directe des masses dans les événements historiques. D'ordinaire, l'État, monarchique ou démocratique, domine la nation ; l'histoire est faite par des spécialistes du métier : monarques, ministres, bureaucrates, parlementaires, journalistes. Mais, aux tournants décisifs, quand un vieux régime devient intolérable pour les masses, celles-ci brisent les palissades qui les séparent de l'arène politique, renversent leurs représentants traditionnels, et, en intervenant ainsi, créent une position de départ pour un nouveau régime... L'histoire de la révolution est pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées.* »

Un autre aspect est que dans certains des soulèvements populaires, une situation proche du double pouvoir contestant le pouvoir du régime a pu exister à certaines périodes, comme en Syrie au début du mouve-

ment de protestation. Ce dernier ne représentait néanmoins pas une forme d'alternative sociale révolutionnaire aux structures politiques et économiques existantes du capitalisme syrien, tout en ayant quelques limites en termes de système alternatif d'autonomie démocratique. Ce système n'a jamais été pleinement développé et il y a eu des problèmes, en particulier la sous-représentation des femmes ainsi que des minorités ethniques et religieuses. Néanmoins, les comités et les conseils ont réussi à former une alternative politique qui attirait de larges segments de la population.

Nous devons comprendre les soulèvements populaires régionaux comme un processus révolutionnaire prolongé ou à long terme, qui permet de combiner la nature révolutionnaire des situations actuelles et le chemin encore à parcourir pour réaliser leurs objectifs démocratiques et sociaux.

Les racines du processus

Les processus révolutionnaires de la région du MOAN sont le résultat de la

* Joseph Daher, militant syrien, enseigne à l'université de Lausanne (Suisse) et à European University Institute à Florence (Italie). Il est le fondateur du site web *Syria Freedom Forever*, dédié à la construction d'une Syrie laïque et socialiste. Il vient de publier *Le Hezbollah, un fondamentalisme religieux à l'épreuve du néolibéralisme* (Éditions Syllepse, Paris 2019, 20,00 €).

Moyen-Orient et Afrique du Nord

confluence et du renforcement mutuel de différentes situations d'insatisfaction, de lutte et de mobilisation populaire. Ces batailles sont étroitement liées et ont permis à différents secteurs de ces sociétés d'unir leurs forces pour se rebeller contre des régimes autoritaires et corrompus, jugés responsables de l'aggravation continue de la crise sociale et économique.

Ces soulèvements sont enracinés dans le despotisme et l'autoritarisme d'un côté et de l'autre le blocage du développement des forces productives en raison des rapports de production.

Dans cette perspective, les soulèvements au MOAN ne sont cependant pas seulement un avatar de la crise économique mondiale de 2008. La Grande crise n'a joué qu'un rôle renforçant les facteurs structurels spécifiques de l'explosion régionale.

Les causes profondes du blocage économique à long terme sont enracinées dans les modalités spécifiques du mode de production capitaliste dominant dans la région du MOAN, qui est un capitalisme aventureux, spéculatif et commercial caractérisé par une recherche de profit à court terme. L'économie de la région est trop concentrée sur l'extraction du pétrole et du gaz naturel, le sous-développement des secteurs productifs, le surdéveloppement des secteurs de services alimentant diverses formes d'investissements spéculatifs, en particulier dans l'immobilier.

Au sein de ce mode de production particulier, la nature patrimoniale de ces États, dans lesquels les centres de pouvoir (politique, militaire et économique) sont concentrés dans une famille et sa clique, se développe un type de capitalisme de copinage (ou crony-capitalism), dominé par une bourgeoisie d'État. En d'autres termes, les membres et les proches des familles dirigeantes exploitent souvent leur position dominante garantie par le pouvoir politique pour accumuler des fortunes considérables. Dans le cas de l'Égypte, de la Tunisie, de l'Algérie et du Soudan, les systèmes politiques étaient plus proches d'une forme de néopatrimonialisme : un système républicain institutionnalisé autoritaire avec une plus ou moins grande autonomie de l'État vis-à-vis des dirigeants, susceptibles d'être remplacés. Le népotisme était également présent dans ces systèmes.

Les politiques néolibérales et les mesures d'austérité ont servi au démantèlement et à l'affaiblissement croissant des services publics dans ces pays, à la suppression de subventions, notamment pour des biens de première nécessité, tout en accélérant les processus de privatisation, très souvent au

profit des classes dirigeantes et bourgeoises liées au pouvoir politique.

Les réformes néolibérales des régimes arabes ont encouragé une politique basée sur l'accueil des investissements directs étrangers, le développement des exportations et du secteur des services, en particulier du tourisme. Dans cette optique, les gouvernants ont assuré aux compagnies l'absence, ou de faibles taux, d'imposition, tout en leur garantissant une main-d'œuvre très bon marché. L'appareil répressif de ces pays a servi « d'agent de sécurité » pour ces compagnies, les prémunissant de tout trouble ou revendication sociale. Ces États ont joué le rôle d'entremetteurs pour les capitaux étrangers et les grandes multinationales, tout en garantissant l'enrichissement d'une classe bourgeoise liée au régime.



Chaque pays a ses propres spécificités, mais tous souffrent de symptômes similaires. Ces économies sont caractérisées par une polarisation dans des secteurs limités, des taux d'emploi très bas associés à des taux extrêmement élevés de migration qualifiée, une gestion rentière des ressources (y compris les ressources non naturelles) et une corruption organisée par une oligarchie clanique, comprenant souvent les chefs militaires. Dans le cas des monarchies du Golfe, la majorité de la population active est composée de travailleur-es migrant-es temporaires qui sont privés des droits politiques et civils détenus par la population citoyenne. Pour le Koweït, le Qatar, les Émirats arabes unis et Oman, les travailleur-es migrant-es représentent plus de 80 % de la population active.

Le manque de développement économique et l'appauvrissement de larges secteurs de la société ont provoqué de plus en plus de protestations sociales et ouvrières au cours des années précédant le déclenche-

ment des soulèvements populaires dans divers pays.

Et contrairement à un discours soutenu par les institutions financières internationales et certains États occidentaux, en particulier les gouvernements étatsuniens, qui combinaient l'expansion des politiques néolibérales avec des programmes de promotion de la « démocratie » dans le Sud, ces politiques néolibérales n'ont pas du tout conduit à un processus de renforcement d'une « classe moyenne indépendante ou capitaliste » censée défier les dictatures et conduire à la démocratie. Au contraire, ces processus ont conduit vers des formes plus approfondies d'autoritarisme.

Cela ne veut pas dire que nous devrions adopter une perspective économiste, qui ramène tous les éléments à la sphère économique. Il faut analyser la situation socio-économique, qui conduit à l'augmentation des inégalités dans le pays et à l'impossibilité générale pour les classes populaires d'exprimer leurs griefs à travers des processus institutionnels. Cela continue d'être le cas même en dehors des institutions – comme par le biais de grèves et d'autres actions populaires – en raison de l'absence de droits et de cadres démocratiques. Je soutiens que ces facteurs socio-économiques et politiques ont créé les conditions matérielles du soulèvement.

Comme l'a fait valoir Trotsky, les classes populaires se tournent vers les soulèvements révolutionnaires lorsqu'ils voient l'espoir de transformer leur société : « En réalité, la simple existence de privations ne suffit pas pour provoquer une insurrection, si c'était le cas les masses seraient toujours en révolte. Il faut que la banqueroute du régime social, révélée de manière concluante, rende ces privations intolérables, et que de nouvelles conditions et de nouvelles idées ouvrent la perspective d'une issue révolutionnaire ».

L'émergence de nouveaux éléments, idées et conditions, vue avec les images de centaines de milliers et millions de personnes dans les rues en Tunisie, en Égypte et dans d'autres pays de la région, exigeant le renversement de leurs dictateurs dans les semaines et les mois précédents, a eu un rôle considérable dans cette perspective. En Tunisie, l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) a souvent joué un rôle moteur d'opposition aux régimes autoritaires, malgré le fait que la centrale syndicale a été gravement affaiblie par une combinaison de répression, de privatisation des emplois publics et parfois même de compromission de la direction syndicale avec le régime. En 2008, ce sont en effet des membres de l'UGTT qui sont à la base des soulèvements

des ouvriers des mines dans la région de Gafsa. Ils ont soutenu le mouvement pendant plus d'un an.

En Égypte, le pays a connu le plus grand mouvement social depuis la Seconde Guerre mondiale, avec des grèves et des occupations de différents secteurs de la société. Les grèves dans les usines de Mahala el Kubra, en 2008, témoignent aussi de la vigueur du mouvement ouvrier malgré la répression des forces de sécurité. Ces luttes ont progressivement ouvert la voie à la création de syndicats indépendants des travailleurs, qui ont joué un rôle décisif (bien que non officiellement reconnu) dans le renversement de Moubarak et les premières années du soulèvement.

Ceci a créé, dans l'esprit d'une grande partie de la population de la région, un tournant où la possibilité de renverser les chefs d'État à travers des mobilisations de masse pouvait être une solution.

Soulèvement populaire dans la région du MOAN, le début d'une résistance globale

Alors que la décennie des années 2000 a été marquée par la soi-disant « *guerre contre le terrorisme* » et la crise financière de 2008, l'éruption des soulèvements populaires dans la région du MOAN a lancé une décennie de résistance à travers le monde défiant l'ordre capitaliste et autoritaire dans lequel nous vivons. L'étincelle du soulèvement populaire a commencé en Tunisie, puis s'est rapidement étendue à l'Égypte et au reste de la région du MOAN. Cela a conduit au départ de dictateurs (Ben Ali, Moubarak, Khadafi et Ali Abdallah Saleh) qui gouvernaient certains pays depuis des décennies.

Sans aucun doute, la plus grande réussite des soulèvements populaires a été très probablement de rappeler l'idée des révolutions comme une plausibilité dans laquelle seules les masses développant leur propre potentiel de mobilisation pourront réaliser le changement à travers leur action collective. C'est l'abc de la politique révolutionnaire, mais cette idée avait été largement discréditée au cours des dernières décennies parmi de larges sections de la gauche.

De plus, le début des processus révolutionnaires de la région du MOAN s'est étendu à diverses régions du monde, notamment l'État espagnol (Mouvement des Indignés) et les États-Unis (Occupy Wall Street), ainsi que des États d'Afrique subsaharienne comme le Burkina Faso (contre hausse des prix et répression) et de nombreux autres pays.

À la fin de 2018 et en 2019, une « *deuxième vague* » des processus révolu-

tionnaires de la région du MOAN a éclaté au Soudan, en Algérie, au Liban et en Irak. Deux nouveaux dictateurs ont été renversés après 30 ans au pouvoir, tandis que les classes dirigeantes néolibérales confessionnelles au Liban et en Irak ont été défiées.

Cette « *deuxième vague* » s'est produite au milieu de la montée des mobilisations populaires massives à travers le monde avec de nombreux mouvements de protestation contre l'autoritarisme, par exemple à Hong Kong ou en Catalogne, où le droit des peuples à l'autodétermination continue d'être réprimé et écrasé par les autorités, tandis que de l'Amérique du Sud au Moyen-Orient des manifestations massives et des grèves ont éclaté après l'introduction de nouvelles mesures d'austérité et de nouvelles taxes, augmentant encore davantage le coût de la vie. Des grèves et des manifestations féministes massives ont également été organisées pour lutter contre les offensives réactionnaires attaquant les droits des femmes des États-Unis à la Pologne. En 2020, c'est le mouvement de Black Lives Matter qui a secoué l'ordre capitaliste et raciste américain, et les grèves climatiques massives s'organisent presque partout dans le monde.

Les mobilisations populaires internationales s'inscrivent dans une atmosphère de radicalisation des mouvements de contestation populaires, notamment écologistes et féministes, contre un système capitaliste qui exploite et opprime l'humanité et détruit l'environnement au nom du profit. L'irruption de la pandémie Covid-19 dans ce cadre a également été un indicateur puissant de ces inégalités sous toutes leurs formes.

Diverses offensives contre-révolutionnaires

Tout comme l'éclatement des processus révolutionnaires régionaux a eu des conséquences massives à l'échelle régionale et mondiale, les réactions brutales contre les aspirations des classes populaires de la région du MOAN sont venues des pouvoirs locaux, régionaux et des acteurs impérialistes. Semblable à la Révolution russe de 1917, l'éruption des soulèvements populaires au niveau régional a constitué une menace mondiale pour tous, notamment en raison de l'importance des ressources énergétiques telles que le pétrole et le gaz. Comme l'a soutenu l'universitaire et géographe David Harvey en 2003, toujours très pertinent, « *celui qui contrôle le Moyen-Orient contrôle le robinet de pétrole mondial et celui qui contrôle le robinet de pétrole mondial peut contrôler l'économie mondiale, au*

moins pour un avenir proche ». Les monarchies du Golfe détiennent environ 40-45 % de l'ensemble des réserves authentifiées de pétrole et 20 % du gaz mondial. Elles fournissent près de 20 % de toute la production de pétrole du monde.

En effet, après une brève période de confusion, les régimes dictatoriaux, les puissances régionales et impérialistes ont réagi à ces soulèvements soudains et rapides de masse.

Les régimes autoritaires et despotiques de la région du MOAN ont généralement fait preuve d'une grande brutalité dans la répression des mouvements de protestation, en tuant et en emprisonnant massivement des manifestant-es. Ils ont généralement été aidés par des acteurs régionaux et impérialistes dans leurs actions, que ce soit de manière politique, économique et/ou militaire. Le soulèvement syrien a vu la mort de centaines de milliers de personnes, dans leur grande majorité à la suite de la répression de l'appareil militaire du régime de Damas et de ses alliés, et ces mêmes acteurs ont également détruit une grande partie du pays.

Dans le même temps, les mouvements fondamentalistes islamiques, soutenus par les puissances régionales, ont tenté de détourner ou de réprimer les mouvements sociaux démocratiques.

Les puissances impérialistes et régionales menacées par la propagation de ces révoltes sont intervenues de multiples et diverses manières pour y mettre un terme. L'affaiblissement relatif de la puissance et de l'influence étatsunienne dans cette région avant 2011 en raison de l'échec de l'occupation de l'Irak et de la crise financière mondiale de 2008 a non seulement laissé plus d'espace politique permettant d'intervenir à d'autres forces internationales – comme la Russie ou, à un moindre degré, la Chine – mais surtout de jouer un rôle croissant dans la région et les processus révolutionnaires aux États régionaux.

Dans ce contexte, différentes alliances d'États régionaux et internationaux se sont établies pour tenter de mettre fin aux soulèvements : l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis avec le soutien des États-Unis sont intervenus militairement à Bahreïn et ont lancé une guerre contre le Yémen (tous deux avec le soutien initial du Qatar), tandis que l'Iran et la Russie sont intervenus en Syrie. Téhéran et ses forces politiques alliées en Irak et au Liban se sont également opposés aux mouvements de protestation dans ces pays et n'ont pas hésité à réprimer les manifestant-es. Outre ces deux axes, le rôle de la Turquie, politiquement soutenue par son allié le Qatar, a également été détermi-

Moyen-Orient et Afrique du Nord

nant en soutenant le mouvement des Frères Musulmans et autres mouvements fondamentalistes islamiques, et surtout en intervenant de plus en plus en Syrie dans les régions dominées par le PYD, la branche syrienne du PKK, dans la poursuite de sa guerre contre l'autodétermination kurde.

Il ne faut cependant pas croire que les rivalités impérialistes et régionales sont impossibles à surmonter lorsque les intérêts de ces acteurs sont en jeu et que les relations d'interdépendance sont en fait très présentes. Les États capitalistes sont très souvent en concurrence continue entre eux afin d'accumuler du capital et faire des profits, mais peuvent en même temps partager des intérêts de classe communs qui peuvent conduire à des accords et à l'unité contre les menaces d'en bas telles que les soulèvements populaires. Tous ces régimes sont des ennemis du processus révolutionnaire régional. Ils sont uniquement intéressés par un environnement politique stable leur permettant de construire et de développer leur capital politique et économique au mépris des classes populaires. Le dernier exemple est le début de la réconciliation entre le Qatar d'un côté et de l'autre l'Arabie saoudite et dans une moindre mesure les Émirats arabes unis. Cela pourrait potentiellement ouvrir la voie à un rapprochement entre l'Arabie saoudite et la Turquie dans un avenir proche.

L'intervention des puissances régionales et impérialistes reflète une volonté profonde d'écraser ces révolutions de masse et d'empêcher leur diffusion. Ils sont conscients que son succès sapera les fondements de leur hégémonie et/ou de leurs pouvoirs.

Cette offensive contre-révolutionnaire a également inclus l'intensification des attaques contre les Palestiniens. L'impérialisme étatsunien, avec la présidence de Donald Trump, a fortement soutenu (même plus que les administrations précédentes) l'apartheid et l'État colonial d'Israël. En plus de cela, les processus de normalisation officielle entre Israël et ses alliés réactionnaires dans la région, en particulier les monarchies du Golfe – qui pour la majorité d'entre elles avaient des relations antérieures avec Israël – ont pour objectif d'isoler encore davantage la question palestinienne, tout en renforçant une alliance régionale soutenant les États-Unis, opposée à l'Iran et garantissant la stabilité autoritaire néolibérale de la région. L'administration étatsunienne du nouveau président Biden continuera très probablement sur la même voie. Dans le même temps, l'annonce de la normalisation entre le Soudan et Israël sert à renforcer le camp militaire réactionnaire contre les secteurs de

l'opposition représentant le mouvement de contestation dans le gouvernement de transition. Alors que le Soudan signait un accord de normalisation avec Israël, le régime soudanais a simultanément obtenu une aide financière de plus d'un milliard de dollars des États-Unis, notamment pour l'aider à rembourser sa dette envers la Banque mondiale (BM) qui dépasse 60 milliards de dollars. Cela s'est produit quelques semaines après le retrait de Khartoum de la liste étatsunienne des États accusés de financement du terrorisme. Dans le cas du Maroc, pour obtenir la normalisation entre Tel Aviv et Rabat les États-Unis ont reconnu la souveraineté de la monarchie marocaine sur le Sahara Occidental occupé.

Les mouvements de protestation ont dû faire face à divers acteurs contre-révolutionnaires peu disposés à voir des changements démocratiques et socio-économiques radicaux. Dans cette perspective, il est important de voir qu'une contre-révolution ne revient pas simplement à la situation initiale, mais qu'à bien des égards elle est pire, que ce soit en termes d'approfondissement de l'autoritarisme et des politiques répressives, mais aussi dans les politiques néolibérales.

Approfondissement du néolibéralisme

Les États de la région ont saisi les différents types de crise provoqués par les soulèvements populaires, les guerres, la baisse des prix du pétrole et plus récemment la pandémie Covid-19 et la récession mondiale associée, comme des opportunités pour restructurer et promouvoir des changements qui auraient été auparavant impensables, telle l'extension de l'économie de marché à divers secteurs économiques jusqu'ici dominés par les secteurs étatiques.

Dans le même temps, les régimes autoritaires et despotiques ont souvent profité de la pandémie pour renforcer la répression contre les mouvements de protestation. La pandémie a permis aux États de la région d'imposer des mesures de confinement, non pour des raisons sanitaires ou par volonté de protéger la santé des classes populaires, mais pour mettre fin aux mouvements de contestation. Les pouvoirs autoritaires ont d'ailleurs ciblé des médias et arrêté des activistes qui mettaient en doute les bilans officiels de contaminations du Covid-19, tout en brandissant la menace de lourdes amendes et peines de prison pour les contrevenants aux mesures de confinement.

Plusieurs pays du Moyen-Orient ont adopté et/ou promu une législation sur les partenariats public-privé (PPP) afin d'accélé-

rer la privatisation des services publics et des infrastructures publiques. Les PPP sont par exemple un élément fondamental dans la stratégie économique et politique de Vision 2030 promue par le prince Mohammad Ben Salmane en Arabie saoudite. Le Programme de transformation nationale 2020, qui a été présenté après la Vision 2030, détaille les politiques économiques de la nouvelle équipe dirigeante saoudienne et place le capital privé au centre de l'économie saoudienne. Le gouvernement saoudien a annoncé son intention d'organiser des PPP pour de nombreux services gouvernementaux, y compris des secteurs tels que l'éducation, le logement et la santé. Ce plan a été décrit par le *Financial Times* comme s'apparentant à un « *thatchérisme saoudien* ». En même temps, Riyad a saisi l'opportunité de la pandémie pour imposer des mesures d'austérité en réduisant les subventions, en éliminant l'allocation pour le coût de la vie et en augmentant les impôts indirects (une forte augmentation de la TVA de 5 % à 15 %). Au même moment, cela n'a pas empêché le fonds souverain du royaume saoudien d'investir plus de huit milliards de dollars depuis le début de la crise du Covid-19 dans des mastodontes de l'économie mondiale, de Boeing à Facebook.

De manière similaire, le régime syrien a accéléré ses politiques néolibérales après le soulèvement de 2011 et la militarisation croissante du conflit à partir de 2012. Il a adopté une loi PPP en janvier 2016, six ans après sa première rédaction. Cette dernière autorise le secteur privé à gérer et développer les biens de l'État dans tous les secteurs de l'économie, à l'exception du pétrole. La « *nouvelle stratégie économique* » connue sous le nom de Partenariat national, lancée en février 2016, citait la loi PPP comme un point de référence.

Cet approfondissement autoritaire des politiques néolibérales n'a fait que renforcer les inégalités sociales et la colère face au manque et/ou à l'absence de démocratie au cours de la dernière décennie. La région du MOAN a subi l'un des niveaux d'inégalité les plus importants au monde, les 1 % et les 10 % les plus riches de la population détenant respectivement 30 % et 64 % des revenus, tandis que les 50 % les plus pauvres de la population possèdent seulement 9,4 %. Dans l'ensemble de la région, 37 milliardaires possèdent autant de richesse que la moitié la plus pauvre de l'ensemble de la population adulte. En outre, entre 2010 et 2019, le nombre d'individus à fort revenu net avec des actifs de 5 millions de dollars ou plus en Égypte, en Jordanie, au Liban et au Maroc a augmenté de 24 %, et leur richesse combi-

née a augmenté de 13,27 %, passant de 195,5 milliards de dollars à 221,5 milliards de dollars.

La pandémie du Covid-19 a en outre intensifié les disparités entre les élites économiques dirigeantes et les classes populaires. Les 10 % les plus riches de la population contrôlent désormais 76 % de tous les revenus. Dans un rapport publié en août 2020 par Oxfam, il a été estimé que les contractions économiques causées par les mesures mises en œuvre pour empêcher la propagation du virus par les États pousseraient 45 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté dans toute la région. La situation – déjà très difficile – s’est également aggravée pour les réfugié-es et les travailleur-es migrant-es, avec très souvent des discours et des pratiques racistes à leur rencontre.

Ces dynamiques régionales se sont développées en temps de crise économique, de guerre et maintenant pendant la pandémie actuelle. Ce ne sont pas des mesures pragmatiques ou « *technocratiques* », comme l’ont souvent prétendu les régimes qui les adoptent. Elles devraient plutôt être considérées comme un moyen de transformer les conditions générales d’accumulation de capital et de renforcer les réseaux économiques liés à ces régimes, tout en appliquant des mesures d’austérité.

De même, la question de la dette a pris une importance particulière. Dans ces pays, la dette a servi et continue de servir d’outil de soumission politique et de mécanisme de transfert des revenus du travail vers le capital local et, surtout, mondial. Les puissances impérialistes ont intensifié cette dynamique en exigeant le paiement des dettes via les institutions financières internationales. Les cas de l’Égypte, du Soudan, de la Tunisie, mais aussi du Liban et de la Jordanie, où des dettes astronomiques se sont accumulées, sont révélateurs. Le refus ou non de payer la dette devient l’un des principaux points de division entre ceux et celles qui prônent un changement radical et ceux et celles qui s’y opposent.

L’exemple de la Tunisie est éloquent car le gouvernement est de plus en plus endetté envers les créanciers étrangers. La dette extérieure représentait environ les deux tiers de la dette publique en 2020, ce qui a soulevé de nombreuses questions sur le service de la dette, sa soutenabilité et les ressources publiques qui seront réorientées vers cela plutôt que vers des objectifs plus productifs ou vers le système de protection sociale. Si la démocratisation du pays a considérablement progressé depuis 2011, malgré la résilience de certains écueils importants et des formes continues de répression, les conditions



socio-économiques des classes populaires se sont détériorées à bien des égards. Les fonds octroyés par le FMI à la Tunisie (3 milliards d’euros) l’ont été en contrepartie de plusieurs mesures d’austérité avec la collaboration des élites dirigeantes locales, tandis que la dépréciation du dinar tunisien en 2017 et le pic d’inflation qui en a résulté ont appauvri encore plus les classes populaires. Les niveaux de chômage ont également augmenté et les départs illégaux vers l’Europe ont atteint des records depuis 2011. Les Tunisiens sont la principale nationalité arrivant sur les côtes italiennes (cinq fois plus en 2020 que l’année précédente), alors qu’au cours des 10 premiers mois de l’année précédente, plus de 6 500 manifestations ont été enregistrées, principalement contre politiques économiques et sociales.

Défis de la gauche, construire un instrument politique pour résister

Le soulèvement de masse a révélé l’extrême faiblesse de la gauche radicale et de la classe ouvrière organisée, incapables d’intervenir en tant que force politique centrale parmi les classes populaires et de participer à leur auto-organisation pour répondre aux revendications économiques et politiques.

Le développement d’organisations de classe de masse et d’organisations politiques progressistes a été largement absent. En Égypte, il y avait initialement de grandes luttes économiques et des syndicats indépendants croissants, mais aucun véhicule politique et/ou instrument d’une taille suffisante n’existait pour articuler les revendications de classe et s’organiser à un niveau de masse.

La Tunisie et le Soudan étaient les seules exceptions à cette situation. Dans les deux pays, la présence d’organisations syndicales de masse – telles que l’UGTT tunisienne et les associations professionnelles soudanaises

– a été un élément clé en rassemblant des luttes de masse réussies. De même, dans les deux pays, les organisations féministes de masse ont joué un rôle particulièrement important dans la promotion des droits des femmes et la lutte pour les droits démocratiques et socio-économiques, bien qu’elles restent fragiles et pas complètement consolidées. Tunis et Khartoum sont en effet la cible de divers acteurs contre-révolutionnaires locaux et internationaux pour préserver la domination des classes dirigeantes et limiter tout changement radical. Dans les deux cas des limitations existent, à la fois pour l’UGTT et les associations professionnelles soudanaises, notamment dans l’orientation politique de leurs dirigeants qui cherchent souvent une forme de collaboration et d’entente avec les élites dirigeantes.

Cependant, la majorité des autres pays de la région n’avaient pas de telles forces organisées ou un tel niveau d’organisations de masse, affaiblissant les mouvements de protestation. Ces outils seront essentiels à construire pour les luttes futures. La gauche doit jouer un rôle central dans la construction et le développement de larges structures politiques alternatives.

Parallèlement à cette nécessité, la gauche doit également développer une stratégie politique qui ne cherche pas uniquement une révolution politique comme horizon, mais une révolution sociale dans laquelle les structures de la société et le mode de production sont radicalement modifiés. De plus, le seul moyen de garantir sur le long terme les acquis d’une révolution politique est de réaliser une révolution sociale. De même, il ne devrait y avoir aucune sorte d’illusions dans les « *plans étapistes* » qui cherchent d’abord une révolution politique avec une large coalition de toutes les classes pour ensuite, potentiellement, après une période indéterminée, essayer d’achever une révolution sociale, dans une compréhension méca-

Moyen-Orient et Afrique du Nord

niste de l'histoire. Encore une fois, aucun des deux ne sera atteint. Comme le soutient le marxiste français Daniel Bensaid : « *Entre lutte sociale et lutte politique, il n'y a ni muraille de Chine ni cloison étanche. La politique surgit et s'invente dans le social, dans l'énoncé de droits nouveaux qui transforment les victimes en sujets actifs.* »

Le déclenchement des dernières manifestations en Tunisie à l'occasion du dixième anniversaire du renversement du dictateur Ben Ali dans tout le pays a démontré la colère de larges secteurs des classes populaires contre les maux économiques, les inégalités sociales, le chômage, la corruption politique et d'autres problèmes, mais plus généralement des attentes insatisfaites de la révolution sociale. Dans le même temps, la répression a été violente et vaste, la police et les forces de sécurité arrêtant plus de 1 000 personnes, dont des mineurs. Certaines personnes ont été incarcérées sans avoir pris part aux manifestations, à la suite d'arrestations à leur domicile, parce qu'elles avaient écrit des messages Facebook soutenant le mouvement de protestation.

Il est donc important de développer un projet de classe indépendant promouvant et défendant les droits démocratiques et socio-économiques. Depuis 2011, de larges secteurs de la gauche ont malheureusement collaboré avec des acteurs contre-révolutionnaires, des régimes autoritaires et des acteurs fondamentalistes islamiques. La collaboration avec les États autoritaires a conduit et ne peut que déboucher sur des résultats catastrophiques, réduisant considérablement l'espace démocratique permettant aux travailleur-es et aux opprimé-es de s'organiser pour leur libération. Les anciens régimes restent le premier ennemi des forces révolutionnaires de la région. En même temps, les mouvements fondamentalistes islamiques n'offrent aucune alternative. Au pouvoir ou non, les mouvements fondamentalistes islamiques ciblent également les travailleurs, leurs syndicats et les organisations démocratiques, tout en favorisant l'économie néolibérale et les politiques sociales réactionnaires. Ils font également partie de la contre-révolution.

Au lieu de se tourner vers l'une ou l'autre de ces deux forces, la gauche doit se concentrer sur la construction d'un front indépendant, démocratique et progressiste qui tente d'aider à l'auto-organisation des travailleur-es et des opprimé-es. Dans ce cadre, les luttes des salarié-es à elles seules ne suffiront pas pour unir les classes des salarié-es. Les acteurs dans ces luttes doivent également défendre la libération de tous les



opprimé-es. Cela exige de brandir haut et fort les revendications pour les droits des femmes, des minorités religieuses, des communautés LGBT et des groupes raciaux et ethniques opprimés. Tout compromis sur l'engagement explicite envers de telles demandes empêchera la gauche d'unir la classe des salarié-es pour la transformation radicale de la société.

Un dernier élément à prendre en considération est le manque de vision régionale et internationaliste de la gauche dans la région, mais aussi plus globalement. Il est nécessaire de promouvoir des réseaux de collaboration dans toute la région pour aider à construire une alternative progressiste et contrer les différentes offensives des différents acteurs contre-révolutionnaires (locaux, régionaux et internationaux). Une défaite dans un pays est une défaite pour tous, et la victoire dans un pays est une victoire pour d'autres dans toute la région.

Les régimes despotiques le savent très bien, tout comme la gauche devrait le savoir. Les classes dirigeantes régionales partagent leurs expériences et leurs leçons entre elles pour défendre leur ordre autoritaire et néolibéral.

Davantage de collaborations doivent être développées entre les forces progressistes de la région et au niveau international. Aucune solution socialiste ne peut être trouvée dans un pays ou dans une région, en particulier dans un pays du MOAN, qui a été un champ de bataille pour les puissances régionales et impérialistes.

De nouvelles explosions de colère populaire sont à prévoir car les causes profondes des soulèvements sont encore bien présentes – elles se sont d'ailleurs approfondies. Cependant, ces conditions ne se traduisent pas nécessairement directement par des opportunités politiques, en particulier pour les pays qui ont subi des guerres et/ou une crise économique profonde. La gauche a besoin de construire et/ou de participer à la construction d'organisations et de fronts unis capables de combiner les luttes contre l'autocratie, l'exploitation et l'oppression, tout en étant capable de fournir une vérita-

ble alternative politique inclusive aux classes populaires. Ces défis ne sont bien sûr pas limités à la région du MOAN, ils sont présents à travers le monde.

Conclusion

Le processus révolutionnaire du MOAN fait partie intégrante de la résistance populaire mondiale contre l'ordre néolibéral et autoritaire. Il n'y a pas d'exception arabe et/ou islamique qui empêcherait les classes populaires régionales de lutter pour les mêmes revendications pour lesquelles les classes populaires du monde entier luttent, y compris pour la démocratie, la justice sociale, l'égalité, la laïcité, etc. Cependant, personne ne peut s'attendre à un chemin aisé dans un processus révolutionnaire, et cela n'a jamais été le cas historiquement.

Comme l'a déclaré le révolutionnaire russe Lénine il y a des décennies : « *Croire que la révolution sociale soit concevable sans insurrections des petites nations dans les colonies et en Europe, sans explosions révolutionnaires d'une partie de la petite bourgeoisie avec tous ses préjugés, sans mouvement des masses prolétariennes et semi-prolétariennes politiquement inconscientes contre le joug seigneurial, clérical, monarchique, national, etc., c'est répudier la révolution sociale. C'est s'imaginer qu'une armée prendra position en un lieu donné et dira "Nous sommes pour le socialisme", et qu'une autre, en un autre lieu, dira "Nous sommes pour l'impérialisme", et que ce sera alors la révolution sociale ! C'est seulement en procédant de ce point de vue pédantesque et ridicule qu'on pouvait qualifier injurieusement de "putsch" l'insurrection irlandaise. Quiconque attend une révolution sociale "pure" ne vivra jamais assez longtemps pour la voir. Il n'est qu'un révolutionnaire en paroles qui ne comprend rien à ce qu'est une véritable révolution.* »

Un processus révolutionnaire n'est pas d'une seule couleur ou homogène et ne le sera jamais. Cela dit, le rôle de la gauche et des progressistes est parfaitement clair : construire une alternative sociale et démocratique inclusive et lutter contre tous les acteurs contre-révolutionnaires, qu'ils soient locaux, régionaux et internationaux.

Les processus révolutionnaires sont des événements à long terme, caractérisés par des moments de mobilisations importantes et d'autres faibles, selon le contexte. Ces moments peuvent même être caractérisés par des périodes de défaites. Cependant, ce n'est certainement pas la fin des soulèvements de la région du MOAN. Ce n'est que le début... ■

Le Parti d'action communiste : une expérience et un riche héritage politique

Par
Joseph Daher*

Rateb Shabo, un militant politique de gauche syrien, a été emprisonné pendant 16 ans dans les années 1980 et 1990 – dont trois ans dans la tristement célèbre prison militaire de Tadmur – pour son appartenance au Parti d'action communiste, qui s'opposait au régime syrien (1). Son livre récent, *Un Récit du Parti d'action communiste en Syrie (1976-1992) : un chapitre de l'histoire de la gauche* (publié en arabe aux éditions al-Maraya en 2020), est une fenêtre incontournable sur la résistance politique progressiste au régime syrien des années 1970 aux années 1990.

De tous les partis de gauche opposés au régime syrien, l'expérience du Parti d'action communiste (PAC) est probablement la plus riche en termes d'activisme et de vision politique. Ce parti s'est caractérisé par des débats et des structures internes démocratiques dynamiques, contrairement à d'autres organisations de gauche et communistes, qui présentaient un manque de pluralisme et avaient un héritage stalinien.

Différentes tendances politiques ont existé tout au long de l'histoire du PAC, débattant de leurs analyses du contexte politique, ainsi que du type d'interventions nécessaire et de la meilleure voie à suivre pour le parti. De même, la pratique politique et la théorie du PAC étaient beaucoup plus dynamiques et non dogmatiques en comparaison avec d'autres partis de gauche, qui étaient pour la plupart enracinés dans l'idéologie stalinienne. Ce parti a souscrit depuis ses origines à une approche internationaliste, liant le sort des classes populaires à travers la région et le monde. L'Union soviétique n'a pas été épargnée par les critiques des membres du PAC, en particulier concernant sa politique à l'égard de la région.

Les membres du parti étaient de toutes les ethnies et confessions religieuses de la Syrie, ce qui en faisait probablement le plus diversifié parmi les partis de gauche du pays. Les femmes ont eu également une présence significative et croissante dans les rangs du



Rateb Shabo

PAC, bien qu'elles soient largement absentes des postes de direction. Parallèlement à l'implication initiale des femmes dans les premières étapes du parti au sein des « cercles marxistes », aux groupes politiques collectifs, elles ont joué un rôle de plus en plus important au cours des différentes périodes du parti. Les femmes ont également souffert des multiples campagnes d'arrestations par les organes répressifs de l'État, notamment à la fin des années 1980, alors que leur nombre et leur participation au parti augmentaient. Comme l'écrit Shabo, le nombre significatif de femmes dans les rangs du PAC et leur activisme distinguaient clairement le parti des autres groupes de gauche et communistes, où les rôles des femmes étaient comparativement moins importants.

Création et développements de nouvelles gauches

La guerre des Six jours en 1967 a représenté pour les régimes syriens et égyptiens une défaite cinglante devant l'État d'apartheid et colonial d'Israël et a annoncé la fin

des mouvements issus du nationalisme pan-arabe. L'Égypte, la Syrie et d'autres États vont progressivement abandonner leurs anciennes politiques sociales radicales et anti-impérialistes. Leurs méthodes de développement capitaliste d'État ont commencé à stagner. En conséquence, ils ont opté pour un rapprochement avec les pays occidentaux et les monarchies du Golfe et ont adopté le néolibéralisme, mettant un terme à de nombreuses réformes sociales qui leur avaient valu une popularité parmi des secteurs ouvriers et paysans.

La défaite cuisante des régimes issus du nationalisme arabe en 1967 va cependant en premier lieu provoquer une vague de radicalisation au sein des mouvements de gauche et nationalistes arabes, qui pour cer-

* L'auteur est présenté en note p. 41. L'auteur tient à remercier Rateb Shabo et Munif Mulhem pour leur aide dans l'écriture de cet article. Cet article a été publié sur le site *Syria Untold* en langue anglaise et en langue arabe (<https://syriauntold.com/en/>).

1. Le nom du parti a été également traduit en français par « *Parti communiste du travail* ».

Syrie & Histoire

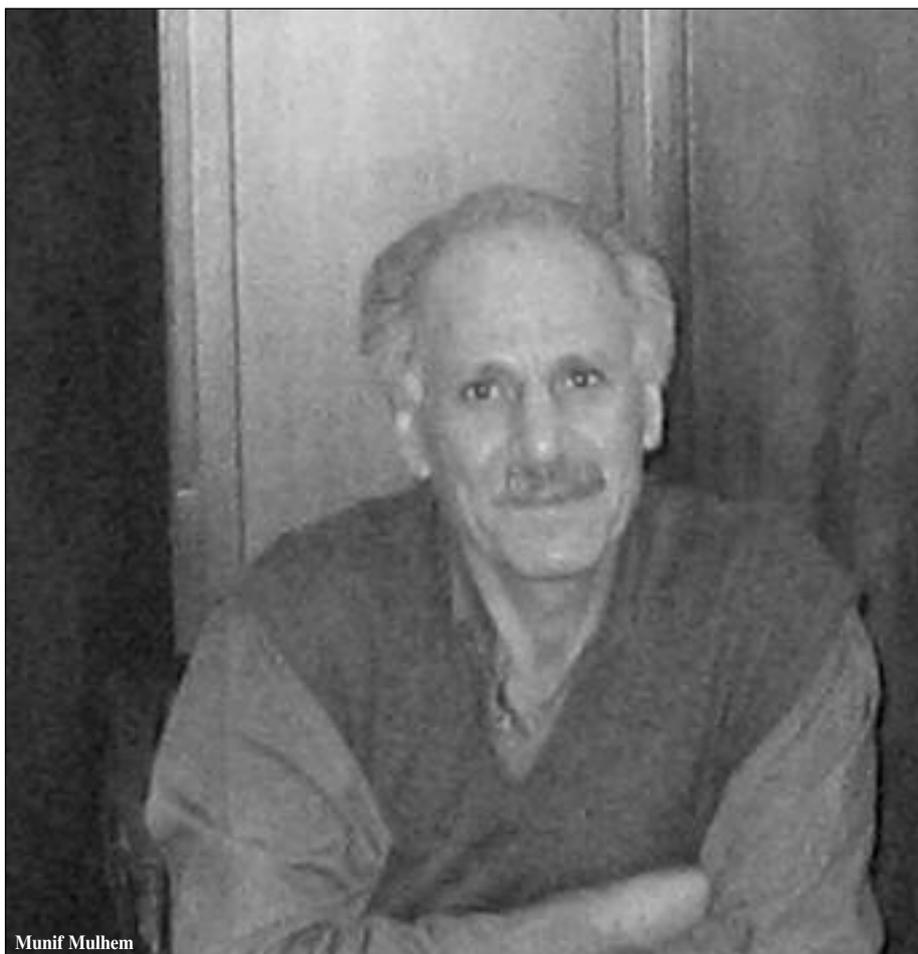
tains avaient déjà débuté quelques années plus tôt, ainsi que dans des dynamiques internationales. Cela s'est notamment reflété par l'émergence d'organisations palestiniennes de gauche telles que le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) en 1967 et le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP) en 1969.

Parallèlement à la montée de la résistance politique et armée palestinienne radicale, d'autres pays ont connu un développement significatif de groupes radicaux. Au Yémen, le Front de libération nationale (FLN) d'orientation marxiste, créé en 1963, a formé la République populaire du Yémen du Sud (rebaptisée plus tard la République démocratique populaire du Yémen) à la fin de l'année 1967, après quatre ans de lutte contre l'occupation coloniale britannique. Cette prise du pouvoir va inaugurer l'expérience révolutionnaire la plus radicale de cette période, mais avec un impact limité en raison de l'extrême pauvreté du pays.

À la même période, dans la région voisine du Dhofar, dans le sultanat d'Oman, un mouvement armé d'émancipation sociale et nationale a commencé à défier le pouvoir du sultan réactionnaire, Saïd Bin Taimur, ainsi que l'influence militaire et politique britannique. Le Front de libération du Dhofar, un groupe séparatiste, est entré dans un processus de radicalisation en direction du marxisme et s'est rebaptisé Front populaire pour la libération d'Oman et du Golfe arabe en 1968.

De plus petites organisations de gauche au Liban, en Syrie, en Égypte et en Tunisie ont également été créées dans ce processus de radicalisation. Le Parti communiste ouvrier égyptien, né de cette nouvelle gauche, a joué un rôle important dans le « *soulèvement du pain* » des 18 et 19 janvier 1977 en réponse à une série de mesures d'austérité mises en œuvre par le régime d'Anouar el-Sadate, y compris la suppression des subventions sur les produits de base.

La plupart de ces partis politiques étaient à l'origine liés au Mouvement nationaliste arabe (MNA), présent dans toute la



Munif Mulhem

région (2). Dans leur processus de radicalisation, ils ont argumenté que la défaite de juin 1967 était le résultat du socialisme « *petit-bourgeois* » promu par le leader égyptien Gamal Abdel Nasser. Selon eux, seuls les mouvements radicaux et les approches fondées sur le marxisme pourraient vaincre le sionisme, renverser les monarchies autocratiques et améliorer les conditions de vie des classes populaires.

Origines en Syrie

La Syrie n'était pas immune de ces dynamiques. En 1965, des militants baasistes syriens fondent le Parti ouvrier révolutionnaire arabe autour de Yassin Hafez et Elias Morqos, deux intellectuels qui tentent de concilier nationalisme arabe et marxisme. Et au sein du Baath, de jeunes officiers alignés sur le général de gauche Salah Jadid organisent un coup d'État le 23 février 1966. Ils représentaient l'aile gauche du parti Baath, qui est restée au pouvoir jusqu'à ce que le ministre de la Défense d'alors, Hafez al-Assad, évince Salah Jadid en 1970 par un nouveau coup d'État.

C'est dans ce contexte que les « cercles marxistes » se sont constitués au milieu des années 1960, qui donneront plus tard naissance à la Ligue d'action communiste (LAC)

en 1976 et au Parti d'action communiste (PAC) en 1981.

Ces cercles marxistes étaient à l'origine des groupes de discussion mis en place dans toute la Syrie où les participants débattaient des questions politiques du monde arabe à travers des perspectives et visions marxistes. Chaque cercle avait sa propre dynamique et, au début, se développait indépendamment. Les membres des « *cercles marxistes* » se sont coordonnés et ont agi collectivement.

La plupart des membres initiaux étaient des étudiants et d'anciens nationalistes arabes entrés dans un processus de radicalisation. Ils et elles cherchaient à lutter contre l'autoritarisme, ainsi qu'à réfléchir à une voie et orientation politiques à suivre en Syrie après la défaite de 1967. En 1974, les « *cercles marxistes* » étaient présents dans toutes les grandes villes et les universités, au sein de l'armée syrienne, dans les syndicats et les associations professionnelles, et dans la région rurale du Ghab dans le gouvernorat de Hama, qui a connu d'importantes révoltes paysannes à la fin des années 1960 (3). Les cercles et puis les organisations qui suivront (LAC et PAC) ont eu plusieurs publications : *la Bannière rouge*, *le Communiste* et *l'Appel populaire*, qui ont perduré jusqu'en 1991.

À la fin de l'été 1976, après trois gran-

2. L'organisation a ses origines à l'Université américaine de Beyrouth avec le professeur syrien Constantin Zureik, un ardent défenseur du panarabisme. La direction du mouvement comprenait six étudiants de l'université : deux Palestiniens, Georges Habache et Waddi Haddad, un Libanais, Salah Chabal, un Irakien, Hamed Jbouri, un Koweïtien, Ahmed El-Khatib, et un Syrien, Hani El-Hindi.

3. En 1969, le régime baasiste a réprimé avec force un soulèvement paysan dénonçant un système qui endettait les paysans à la Banque agricole pour rembourser les hommes d'affaires de la région de Ghab.

des réunions (4), la Ligue d'action communiste (LAC) était formée avec une trentaine de délégués représentant plus de 120 membres. Un comité central a été élu, composé de 15 personnes, représentant la direction du nouveau parti, ainsi qu'un comité de travail de 5 personnes. La LAC nouvellement créée se décrit comme une « *faction marxiste-léniniste, dont la mission centrale était de travailler avec le reste des factions marxistes léninistes en Syrie pour construire une branche syrienne du Parti communiste arabe, en élevant la conscience politique, en organisant et en mobilisant la classe des travailleurs et de ses classes alliées afin de réaliser la révolution socialiste dans l'horizon du prolétariat international* ».

Moins d'un an plus tard, en mars 1977, le parti a subi ses premières campagnes d'arrestations. Plusieurs dizaines de militants ont été emprisonnés à Damas, Hama, Alep et Lattaquié. Quatre autres campagnes répressives ont visé le parti entre octobre 1977 et avril 1979. De nouvelles arrestations par les services de sécurité de l'État syrien en mai 1978 ont laissé le parti sans véritable leadership, car seuls trois des onze dirigeants de la LAC n'étaient pas encore emprisonnés.

Pourtant, la LAC a maintenu ses activités politiques. En septembre 1979, le parti a élu un nouveau comité de travail et a publié un programme de transition axé sur l'objectif de renversement du régime syrien et d'établissement d'un gouvernement démocratique et révolutionnaire.

En août 1981, le Parti d'action communiste (PAC) a été officiellement créé lors d'une conférence générale au Liban avec 55 délégués, dont deux femmes.

Le changement de nom n'était pas simplement symbolique, écrit Shabo. C'était plutôt le signe de la perte d'espoir dans la capacité de la LAC à lier et à coordonner le travail et les activités du Parti communiste syrien officiel et de ses groupes dissidents, notamment le Parti communiste syrien - Bureau politique dirigé par Riyad al-Turk (5), et de se transformer en partis communistes véritablement révolutionnaires. Dans la lecture du mouvement par Shabo, les membres de la conférence ont décidé qu'il n'y avait plus aucune justification politique ou théorique pour retarder la création formelle d'un « *parti* » politique, et de l'objectif absolu et de la nécessité de classe que cela exigeait. Au Comité central, trois courants principaux étaient représentés : le courant trotskiste (6), le courant « *modéré* » (7) et le nouveau courant de gauche (8).

Le PAC a maintenu ses activités tout au long des années 1980, jusqu'au début des années 1990, avant que les campagnes de

répression successives du régime syrien ne parviennent à les écraser. L'une des dernières actions importantes du PAC remonte à 1990, lorsqu'il a organisé 300 mères, sœurs et conjoints de membres du parti emprisonnés pour manifester devant le palais présidentiel de Damas.

Deux ans plus tard, les autorités syriennes ont arrêté Abd al-Aziz al-Khayyar, le dernier dirigeant du PAC encore non emprisonné (9). Quelque 13 autres personnes ont également été emprisonnées à l'époque pour leurs liens présumés avec le PAC. Le parti est par la suite devenu pratiquement inactif. La chute de l'Union soviétique au début des années 1990 a également eu des conséquences idéologiques sur le PAC, certains membres s'orientant davantage vers certaines formes de libéralisme, plutôt que vers des idéologies marxistes.

Cependant, pendant le soi-disant printemps de Damas au début des années 2000, à la suite de l'ascension au pouvoir de Bachar al-Assad, un certain nombre d'anciens membres du parti ont joué un rôle dans la création de « *Forums* » – salons de discussion et de débat – à travers le pays. À Damas, Munif Mulhem, ancien membre dirigeant du PAC, a fondé le Forum de gauche, qui comme d'autres Forums, sous la pression des services de sécurité, a dû cesser son activité.

En août 2003, le PAC a annoncé son retour sur la scène politique, suivi d'une nouvelle publication intitulée *Maintenant*. Cependant, pour de nombreux anciens membres, le parti ne représente plus les aspirations initiales et les idéaux de gauche des années 1960 et 1970.

Bien que le PAC ait continué d'exister tout au long des années 2000 et 2010, de nombreux membres ont mené leur engagement politique contre le régime d'Assad en tant qu'individus, plutôt qu'au nom du parti. Ils ont continué à jouer un rôle dans le soulèvement populaire de 2011 à travers un éventail de groupes, collectifs, comités de coordination et différentes coalitions de gauche au sein du mouvement de protestation populaire.

Pendant le soulèvement populaire, le PAC a soutenu le mouvement de protestation et a été un membre fondateur du Comité national de coordination des forces de changement démocratique en Syrie. Le principal dirigeant du groupe à l'époque, Abd al-Aziz al-Khayyar, a été porté disparu sur la route de l'aéroport à Damas après son retour d'une visite en Chine en septembre 2012. Il a été très probablement kidnappé par les forces de sécurité du régime. Il n'y a eu aucune information sur son sort depuis.

L'histoire du PAC par Shabo est un récit important sur un parti politique qui n'est pas bien connu – ou souvent simplement ignoré – par de nombreux cercles progressistes en Syrie et à l'étranger. Les leçons du PAC ne doivent pas être perdues, particulièrement lorsque nous examinons et analysons les stratégies et les erreurs des groupes d'opposition dominants qui ont émergé depuis mars 2011.

Ni Assad ni Frères Musulmans, construire un « troisième camp »

Les années 1970 et 1980 ont vu un conflit violent entre le régime syrien et les mouvements fondamentalistes islamiques menés par le mouvement des Frères Musulmans (FM), culminant avec le massacre effroyable de Hama en 1982 au cours duquel les forces du régime syrien ont assiégé la ville et tué plusieurs milliers d'individus.

4. La première réunion a eu lieu à Damas en novembre 1974, la deuxième à Douma, dans la banlieue de Damas, en 1975 et la troisième à Alep en 1976, représentant, de facto, la première conférence générale de la Ligue d'action communiste.

5. Le Parti communiste syrien - Bureau politique (PCS-BP) dirigé par Riyad al-Turk a quitté le Parti communiste syrien (PCS) en raison du comportement autoritaire de Khalid Bakdash, son secrétaire général, et des désaccords sur les questions nationales et panarabes. En 1976, la position vis-à-vis du régime syrien est également devenue un problème entre le PCS et le PCS-BP en raison de l'intervention de l'armée syrienne au Liban, qui a été condamnée par la faction d'al-Turk. Cependant, jusqu'en 1976, les membres du PCS-BP sont restés dans les institutions du Front national progressiste (une coalition de partis de gauche et nationalistes syriens soutenant le régime syrien créé en 1972) et du parlement syrien.

6. Ils étaient proches de la IV^e Internationale et ont fourni une analyse critique et des propositions politiques au parti. Cette tendance a notamment été représentée par Munif Mulhem qui a joué un rôle de premier plan dans l'histoire du PAC et a été emprisonné pendant plus de 15 ans par le régime entre 1981 et 1997.

7. Selon Shabo, les adeptes de ce courant n'étaient pas organisés dans une tendance politique particulière et ne se coordonnaient pas entre eux. Ils ont suivi la ligne du parti selon les bases de la réunion de fondation du parti en août 1981.

8. Cette tendance est décrite comme une tendance « *léniniste* », avec une forme de compréhension « *mécaniste* » de l'histoire. Leur objectif était de réaliser une révolution socialiste à travers une stratégie de « *Front populaire* », c'est-à-dire une large alliance réunissant partis de gauche, partis et syndicats social-démocrates ainsi que capitalistes « *démocratiques libéraux* ».

9. Il a été libéré en 2005. En 2007, il a participé à la fondation du « *Rassemblement de gauche marxiste* », qui comprenait le Parti d'action communiste, le Parti kurde de gauche, le comité des communistes syriens, le Rassemblement démocratique marxiste et le Comité de coordination des membres du PCS-B.

Syrie & Histoire

Selon le récit de Shabo, les tensions entre les deux camps constituaient le premier « *test politique* » de la Ligue d'action communiste (LAC), le prédécesseur du Parti d'action Communiste (PAC). La LAC s'était longtemps opposée au régime de Hafez al-Assad, le considérant un dictateur corrompu, opposé à la fois aux intérêts des classes populaires et de la cause palestinienne.

La LAC et le mouvement des Frères Musulmans (FM), du moins objectivement, partageaient le même objectif : renverser le régime d'Assad.

Mais pour la LAC, l'orientation politique des FM était problématique, en raison de ses discours et pratiques anti-démocratiques et confessionnels (10). Les membres des FM n'hésitaient pas à assassiner des personnalités alaouites sans lien politique direct avec le régime (11).

La LAC voyait le conflit entre ces deux camps – le régime syrien et les FM – comme une lutte entre deux fractions de la bourgeoisie syrienne, une lutte qui n'était ni démocratique ni « *patriotique* » au service des intérêts du pays. D'un côté, il y avait la bourgeoisie bureaucratique dominée par le régime, de l'autre, la bourgeoisie traditionnelle, en particulier les grands commerçants, alliés au FM. Les deux fractions de la bourgeoisie étaient opposées aux intérêts des classes populaires.

En réponse, la LAC a travaillé à la création d'un « *troisième camp* ». En 1979, le journal du parti, *Bannière rouge*, a publié un éditorial appelant à la formation de ce qu'il a appelé un « *Front populaire uni* ». Cette

coalition serait composée de forces politiques représentant les classes populaires syriennes et s'opposerait à la fois au régime syrien et aux FM tout en travaillant à recruter et à tirer les bases populaires en dehors de ces deux camps réactionnaires (12). Par la suite, la LAC a expliqué plus précisément qu'elle envisageait ce Front comme un instrument d'organisation des classes populaires pour réaliser une révolution sociale en Syrie.

La LAC a critiqué les partis politiques syriens de l'alliance du Front national progressiste – une alliance de partis de gauche et nationalistes arabes créée en 1972 qui soutenait le régime d'Assad dans sa violente confrontation avec les FM – ainsi que l'alliance de gauche du mouvement national libanais et certaines organisations de la résistance palestinienne. Ces groupes percevaient toujours le régime syrien comme une force nationale/patriotique et progressiste.

Malgré ses efforts pour tenter de convaincre d'autres partis de gauche à travers des discussions et négociations pour un Front populaire uni suggéré par la LAC, cette dernière avait trop peu de poids politique pour les convaincre d'une telle stratégie. Cependant, d'autres groupes de gauche ont formé leur propre coalition quelques mois seulement après l'éditorial de *Bannière rouge*, appelant à ce Front. Ces organisations se sont réunies pour signer ce qu'elles ont appelé le « *Pacte du rassemblement national démocratique* » (13).

Les relations de la LAC avec l'Union socialiste arabe, un parti nassérien dirigé par un ancien militant du Baath, Jamal al-Atassi, et le Parti Baath arabe socialiste et démocratique, lié à l'ancien général baasiste de gauche Salah Jadid, ne lui ont pas valu une place au sein du Pacte. Le Parti communiste syrien - Bureau politique (PCS-BP, aussi connu sous le nom de Bureau politique), un des signataires du Pacte, a opposé son veto à l'inclusion de la LAC.

Les années précédant la signature du Pacte avaient vu une hostilité croissante de la part du PCS-BP contre la LAC. La direction du PCS-BP, en particulier son leader Riyad al-Turk, refusait toute discussion officielle entre les deux partis, bien que des membres des deux organisations se soient entretenus en privé. Les dirigeants du PCS-BP ont même accusé la LAC de collaborer avec les forces de sécurité syriennes ou russes pour empêcher la croissance de leur propre organisation (14).

Le Pacte du rassemblement national n'avait que très peu de contenu et d'objectifs liés à la question de classe. La LAC a critiqué les positions de la majorité des partis au sein

du Pacte, en particulier du PCS-PB (15). La Ligue critiquait notamment les signataires du Pacte qui considéraient les actions des FM comme reflétant plus généralement celles des mouvements populaires et des rues, et non d'un parti politique particulier. Les signataires du Pacte n'ont pas non plus condamné les multiples assassinats confessionnels commis par le mouvement des FM. Lors des années suivantes, les signataires du Pacte ont adopté une position un peu plus sévère contre le mouvement des FM, mais sans aucune critique radicale de ce dernier.

Le PAC formé à partir de la LAC a cherché à former un grand front progressiste indépendant contre Assad et les FM tout au long des années 1980. C'était tout particulièrement le cas après le terrible massacre de Hama en 1982, lorsque les membres du PAC ont de nouveau appelé à la formation d'un troisième camp indépendant de ces deux camps réactionnaires opposés.

Résistance palestinienne

La cause palestinienne était au cœur du PAC depuis les origines du parti dans les « *cercles marxistes* » – collectifs politiques apparus dans les années 1960.

Les réfugiés palestiniens en Syrie étaient souvent actifs ou proches du PAC. De nombreux membres du parti ont participé à la résistance armée aux côtés de l'OLP et d'organisations de gauche palestiniennes telles que le Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP) et le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) dans des camps de réfugiés en Syrie, au Liban et en Jordanie. Dans certains cas, des personnes qui avaient assisté à des séances des « *cercles marxistes* » ont par la suite perdu la vie dans des opérations militaires contre Israël. Certains membres du parti se sont battus aux côtés d'organisations palestiniennes pour résister au siège de Beyrouth en 1982 par les forces d'occupation israéliennes.

Le PAC considérait que la libération de la Palestine irait de pair avec le renversement des régimes régionaux et l'établissement de démocraties populaires comme bases de soutien à la révolution palestinienne. La répression des organisations palestiniennes durant les événements de « *Septembre noir* » en Jordanie en 1970, et l'opposition de Hafez al-Assad à la résistance palestinienne à Israël à l'intérieur de ses propres frontières, n'ont fait que renforcer la position du parti.

Son opposition au régime d'Assad s'est accrue suite à l'intervention de l'armée syrienne au Liban en 1976, qui a été large-

10. Par exemple, en 1981, le secrétaire adjoint du mouvement des Frères musulmans (FM), Ali al-Bayanuni, dans une interview au journal français le Monde, déclarait que si les FM accédaient au pouvoir, la liberté de créer des partis ne serait pas étendue aux groupes marxistes, même ceux qui sont opposés au régime.

11. En juin 1979, des membres des FM et de l'« *Avant-garde islamique* » (liée au FM) ont commis un massacre en tuant environ 80 cadets alaouites à l'école d'artillerie d'Alep.

12. Le titre de l'éditorial de *Bannière rouge* n° 36 était « *Vers la construction d'un Front populaire uni* ».

13. Il était composé de l'Union socialiste arabe démocratique, du PCS-BP, du Parti ouvrier révolutionnaire arabe, du Mouvement socialiste arabe et du Parti Baath arabe socialiste et démocratique.

14. Riyad al-Turk a maintenu une attitude politique sectaire envers les membres du PAC. Voir le témoignage de Munif Mulhem : <https://www.facebook.com/monif.mulhem/posts/10216522911054208>

15. Dans une lettre interne de juillet 1980, le PCS-BP exposait trois possibilités dans le développement du régime politique en Syrie, dont une s'appuyant sur la classe bourgeoise aux aspirations « *européennes* » – en d'autres termes en faveur d'une forme de démocratie libérale. Une alliance avec des secteurs plus larges de la bourgeoisie syrienne et des Frères musulmans a toujours été une possibilité potentielle pour le PCS-PB.

ment condamnée par les groupes d'opposition démocratiques et de gauche et les associations professionnelles en Syrie (16).

En 1982, le PAC a envoyé deux groupes de volontaires au Liban pour s'entraîner avec les forces armées de l'OLP et servir d'auxiliaires à la résistance palestinienne. Auparavant, lors du siège militaire israélien de Beyrouth, le PAC avait envoyé 11 médecins membres ou proches du parti dans la capitale libanaise pour aider à soigner les résistants palestiniens blessés. D'autres membres ont été les gardiens des quartiers généraux des organisations palestiniennes de résistance à Beyrouth afin que les combattants palestiniens soient libres d'aller combattre.

Un an plus tard, le PAC a joué un rôle clé dans la mise en place des Comités populaires (1983-1986), un mouvement qui rassemblait les Palestiniens en Syrie (17). Le mouvement s'est décrit dans son document fondateur comme une structure nationale, démocratique et populaire, mais ne cherchant pas à devenir un parti politique formel. Sur le plan organisationnel, chaque comité était composé de quatre à cinq personnes réunies au niveau local au sein des quartiers, ou en fonction de leurs professions. Les comités étaient indépendants les uns des autres dans leurs activités culturelles et politiques, ne se coordonnant que dans la diffusion de la propagande politique et des déclarations publiques officielles.

Les camps de réfugiés palestiniens à Damas étaient à l'époque des centres d'intense activité politique. Les manifestations dans les camps se sont multipliées, visant à critiquer les attaques contre les Palestiniens au Liban par des groupes et mouvements politiques soutenus par le régime syrien. Les forces de sécurité syriennes ont réagi en incarcérant plusieurs centaines de Palestiniens.

Les forces de sécurité ont également considérablement réduit les déplacements des Palestiniens hors de Syrie, tandis que la répression continue a rendu les réunions publiques des groupes palestiniens presque impossibles à organiser, à l'exception de ceux qui étaient favorables au régime ou soutenus par les autorités syriennes.

La répression s'est poursuivie au cours des années suivantes, en particulier pendant les manifestations publiques de 1985 et 1986 en Syrie pour dénoncer les opérations militaires contre les camps palestiniens de Beyrouth durant la période de la « *Guerre des camps* », ainsi que lors des manifestations à l'occasion de la « *Journée palestinienne de la Terre* » en 1986 (18). Les protestations et les manifestations ont considérable-



Joseph Daher

ment diminué dans les camps de réfugiés palestiniens suite à cette dernière vague de répression. Les forces de sécurité syriennes ont cependant continué de mener une politique d'intimidation violente contre les Palestiniens dans les camps. En 1990, environ 2 500 prisonniers politiques palestiniens étaient détenus dans les prisons syriennes (19).

Soutien à l'autodétermination des populations Kurdes de Syrie

La LAC, et plus tard le PAC, se distinguait des autres mouvements de gauche syriens par le soutien à l'autodétermination du peuple kurde en Syrie et dans la région. D'autres mouvements se sont opposés ou ont tout simplement ignoré la question de l'autodétermination du peuple kurde, tandis que les journaux et les brochures du PAC condamnaient depuis les origines du parti la discrimination des Kurdes de Syrie.

Le PAC insistait sur l'unité des partis révolutionnaires arabes et kurdes contre le régime bourgeois dictatorial et les partis réactionnaires – en d'autres termes, les FM – comme seul moyen de parvenir à l'autodétermination du peuple kurde. Le parti soutenait que, tout comme pour la résistance palestinienne, c'était l'unité d'en bas, des révolutionnaires qui voulaient renverser le régime syrien, qui ferait progresser la libération de la population kurde.

Le PAC participait chaque année aux célébrations du Nawruz, le festival du nouvel an printanier fêté par les Kurdes, les Iraniens

et d'autres. Cet événement devenait une occasion pour les communautés et les groupes politiques kurdes de revendiquer leurs droits nationaux, culturels et démocratiques. Les publications du PAC décrivaient les célébrations du Nawruz comme un acte de résistance et d'affirmation des droits nationaux kurdes, dans un pays dont le gouvernement opprimait sa population kurde.

L'oppression était généralisée. En 1986, le régime syrien a interdit tout signe public des célébrations du Nawruz dans deux banlieues de Damas et a réprimé violemment les manifestant-es qui s'étaient néanmoins mobilisés, tuant un jeune Kurde et en blessant d'autres. En réaction, un grand rassemblement a été organisé et une route principale bloquée dans cette région. Parmi les slogans des manifestant-es, on pouvait notamment entendre « *À qui servira l'arrestation des communistes ? À tous les réactionnaires !* ». Des membres du PAC ont participé à ces actions et un communiqué du parti a été publié condamnant les violences policières et exigeant la libération de tous ceux qui avaient été arrêtés. Le communiqué a été traduit en kurde.

Il y a eu des tentatives d'élargir le modèle des comités populaires palestiniens à la population kurde de Syrie, mais elles ont échoué car la grande majorité des partis kurdes ont refusé de créer ces types d'organes de résistance collective. De plus, à la même

16. En 1980, toutes les associations professionnelles ont été dissoutes par décret gouvernemental. Le régime a ensuite créé de nouvelles associations professionnelles et nommé de nouveaux dirigeants qui ont principalement agi comme des serveurs corporatistes de l'État et du parti au pouvoir. Durant la même période, la répression contre les syndicalistes affiliés ou qui s'identifiaient à des partis d'opposition, élus contre des candidats baasistes officiels aux élections de 1978 et 1979, s'est intensifiée.

17. Après le siège de Beyrouth et le départ de l'OLP de la capitale libanaise, les affrontements internes au sein de la direction du Fatah puis la guerre des camps.

18. En mars 1976, un vaste plan d'expropriations de terre palestinienne en Galilée venait d'être annoncé. Ce n'était pas la première fois depuis 1948 que des terres palestiniennes étaient confisquées pour établir ou agrandir des colonies juives, mais cette fois les villages du nord de la Galilée avaient décidé de réagir de manière massive. Une grève générale était annoncée pour le 30 mars. Les pressions sur les organisateurs ont été telles que la grève a dégénéré en manifestations qui se sont heurtées à l'armée d'occupation israélienne. L'armée d'occupation israélienne a tué six Palestiniens et en a blessé plusieurs centaines. Depuis lors, cette journée est commémorée chaque année, le 30 mars, comme la Journée de la Terre.

19. Middle East Watch, *Syria Unmasked : The Suppression of Human Rights by the Asad Regime*, Yale University Press, New Haven 1991, pp. 106-108.

Syrie & Histoire

période, en 1986, les forces de sécurité du régime syrien menaient une nouvelle campagne répressive contre le PAC, affaiblissant considérablement ses activités.

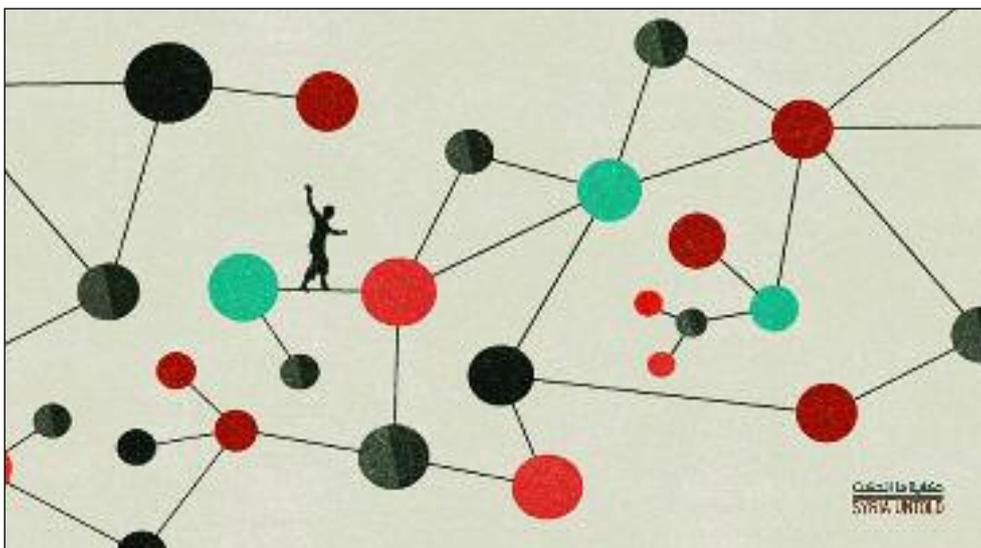
Les collaborations potentielles entre les groupes politiques syriens arabes et kurdes ont longtemps été considérées comme une ligne rouge par le régime syrien, qui réprimait de telles actions. L'accueil par le régime syrien sur son territoire, au cours de cette même période, de certains groupes politiques kurdes de Turquie et d'Irak – tel le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) dirigée par Jalal Talabani et le Parti démocratique kurde (PDK) affilié à Masoud Barzani – avait pour condition que ces mouvements s'abstiennent de toute tentative de mobilisation des Kurdes syriens contre Damas.

Leçons pour l'opposition syrienne

Pourquoi l'expérience du PAC est-elle toujours d'actualité ? Dès ses origines, le PAC promouvait l'idée que l'émancipation et la libération des classes populaires syriennes étaient liées à la libération des classes populaires dans la région, en particulier palestinienne et kurde. Le PAC considérait les luttes de ces groupes comme les leurs et comprenait, déjà, qu'aucun salut ne pouvait venir des États de la région, même si officiellement ils affichaient soutien et sympathie pour ces causes.

20. Même Riyad al-Turk a déclaré en septembre 2018 que l'un des problèmes initiaux avec le Conseil national syrien lors de sa création était que les FM et les groupes qui lui étaient liés dominaient l'organe de l'opposition. Voir Mohammad Ali Atassi, « Première interview de Riyad al-Turk après son départ de Syrie » (en arabe), *Al-Quds Al-Arabi*, 2 septembre 2018, <http://www.alquds.co.uk/?p=1007786>

21. Pour plus de détails sur les limites et les problèmes des principaux organes de l'opposition syrienne voir : Joseph Daher (2019), « Pluralism lost in the Syrian Uprising », *The Century Foundation*, <https://tcf.org/content/report/pluralism-lost-syrias-uprising/>



Cette orientation politique contraste fortement avec les principaux organes de l'opposition syrienne actuelle en exil, en particulier du Conseil national syrien et la Coalition nationale pour la révolution syrienne et les forces d'opposition, également connue sous le nom de Coalition nationale syrienne. Dès leur création, ces deux organes dépendaient politiquement de puissances étrangères et ont rapidement adapté leurs actions et positions politiques en conséquence. Le résultat est cinglant : plutôt que de voir prendre en compte les liens entre les luttes populaires régionales, les deux organes de l'opposition syrienne ont souvent soutenu les actions oppressives de ces États, comme l'oppression des populations Kurdes par la Turquie à l'intérieur de ses propres frontières et en Syrie, ou la guerre du royaume saoudien contre le Yémen.

En même temps, la cause palestinienne a été ignorée et réduite au silence afin de ne pas effrayer les alliés régionaux et occidentaux. Pire encore, la grande majorité des organes de l'opposition syrienne s'est opposée aux droits nationaux kurdes et a reproduit des discours racistes et des actions oppressives contre le peuple kurde, soutenant même les invasions et occupations d'Afrin et d'autres régions par l'armée turque et des groupes armés de l'opposition syrienne. Ces campagnes militaires ont conduit à de nombreuses violations des droits de l'homme et contraint des milliers de Kurdes à quitter leurs foyers.

Enfin, aucun camp politique indépendant et progressiste n'a pu se développer après 2011 pour s'opposer à la fois au régime syrien et aux forces fondamentalistes islamiques. Au contraire, le Parti démocratique du peuple (l'organisation qui a succédé au PCS-BP de Riyad al-Turk) et d'autres forces démocratiques et libérales ont rejoint une alliance avec le mouvement des Frères Musulmans et d'autres courants conservateurs de l'opposition syrienne, qui étaient majoritaires, pour créer le Conseil national syrien. Une dynamique similaire s'est poursuivie avec la Coalition (20). De plus, ces acteurs n'ont pas hésité à inclure certaines personnalités fondamentalistes islamiques et ont tenté à certaines occasions de normaliser ou défendre les mouvements djihadistes (21).

C'est dans ce cadre que les expériences et les orientations politiques du PAC sont toujours d'une grande utilité : dans les stratégies à adopter à la fois contre le régime syrien et les mouvements fondamentalistes religieux, dans la construction d'un camp politique progressiste indépendant, dans la lutte pour l'autodétermination des peuples palestiniens et kurdes. Toutes ces questions restent aussi actuelles qu'elles l'étaient lorsque le PAC a tenté de les aborder.

La mémoire de l'idéologie politique du PAC ne doit pas disparaître. Les leçons de la résistance progressiste du parti entre les années 1970 et 1990 doivent être mises à profit pour bâtir des résistances futures, qui y trouveraient leur force sans répéter les mêmes erreurs récentes. ■

